

Premier trimestre de 2020



Banque Royale du Canada – Résultats du premier trimestre de 2020

Sauf indication contraire, tous les montants sont libellés en dollars canadiens et sont basés sur nos états financiers dressés selon la Norme comptable internationale 34 *Information financière intermédiaire*.

Bénéfice net
3,5 milliards de dollars
Bénéfice record

Bénéfice dilué par action
2,40 \$
Solide croissance de 12 % d'un exercice à l'autre

RCP ⁽¹⁾
17,6 %
Déploiement équilibré des capitaux

Ratio CET1
12,0 %
Excellent ratio de fonds propres

TORONTO, le 21 février 2020 – La Banque Royale du Canada (RY sur TSX et NYSE) a déclaré aujourd'hui un bénéfice net de 3 509 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 janvier 2020, en hausse de 337 millions, ou 11 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent et une solide croissance du bénéfice dilué par action de 12 %. Ces résultats reflètent la croissance record du bénéfice du secteur Marchés des Capitaux ainsi que la forte croissance du bénéfice du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises, éléments qui témoignent du maintien de la croissance élevée des volumes dans notre secteur Services bancaires canadiens. La progression a également été favorisée par la hausse marquée du bénéfice des secteurs Gestion de patrimoine et Assurances. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la diminution des résultats du secteur Services aux investisseurs et de trésorerie.

Comparativement au trimestre précédent, le bénéfice net a grimpé de 303 millions de dollars grâce à l'augmentation des résultats des secteurs Marchés des Capitaux, Services aux investisseurs et de trésorerie, Services bancaires aux particuliers et aux entreprises et Services de soutien généraux. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par le recul du bénéfice des secteurs Gestion de patrimoine et Assurances. Les résultats du quatrième trimestre de 2019 tenaient compte du profit tiré de la vente des activités de BlueBay dans le secteur de la dette privée (134 millions de dollars après impôt) du secteur Gestion de patrimoine, lequel a été compensé en grande partie par l'accroissement des indemnités de départ et coûts connexes (83 millions après impôt) associés au repositionnement de notre secteur Services aux investisseurs et de trésorerie, ainsi que par un ajustement comptable défavorable (41 millions après impôt) dans le secteur Services de soutien généraux.

Les résultats du trimestre reflètent aussi une diminution de la dotation à la provision pour pertes de crédit, le ratio total de la dotation à la provision pour pertes de crédit liées aux prêts s'étant établi à 26 points de base (p.b.). Le ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux s'est établi à 21 p.b., soit une amélioration de 6 p.b. par rapport au trimestre précédent en raison de la diminution des dotations liées aux prêts douteux dans les secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises et Gestion de patrimoine. Notre position de capital est demeurée solide, avec un ratio de fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires (CET1) de 12,0 %. De plus, nous avons annoncé aujourd'hui une majoration de 0,03 \$, ou 3 %, de notre dividende trimestriel, le portant ainsi à 1,08 \$ par action.

« Nous avons connu un excellent début d'exercice, le bénéfice ayant grimpé de 11 % d'un exercice à l'autre. Nos résultats témoignent de la force que représentent nos activités diversifiées, notre stratégie ciblée et l'engagement indéfectible de nos collègues pour créer plus de valeur pour les clients tout en positionnant la banque pour l'avenir. En plus d'afficher un bénéfice record pour le trimestre, nous sommes heureux d'annoncer une majoration de trois pour cent de notre dividende trimestriel. Dans le contexte d'incertitude macroéconomique actuel, nous continuons de miser sur la gestion prudente des risques, de mettre à profit notre envergure et notre situation concurrentielle et d'équilibrer nos investissements dans la technologie et les talents pour assurer une croissance durable à long terme. »

– Dave McKay, président et chef de la direction de RBC

T1 2020
par rapport au
T1 2019

- Bénéfice net de 3 509 millions de dollars ↑ 11 %
- Bénéfice dilué par action de 2,40 \$ ↑ 12 %
- RCP ⁽¹⁾ de 17,6 % ↑ 90 p.b.
- Ratio CET1 de 12,0 % ↑ 60 p.b.

T1 2020
par rapport au
T4 2019

- Bénéfice net de 3 509 millions de dollars ↑ 9 %
- Bénéfice dilué par action de 2,40 \$ ↑ 10 %
- RCP ⁽¹⁾ de 17,6 % ↑ 140 p.b.
- Ratio CET1 de 12,0 % ↓ 10 p.b.

(1) RCP : Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires. Cette mesure n'a pas de sens normalisé en vertu des PCGR. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR du présent rapport aux actionnaires portant sur le premier trimestre de 2020.

Table des matières

1	Faits saillants du premier trimestre	13	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	49	Questions en matière de comptabilité et de contrôle
2	Rapport de gestion	14	Gestion de patrimoine	49	Résumé des méthodes comptables et estimations
2	Mise en garde au sujet des déclarations prospectives	16	Assurances	49	Changements de méthodes comptables et des informations à fournir
3	Vue d'ensemble et perspectives	17	Services aux investisseurs et de trésorerie	49	Contrôles et procédures
3	À propos de la Banque Royale du Canada	18	Marchés des Capitaux	50	Transactions entre parties liées
4	Faits saillants financiers et autres	19	Services de soutien généraux	51	Index des recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements
5	Examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et perspectives	20	Analyse des résultats trimestriels et des tendances	52	États financiers consolidés intermédiaires résumés (non audité)
7	Rendement financier	22	Situation financière	57	Notes annexes
7	Vue d'ensemble	22	Bilans résumés	76	Renseignements à l'intention des actionnaires
11	Résultats des secteurs d'exploitation	23	Arrangements hors bilan		
11	Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation	23	Gestion du risque		
11	Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR	23	Risque de crédit		
		32	Risque de marché		
		36	Risque de liquidité et de financement		
		44	Gestion des fonds propres		

Rapport de gestion

Le rapport de gestion a pour objectif de permettre au lecteur d'évaluer nos résultats d'exploitation et notre situation financière au 31 janvier 2020 et pour le trimestre clos à cette date, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent et au trimestre clos le 31 octobre 2019. Le présent rapport de gestion, daté du 20 février 2020, doit être lu en parallèle avec nos états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités et les notes annexes pour le trimestre clos le 31 janvier 2020 (états financiers résumés), ainsi qu'avec notre rapport annuel 2019. Sauf indication contraire, tous les montants sont libellés en dollars canadiens et sont basés sur nos états financiers établis conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS) publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB).

Des renseignements additionnels à notre sujet, y compris notre notice annuelle 2019, sont disponibles gratuitement sur notre site Web à l'adresse rbc.com/investisseurs, sur le site Web des Autorités canadiennes en valeurs mobilières à l'adresse sedar.com et dans la section EDGAR du site Web de la Securities and Exchange Commission (SEC) des États-Unis à l'adresse sec.gov.

L'information fournie dans les sites Web susmentionnés ou pouvant être obtenue par l'intermédiaire de ces sites ne fait pas partie du présent rapport. Tous les renvois à des sites Web contenus dans le présent rapport sont inactifs et ne sont indiqués qu'à titre informatif.

Mise en garde au sujet des déclarations prospectives

À l'occasion, nous faisons des déclarations prospectives verbalement ou par écrit au sens de certaines lois sur les valeurs mobilières, y compris les règles d'exonération de la *Private Securities Litigation Reform Act of 1995* des États-Unis, et de toute loi sur les valeurs mobilières en vigueur au Canada. Nous pouvons faire des déclarations prospectives dans le présent rapport aux actionnaires portant sur le premier trimestre de 2020, dans d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation canadiens ou de la SEC, dans d'autres rapports aux actionnaires et dans d'autres communications. Les déclarations prospectives dans le présent document comprennent, sans toutefois s'y limiter, les déclarations relatives à nos objectifs en matière de rendement financier, à notre vision et à nos objectifs stratégiques, à l'examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et aux perspectives concernant les économies canadienne, américaine, européenne et internationale, au contexte réglementaire au sein duquel nous exerçons nos activités, et au contexte de gestion des risques, y compris le risque de liquidité et de financement, ainsi que les déclarations du président et chef de la direction. L'information prospective contenue dans le présent document est présentée afin d'aider les détenteurs de nos titres et les analystes financiers à comprendre notre situation financière et nos résultats d'exploitation aux dates présentées et pour les périodes closes à ces dates, ainsi que nos objectifs en matière de rendement financier, notre vision et nos objectifs stratégiques, et pourrait ne pas convenir à d'autres fins. Les mots « croire », « s'attendre à », « prévoir », « se proposer », « estimer », « planifier », « viser », « projeter », « devoir » et « pouvoir », de même que l'emploi du futur ou du conditionnel ainsi que de mots et d'expressions semblables dénotent généralement des déclarations prospectives.

De par leur nature même, les déclarations prospectives nous obligent à formuler des hypothèses et font l'objet d'incertitudes et de risques intrinsèques qui donnent lieu à la possibilité que nos prédictions, prévisions, projections, attentes et conclusions se révèlent inexactes, que nos hypothèses soient incorrectes, et que nos objectifs en matière de rendement financier, notre vision et nos objectifs stratégiques ne se matérialisent pas. Nous avertissons nos lecteurs de ne pas se fier indûment à ces déclarations étant donné que les résultats réels pourraient différer de façon significative des attentes exprimées dans ces déclarations prospectives, en raison d'un certain nombre de facteurs de risque. Ces facteurs, dont plusieurs sont indépendants de notre volonté et dont nous pouvons difficilement prévoir les répercussions, comprennent les risques de crédit, de marché, de liquidité et de financement, d'assurance, de non-conformité à la réglementation et de réputation, les risques liés au cadre juridique et réglementaire et à la concurrence, ainsi que les risques opérationnel, stratégique et systémique et d'autres risques qui sont expliqués aux rubriques portant sur le risque de notre rapport annuel 2019 ainsi qu'à la rubrique Gestion du risque du présent rapport aux actionnaires portant sur le premier trimestre de 2020, y compris les technologies de l'information et le cyber-risque, les risques liés à la protection de la vie privée, aux données et aux tierces parties, l'incertitude géopolitique, le prix des maisons au Canada et l'endettement des ménages, les changements de réglementation, l'innovation et les bouleversements numériques, les changements climatiques, le contexte commercial et la conjoncture économique dans les secteurs géographiques où nous exerçons nos activités, l'incidence des modifications des politiques budgétaires, monétaires et autres de gouvernements, le risque fiscal et la transparence, ainsi que les risques environnementaux et sociaux.

Nous avertissons nos lecteurs que la liste susmentionnée de facteurs de risque n'est pas exhaustive et que d'autres facteurs pourraient également avoir une incidence défavorable sur nos résultats. Les investisseurs et autres personnes qui se fient à nos déclarations prospectives pour prendre des décisions ayant trait à la Banque Royale du Canada doivent bien tenir compte de ces facteurs et d'autres incertitudes et événements potentiels. Les hypothèses économiques significatives qui sous-tendent les déclarations prospectives du présent rapport aux actionnaires portant sur le premier trimestre de 2020 sont présentées à la rubrique Examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et perspectives et, pour chaque secteur d'exploitation, aux sections Priorités stratégiques et Perspectives de notre rapport annuel 2019, mises à jour à la rubrique Examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et perspectives du présent rapport aux actionnaires portant sur le premier trimestre de 2020. Sauf si la loi l'exige, nous ne nous engageons pas à mettre à jour quelque déclaration prospective que ce soit, verbale ou écrite, que nous pouvons faire ou qui peut être faite pour notre compte à l'occasion.

Des renseignements complémentaires sur ces facteurs et d'autres sont fournis aux rubriques portant sur le risque de notre rapport annuel 2019 ainsi qu'à la rubrique Gestion du risque du présent rapport aux actionnaires portant sur le premier trimestre de 2020.

Vue d'ensemble et perspectives

À propos de la Banque Royale du Canada

La Banque Royale du Canada est une institution financière mondiale définie par sa raison d'être, guidée par des principes et orientée vers l'excellence en matière de rendement. Notre succès est attribuable aux quelque 85 000 employés qui concrétisent notre vision, nos valeurs et notre stratégie afin que nous puissions contribuer à la prospérité de nos clients et au dynamisme des collectivités. Selon la capitalisation boursière, nous sommes la plus importante banque du Canada et l'une des plus grandes banques du monde. Nous avons adopté un modèle d'affaires diversifié axé sur l'innovation et l'offre d'expériences exceptionnelles à nos 17 millions de clients au Canada, aux États-Unis et dans 34 autres pays. Pour en savoir plus, visitez le site rbc.com.

Faits saillants financiers et autres

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action, les nombres et les pourcentages) (1)	Aux et pour les trimestres clos les			Pour les trimestres clos	
	31 janvier 2020	31 octobre 2019	31 janvier 2019	T1 2020 par rapport au T4 2019	T1 2020 par rapport au T1 2019
Total des revenus	12 836 \$	11 370 \$	11 589 \$	1 466 \$	1 247 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit	419	499	514	(80)	(95)
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	1 614	654	1 225	960	389
Frais autres que d'intérêt	6 378	6 319	5 912	59	466
Bénéfice avant impôt	4 425	3 898	3 938	527	487
Bénéfice net	3 509 \$	3 206 \$	3 172 \$	303 \$	337 \$
Secteurs – bénéfice net					
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	1 686 \$	1 618 \$	1 571 \$	68 \$	115 \$
Gestion de patrimoine	623	729	597	(106)	26
Assurances	181	282	166	(101)	15
Services aux investisseurs et de trésorerie	143	45	161	98	(18)
Marchés des Capitaux	882	584	653	298	229
Services de soutien généraux	(6)	(52)	24	46	(30)
Bénéfice net	3 509 \$	3 206 \$	3 172 \$	303 \$	337 \$
Données financières sommaires					
Bénéfice par action – de base	2,41 \$	2,19 \$	2,15 \$	0,22 \$	0,26 \$
– dilué	2,40	2,18	2,15	0,22	0,25
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (2), (3)	17,6 %	16,2 %	16,7 %	140 p.b.	90 p.b.
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (2)	77 850 \$	76 600 \$	73 550 \$	1 250 \$	4 300 \$
Marge nette d'intérêt (selon la moyenne des actifs productifs, montant net) (4)	1,59 %	1,60 %	1,60 %	(1)p.b.	(1)p.b.
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,26 %	0,32 %	0,34 %	(6)p.b.	(8)p.b.
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts productifs en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,05 %	0,05 %	0,06 %	- p.b.	(1)p.b.
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,21 %	0,27 %	0,28 %	(6)p.b.	(7)p.b.
Montant brut des prêts douteux en pourcentage des prêts et acceptations	0,45 %	0,46 %	0,46 %	(1)p.b.	(1)p.b.
Ratio de liquidité à court terme (5)	129 %	127 %	128 %	200 p.b.	100 p.b.
Ratios de fonds propres et ratio de levier					
Ratio de fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires (CET1)	12,0 %	12,1 %	11,4 %	(10)p.b.	60 p.b.
Ratio de fonds propres de première catégorie	13,1 %	13,2 %	12,7 %	(10)p.b.	40 p.b.
Ratio du total des fonds propres	14,9 %	15,2 %	14,5 %	(30)p.b.	40 p.b.
Ratio de levier	4,2 %	4,3 %	4,3 %	(10)p.b.	(10)p.b.
Principales données figurant au bilan et autres renseignements (6)					
Total de l'actif (7)	1 476 304 \$	1 428 935 \$	1 366 216 \$	47 369 \$	110 088 \$
Titres, déduction faite de la correction de valeur applicable	266 667	249 004	235 832	17 663	30 835
Prêts, déduction faite de la correction de valeur pour pertes sur prêts	629 940	618 856	589 820	11 084	40 120
Actifs liés aux dérivés	93 982	101 560	84 816	(7 578)	9 166
Dépôts (4)	902 284	886 005	851 679	16 279	50 605
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (7)	78 256	77 816	74 123	440	4 133
Actif pondéré en fonction des risques aux fins du calcul du total des fonds propres	523 725	512 856	508 512	10 869	15 213
Biens sous gestion	799 900	762 300	688 000	37 600	111 900
Biens administrés (8)	5 723 700	5 678 000	5 363 900	45 700	359 800
Information sur les actions ordinaires					
Actions en circulation (en milliers) – moyenne de base	1 427 599	1 432 685	1 437 074	(5 086)	(9 475)
– moyenne diluée	1 433 060	1 438 257	1 443 195	(5 197)	(10 135)
– à la fin de la période	1 423 212	1 430 096	1 435 073	(6 884)	(11 861)
Dividendes déclarés par action ordinaire	1,05 \$	1,05 \$	0,98 \$	- \$	0,07 \$
Rendement de l'action (9)	4,0 %	4,0 %	4,1 %	- p.b.	(10)p.b.
Ratio de distribution	44 %	48 %	45 %	(400)p.b.	(100)p.b.
Cours de l'action ordinaire (RY sur TSX) (10)	104,58 \$	106,24 \$	100,02 \$	(1,66)\$	4,56 \$
Capitalisation boursière (TSX) (10)	148 840	151 933	143 536	(3 093)	5 304
Renseignements généraux liés aux activités					
Nombre d'employés (équivalent temps plein)	82 491	82 801	82 108	(310)	383
Nombre de succursales	1 330	1 327	1 334	3	(4)
Nombre de guichets automatiques bancaires (GAB)	4 619	4 600	4 568	19	51
Moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en \$ US pour la période (11)	0,760 \$	0,755 \$	0,749 \$	0,005 \$	0,011 \$
Équivalent de 1,00 \$ CA en \$ US à la fin de la période	0,756 \$	0,759 \$	0,761 \$	(0,003)\$	(0,005)\$

(1) Avec prise d'effet le 1^{er} novembre 2019, nous avons adopté IFRS 16 *Contrats de location*. Les résultats des périodes antérieures au 1^{er} novembre 2019 sont présentés conformément à IAS 17 *Contrats de location* dans le présent rapport aux actionnaires portant sur le premier trimestre de 2020. Pour plus de détails sur l'incidence de l'adoption d'IFRS 16 et une description des mesures comptables choisies, se reporter à la note 2 de nos états financiers consolidés.

(2) Les moyennes sont calculées à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période. Elles comprennent la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires utilisée pour calculer le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

(3) Ces mesures pourraient ne pas avoir de définition normalisée en vertu des principes comptables généralement reconnus (PCGR) et elles pourraient ne pas être comparables aux mesures analogues présentées par d'autres institutions financières. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

(4) Depuis le quatrième trimestre de 2019, la composante intérêt et les intérêts courus à payer constatés sur certains dépôts comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net auparavant présentés dans les revenus tirés des activités de négociation et dans les dépôts, respectivement, sont présentés dans le revenu net d'intérêt et dans les autres passifs, respectivement. Les montants des périodes correspondantes ont été reclassés afin qu'ils soient conformes à la présentation actuelle.

(5) Le ratio de liquidité à court terme correspond à la moyenne des trois mois compris dans chaque période et se calcule conformément à la ligne directrice sur les normes de liquidité du Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF). Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Risque de liquidité et de financement.

(6) Représente les soldes au comptant à la fin de la période.

(7) Depuis le quatrième trimestre de 2019, l'ajustement de transition lié à l'adoption d'IFRS 15 *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients* a été révisé. Les montants ont été révisés par rapport à ceux présentés précédemment.

(8) Les biens administrés comprennent des prêts hypothécaires résidentiels titrisés de 15,4 milliards de dollars et des prêts sur cartes de crédit de 7,8 milliards (respectivement, 15,5 milliards et 8,1 milliards au 31 octobre 2019; 16,6 milliards et 8,5 milliards au 31 janvier 2019).

(9) Dividende par action ordinaire divisé par la moyenne des cours extrêmes pour la période visée.

(10) Selon le cours de clôture à la TSX à la fin de la période.

(11) Les moyennes sont calculées selon les cours de change au comptant à la fin du mois pour la période.

Examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et perspectives – données au 20 février 2020

Les projections et prévisions de la présente rubrique sont fondées sur des informations et hypothèses fournies par des sources que nous considérons comme fiables. Si ces informations ou ces hypothèses se révèlent inexactes, les perspectives économiques réelles pourraient différer de façon significative des perspectives présentées dans la présente rubrique.

Examen de la conjoncture économique et des marchés et perspectives

Canada

L'économie canadienne devrait enregistrer une faible croissance de 0,3 %¹ dans le dernier trimestre civil de 2019, en baisse par rapport au rythme déjà inférieur à la tendance de 1,3 %¹ du trimestre civil précédent. Le ralentissement reflète en partie des facteurs temporaires, comme des conflits de travail et des perturbations des transports. Toutefois, même le rythme de croissance de fond semble avoir quelque peu ralenti, et la croissance de l'emploi a été moins vigoureuse au cours du dernier trimestre civil de 2019. Bien que, plus récemment, des indicateurs portent à croire que la croissance mondiale s'est stabilisée, mais à un rythme plus lent, après un assouplissement des tensions commerciales, le secteur de la fabrication au Canada continue de perdre de la vitesse, et les investissements des entreprises devraient demeurer modestes. D'autres facteurs temporaires touchant le premier trimestre civil de 2020, comme le ralentissement des services de transport ferroviaire, annuleront une partie du rebond des facteurs temporaires du trimestre civil précédent. La baisse des taux hypothécaires et la croissance démographique relativement élevée continuent de soutenir le marché de l'habitation; toutefois, le niveau élevé d'endettement des ménages demeure un frein pour les dépenses de consommation. Nous ne prévoyons qu'une remontée modérée de la croissance du PIB au premier trimestre civil de 2020. Pour le 15^e trimestre d'affilée, la Banque du Canada a maintenu à 1,75 % son taux de financement à un jour, mais elle a laissé entendre qu'elle pourrait le baisser si la croissance demeurerait lente.

États-Unis

L'économie américaine a crû à un rythme sain de 2,1 %¹ au cours du dernier trimestre civil de 2019, soit une croissance correspondant à celle du trimestre civil précédent. Le marché de l'emploi et les dépenses de consommation demeurent vigoureux, et l'activité du marché de l'habitation s'est intensifiée dans un contexte de faibles taux d'intérêt. En dépit d'un ralentissement des investissements des entreprises et de la production industrielle, le récent assouplissement des tensions commerciales, notamment la première phase de l'entente commerciale entre les États-Unis et la Chine, la ratification en cours de l'Accord Canada-États-Unis-Mexique (ACEUM) ainsi que le regain de confiance modéré des entreprises laissent entrevoir une amélioration au cours des prochains trimestres. Selon nos prévisions, la croissance du PIB américain devrait s'inscrire dans la tendance au premier trimestre civil de 2020. Après avoir réduit son taux d'intérêt de référence à trois reprises au cours de l'année civile 2019, la Réserve fédérale devrait le maintenir stable tout au long de l'année civile 2020.

Europe

Après une augmentation de 0,3 % au trimestre civil précédent, la croissance du PIB de la zone euro s'est adoucie pour s'établir à 0,1 % au dernier trimestre civil de 2019. L'économie de la France et celle de l'Italie se sont toutes deux contractées à la fin de l'année civile 2019, et les données montrent une certaine amélioration du secteur de la fabrication et une stabilisation des entreprises axées sur le service. Au cours de l'année civile 2020, la croissance du PIB devrait se rapprocher de sa tendance à long terme, à la faveur de la politique monétaire accommodante de la Banque centrale européenne, laquelle politique devrait rester en vigueur tout au long de l'année. Le Royaume-Uni a quitté l'Union européenne le 31 janvier 2020, mais il conservera un accès complet au marché intérieur pendant une période de transition qui perdurera jusqu'à la fin de l'année civile 2020. Une baisse des inquiétudes à court terme concernant la possibilité que le Brexit n'ait pas lieu a stimulé la confiance des entreprises, même si la croissance du PIB est demeurée faible au Royaume-Uni au cours du dernier trimestre de l'année civile 2019. La Banque d'Angleterre a maintenu les taux d'intérêt stables en janvier, dans l'attente d'une possible reprise de la croissance du PIB au début de 2020.

Marchés financiers

Les inquiétudes concernant les répercussions économiques de l'épidémie de COVID-19 ont entraîné une baisse du rendement des obligations d'État et ont alourdi les marchés boursiers en Asie; par ailleurs les prix des marchandises ont baissé du fait de préoccupations concernant la demande. Le rendement des obligations d'État devrait augmenter lorsque s'atténueront les craintes au sujet du COVID-19; mais les risques géopolitiques, les tensions commerciales actuelles et les indices montrant que la politique monétaire restera accommodante empêcheront probablement une reprise plus accentuée des rendements. L'augmentation des prix du pétrole au début de l'année civile 2020 en raison des tensions entre les États-Unis et l'Iran n'aura pas duré.

Contexte réglementaire

Nous continuons de surveiller de près l'évolution de la réglementation et de nous y préparer de manière à assurer le respect des nouvelles exigences qui pourraient nous être imposées, tout en atténuant les répercussions défavorables d'ordre commercial ou financier. Ces répercussions pourraient découler de l'application de lois et de règlements nouveaux ou modifiés et des attentes de ceux qui les mettent en œuvre. Un sommaire des principaux changements de réglementation qui pourraient accroître ou réduire nos coûts et la complexité de nos activités est présenté à la rubrique Risque lié au cadre juridique et réglementaire de notre rapport annuel 2019, rubrique mise à jour ci-dessous.

Incertitude à l'échelle mondiale

En dépit de l'assouplissement des tensions commerciales, la politique commerciale et les tensions géopolitiques continuent de présenter un risque pour les perspectives économiques mondiales. En janvier 2020, le Fonds monétaire international a une fois de plus révisé à la baisse ses projections de croissance mondiale pour 2020 et 2021, en raison des inquiétudes que soulèvent le commerce international et les tensions au Moyen-Orient. Le 31 janvier 2020, le Royaume-Uni a quitté l'Union européenne et est entré dans une période de transition, pendant laquelle les deux parties devront, avant la date butoir du 31 décembre 2020, négocier un accord de commerce et de sécurité. Les États-Unis et le Mexique ont déjà ratifié l'ACEUM. Une fois ratifié par le Canada, cet accord contribuera à réduire l'incertitude persistante concernant les échanges commerciaux en Amérique du Nord. En janvier 2020, les États-Unis et la Chine se sont entendus sur la première phase d'une entente commerciale dont les modalités prévoient notamment un assouplissement de certains tarifs; toutefois, les tarifs qui demeureront en place pourraient continuer de peser sur l'activité commerciale et d'une manière générale sur les relations entre les États-Unis et la Chine. Les inquiétudes concernant les répercussions de l'épidémie de COVID-19 sur l'économie mondiale, telles que les perturbations du commerce mondial et des chaînes d'approvisionnement, ont pesé sur les marchés mondiaux. Les marchés financiers mondiaux sont eux aussi exposés à l'intensification des tensions entre les États-Unis et le Moyen-Orient qui pourraient accroître la volatilité du marché et faire monter les prix des marchandises. Notre modèle d'affaires diversifié, notre présence dans plusieurs régions et notre offre de produits variés continueront de contribuer à l'atténuation du risque lié à l'incertitude mondiale.

Taux de référence canadien s'appliquant aux prêts hypothécaires assurés admissibles

Le 18 février 2020, le ministère des Finances du Canada a annoncé que des modifications seront apportées au taux d'intérêt minimal admissible s'appliquant aux prêts hypothécaires assurés. À l'issue d'un examen mené par les organismes financiers fédéraux, il a été déterminé que le taux de référence minimal admissible devrait suivre de plus près l'évolution des conditions du marché. À compter du 6 avril 2020, le nouveau taux de référence correspondra à la valeur médiane hebdomadaire des taux d'intérêt des prêts hypothécaires assurés de 5 ans à taux fixe, plus 2 %, comparativement au taux de référence actuel, qui correspond au taux des prêts hypothécaires de 5 ans à taux fixe affiché par les banques d'importance systémique intérieure. Nous évaluons actuellement l'incidence de ce changement et surveillerons de près l'évolution de la situation, y compris en ce qui concerne l'éventuel changement du taux de référence s'appliquant aux prêts hypothécaires non assurés.

Réformes axées sur le client

Les Autorités canadiennes en valeurs mobilières (ACVM) ont publié des modifications au Règlement 31-103 afin de mettre en œuvre des réformes axées sur le client (réformes) qui visent à renforcer la norme de conduite exigée pour toutes les personnes inscrites au Canada. Les réformes améliorent les exigences fondamentales relatives aux conflits d'intérêts, à la convenance des placements, à la connaissance du produit et à la connaissance du client, et elles instaurent de nouvelles exigences en matière de présentation de l'information sur la relation, de formation et de tenue des registres. Les modifications entreront en vigueur en deux phases : la première phase, qui est liée aux conflits d'intérêts et aux exigences d'information connexes, entrera en vigueur le 31 décembre 2020, et la deuxième phase, qui concerne les autres exigences, entrera en vigueur le 31 décembre 2021. Les exigences auront une incidence essentiellement sur nos plateformes des secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises et Gestion de patrimoine. Nous ne prévoyons pas avoir de difficulté majeure à nous conformer à ces exigences aux dates d'entrée en vigueur.

Initiatives de réglementation aux États-Unis

Les décideurs continuent d'évaluer et de mettre en œuvre la réforme de divers règlements financiers aux États-Unis, qui pourraient soit accroître, soit réduire le cadre réglementaire américain, et entraîner des changements aux coûts de conformité. En janvier 2020, la Réserve fédérale a finalisé la règle intitulée *Control and Divestiture Proceedings*, qui vise à clarifier le processus qu'elle utilise pour déterminer si une entité est soumise au contrôle d'une société de portefeuille bancaire. En vigueur à compter du 1^{er} avril 2020, la règle a pour but de simplifier la détermination du contrôle d'une organisation bancaire et de fournir plus de transparence à ce sujet, en établissant un cadre de référence exhaustif pour déterminer si une société contrôle une banque ou une banque contrôle une société. Nous évaluons actuellement l'incidence de la règle, et nous ne prévoyons pas avoir de difficulté majeure à en respecter la teneur à la date d'entrée en vigueur.

Réforme réglementaire au Royaume-Uni et en Europe

Outre les répercussions du retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne, les autres mesures réglementaires à venir comprennent le règlement sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers, publié par l'Union européenne, qui obligera les entreprises du secteur des services financiers à présenter les procédures visant à intégrer les facteurs de risque environnementaux et sociaux et de risque de gouvernance dans leurs processus d'investissement et de conseil. Ces exigences entreront en vigueur le 10 mars 2021, et nous évaluons actuellement l'incidence de leur adoption.

Pour une analyse des facteurs de risque, y compris notre cadre et nos activités de gestion des risques, et d'autres faits nouveaux en matière de réglementation qui pourraient se répercuter sur nos activités et nos résultats financiers, se reporter aux rubriques Gestion du risque – Risques principaux et risques émergents et Risque lié au cadre juridique et réglementaire de notre rapport annuel 2019 ainsi qu'aux rubriques sur les risques et la gestion des fonds propres du présent rapport aux actionnaires portant sur le premier trimestre de 2020.

Rendement financier

Vue d'ensemble

Premier trimestre de 2020 par rapport au premier trimestre de 2019

Le bénéfice net s'est établi à 3 509 millions de dollars, en hausse de 337 millions, ou 11 %, par rapport à il y a un an. Le bénéfice dilué par action de 2,40 \$, a progressé de 0,25 \$, ou 12 %, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires s'est chiffré à 17,6 %, en hausse de 90 p.b. par rapport à 16,7 % un an plus tôt. Notre ratio des fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires (CET1) s'est établi à 12,0 %, ayant augmenté de 60 p.b. sur un an.

Nos résultats reflètent la forte progression du bénéfice des secteurs Marchés des Capitaux et Services bancaires aux particuliers et aux entreprises, ainsi que les bons résultats des secteurs Gestion de patrimoine et Assurances, ce qui a été annulé en partie par le recul des résultats enregistrés par le secteur Services aux investisseurs et de trésorerie.

Les résultats du secteur Marchés des Capitaux se sont améliorés en raison surtout de la hausse des revenus des secteurs Marchés mondiaux et Grande entreprise et services de banque d'investissement et de la diminution de la dotation à la provision pour pertes de crédit. Ces facteurs ont été atténués par une augmentation de la rémunération découlant de résultats supérieurs et une hausse du taux d'imposition effectif, lesquelles reflètent pour l'essentiel des changements dans la composition du bénéfice.

Le bénéfice du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises a augmenté en raison principalement de la croissance moyenne des volumes de 8 % dans les Services bancaires canadiens et de l'accroissement des soldes qui a fait augmenter les frais de placement liés aux fonds communs de placement, facteurs neutralisés en partie par le rétrécissement des écarts et l'accroissement des coûts liés à la technologie et des coûts connexes. L'exercice précédent comprenait également une réduction de valeur des actifs d'impôt différé par suite d'un changement apporté au taux d'imposition des sociétés à la Barbade.

Les résultats du secteur Gestion de patrimoine se sont renforcés en raison surtout d'une augmentation de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients et d'une progression des volumes de transactions. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par une hausse de la rémunération variable proportionnelle à la croissance des revenus, de même que par la hausse des coûts liés à la technologie et au personnel. Les résultats de l'exercice précédent reflétaient également un ajustement comptable favorable lié au secteur Gestion de patrimoine – Canada.

Les résultats du secteur Assurances ont augmenté grâce surtout aux nouveaux contrats de réassurance du risque de longévité, ce qui a été atténué par l'incidence moindre des renégociations de contrats de réassurance.

Le bénéfice du secteur Services aux investisseurs et de trésorerie a diminué surtout à cause de la baisse des marges sur les dépôts de clients et de la diminution des revenus tirés de nos services d'administration d'actifs.

Pour plus de détails sur les résultats sectoriels et sur le ratio CET1, se reporter respectivement aux rubriques Résultats des secteurs d'exploitation et Gestion des fonds propres.

Premier trimestre de 2020 par rapport au quatrième trimestre de 2019

Le bénéfice net s'est établi à 3 509 millions de dollars, en hausse de 303 millions, ou 9 %, par rapport au trimestre précédent. Le bénéfice dilué par action s'est établi à 2,40 \$, ayant monté de 0,22 \$, ou 10 %, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires a été de 17,6 %, en hausse de 140 p.b. Notre ratio CET1, à savoir 12,0 %, s'est comprimé de 10 p.b.

Nos résultats reflètent la forte progression du bénéfice du secteur Marchés des Capitaux et la hausse des résultats des secteurs Services aux investisseurs et de trésorerie, Services bancaires aux particuliers et aux entreprises et Services de soutien généraux, ce qui a été annulé en partie par le recul du bénéfice des secteurs Gestion de patrimoine et Assurances.

Le bénéfice du secteur Marchés des Capitaux s'est accru en raison surtout de la hausse des revenus des secteurs Marchés mondiaux et Grande entreprise et services de banque d'investissement. Ces hausses ont été annulées en partie par une augmentation de la rémunération découlant de résultats supérieurs et une hausse du taux d'imposition effectif, lesquelles reflètent pour l'essentiel les changements dans la composition du bénéfice.

Le bénéfice du secteur Services aux investisseurs et de trésorerie a augmenté surtout à cause des indemnités de départ et coûts connexes associés au repositionnement des activités au trimestre précédent.

Les résultats du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises se sont améliorés en raison principalement de la diminution de la dotation à la provision pour pertes de crédit et de l'augmentation des revenus sur cartes.

Le bénéfice du secteur Gestion de patrimoine s'est comprimé en raison surtout du profit tiré de la vente des activités de BlueBay dans le secteur de la dette privée au dernier trimestre.

Le bénéfice du secteur Assurances a reculé en raison surtout de l'incidence d'un recul de la sinistralité favorable liée aux placements, des nouveaux contrats de réassurance du risque de longévité et des renégociations de contrats de réassurance.

Le bénéfice net du secteur Services de soutien généraux s'est établi à 6 millions de dollars pour le trimestre à l'étude, reflétant principalement les coûts non affectés résiduels et le montant net des ajustements fiscaux défavorables, compensés en partie par les activités de gestion actif-passif. La perte nette s'est établie à 52 millions de dollars pour le trimestre précédent, ce qui rend surtout compte de l'incidence d'un ajustement comptable défavorable.

Incidence du change

Le tableau ci-après reflète l'incidence estimative du change sur les principaux postes de l'état du résultat net.

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)	Pour les trimestres clos	
	T1 2020 par rapport au T1 2019	T1 2020 par rapport au T4 2019
Augmentation (diminution) :		
Total des revenus	(65)\$	5 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit	(1)	1
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	–	–
Frais autres que d'intérêt	(44)	7
Impôt sur le résultat	(2)	–
Bénéfice net	(18)	(3)
Incidence sur le bénéfice par action		
De base	(0,01)\$	– \$
Dilué	(0,01)	–

Le tableau ci-après présente les taux de change moyens pertinents qui influent sur nos activités.

(moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en devises) (1)	Pour les trimestres clos		
	le 31 janvier 2020	le 31 octobre 2019	le 31 janvier 2019
Dollar américain	0,760	0,755	0,749
Livre sterling	0,579	0,605	0,582
Euro	0,684	0,686	0,656

(1) Les moyennes sont calculées selon les cours du change au comptant à la fin du mois pour la période.

Total des revenus

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos		
	le 31 janvier 2020	le 31 octobre 2019	le 31 janvier 2019
Revenu d'intérêt	10 238 \$	10 442 \$	10 149 \$
Charge d'intérêt (1)	5 017	5 331	5 302
Revenu net d'intérêt	5 221 \$	5 111 \$	4 847 \$
Marge nette d'intérêt (1)	1,59 %	1,60 %	1,60 %
Primes d'assurance, revenus de placement et honoraires	1 994 \$	1 153 \$	1 579 \$
Revenus tirés des activités de négociation (1)	458	116	395
Commissions de gestion de placements et de services de garde	1 535	1 477	1 450
Revenus tirés des fonds communs de placement	946	932	873
Commissions de courtage en valeurs mobilières	318	323	342
Frais bancaires	488	493	468
Commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils	627	428	345
Revenus de change, autres que ceux tirés des activités de négociation	253	242	249
Revenus sur cartes	287	252	282
Commissions de crédit	360	344	315
Profits nets sur les titres de placement	11	16	46
Quote-part des bénéfices des coentreprises et des entreprises associées	22	26	15
Autres	316	457	383
Revenus autres que d'intérêt	7 615 \$	6 259 \$	6 742 \$
Total des revenus	12 836 \$	11 370 \$	11 589 \$
Information supplémentaire			
Total des revenus tirés des activités de négociation			
Revenu net d'intérêt (1)	700 \$	604 \$	564 \$
Revenus autres que d'intérêt (1)	458	116	395
Total des revenus tirés des activités de négociation	1 158 \$	720 \$	959 \$

(1) Depuis le quatrième trimestre de 2019, la composante intérêt de l'évaluation de certains dépôts comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net auparavant présentés dans les revenus tirés des activités de négociation est présentée dans le revenu net d'intérêt. Les montants des périodes correspondantes ont été reclassés afin qu'ils soient conformes à la présentation actuelle.

Premier trimestre de 2020 par rapport au premier trimestre de 2019

Le total des revenus a augmenté de 1 247 millions de dollars, ou 11 %, par rapport à un an plus tôt, en raison surtout d'une augmentation des primes d'assurance, des revenus de placement et des honoraires (revenus d'assurance) et de la progression du revenu net d'intérêt. La hausse des commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils, ainsi que des commissions de gestion de placements et de services de garde a également contribué à cette progression. Ces facteurs ont été atténués par l'incidence du change, qui a comprimé le total des revenus de 65 millions de dollars.

Le revenu net d'intérêt a augmenté de 374 millions de dollars, ou 8 %, bénéficiant surtout de la croissance des volumes dans les secteurs Services bancaires canadiens et Gestion de patrimoine, de la hausse des revenus tirés des activités de négociation du secteur Marchés des Capitaux et de l'augmentation des revenus du secteur Services aux investisseurs et de trésorerie, facteurs contrebalancés en partie par un rétrécissement des écarts dans les secteurs Gestion de patrimoine et Services bancaires canadiens. L'effet de la hausse des revenus du secteur Services aux investisseurs et de trésorerie a été plus que compensé par la baisse des profits sur les dérivés non détenus à des fins de transaction qui sont inscrits dans les autres revenus.

La marge nette d'intérêt s'est comprimée de 1 p.b. sur un an, du fait surtout des changements dans la composition de la moyenne des actifs productifs et de la croissance des volumes ayant essentiellement touché les conventions de revente, facteurs atténués par l'augmentation des revenus du secteur Services aux investisseurs et de trésorerie. Les conséquences de la hausse des revenus du secteur Services aux investisseurs et de trésorerie ont été plus que compensées par la baisse des profits sur les dérivés non détenus à des fins de transaction qui sont inscrits dans les autres revenus.

Les revenus d'assurance ont augmenté de 415 millions de dollars, ou 26 %, ce qui tient principalement à la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance et à l'augmentation des ventes de rentes collectives, éléments qui ont tous deux été compensés en grande partie dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance. L'expansion des activités dans le secteur Assurances – International a également contribué à l'augmentation. Ces facteurs ont été atténués par la faible incidence des renégociations de contrats de réassurance.

Les commissions de gestion de placements et de services de garde ont augmenté de 85 millions de dollars, ou 6 %, en bonne partie grâce à la croissance de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients, progression qui rend compte de l'appréciation des marchés et des ventes nettes, partiellement contrebalancée par un ajustement comptable favorable dans le secteur Gestion de patrimoine qui avait été apporté à l'exercice précédent.

Les commissions de prise ferme et autres honoraires tirés de services-conseils ont progressé de 282 millions de dollars, ou 82 %, en raison surtout de l'intensification des activités de fusion et acquisition principalement en Amérique du Nord et de l'intensification des activités d'origination de titres de créance principalement aux États-Unis. L'intensification des activités d'origination de titres de participation dans toutes les régions a également contribué à cette augmentation.

Premier trimestre de 2020 par rapport au quatrième trimestre de 2019

Le total des revenus a augmenté de 1 466 millions de dollars, ou 13 %, par rapport au trimestre précédent, en raison surtout d'une augmentation des revenus d'assurance, des revenus tirés des activités de négociation et des commissions de prise ferme et autres honoraires tirés de services-conseils. L'accroissement du revenu net d'intérêt a également contribué à la hausse. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la baisse des autres revenus.

Le revenu net d'intérêt a augmenté de 110 millions de dollars, ou 2 %, bénéficiant surtout de l'augmentation des revenus tirés des activités de négociation du secteur Marchés des Capitaux et d'une croissance des volumes, facteurs atténués par le rétrécissement des écarts dans les secteurs Services bancaires canadiens et Gestion de patrimoine.

Les revenus d'assurance ont crû de 841 millions, ou 73 %, résultat qui tient d'abord et avant tout à la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, à l'augmentation des ventes de rentes collectives et à l'expansion des activités, éléments qui ont tous été compensés pour l'essentiel dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance. Ces facteurs ont été annulés en partie par les profits réalisés sur les placements au cours du trimestre précédent et des renégociations de contrats de réassurance moins fructueuses.

Les revenus tirés des activités de négociation ont bondi de 342 millions de dollars, ou 295 %, ce qui reflète essentiellement la hausse des revenus tirés de la négociation de titres à revenu fixe et de titres de participation dans le secteur Marchés des Capitaux pour la plupart des régions.

Les commissions de prise ferme et autres honoraires tirés de services-conseils ont progressé de 199 millions de dollars, ou 46 %, en raison surtout de l'intensification des activités de fusion et acquisition principalement en Amérique du Nord.

Les autres revenus ont reculé de 141 millions de dollars, ou 31 %, ce qui s'explique surtout par le profit tiré de la vente des activités de BlueBay dans le secteur de la dette privée au trimestre précédent et par le recul des profits nets dans nos portefeuilles de placements autres que de négociation, facteurs contrebalancés en partie par la variation de la juste valeur des couvertures liées à nos régimes de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, laquelle a été pour l'essentiel compensée dans les frais autres que d'intérêt.

Dotation à la provision pour pertes de crédit

Premier trimestre de 2020 par rapport au premier trimestre de 2019

Au premier trimestre de 2020, le total de la dotation à la provision pour pertes de crédit s'est établi à 419 millions de dollars.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts a été de 421 millions de dollars, en baisse de 95 millions, ou 18 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui est imputable essentiellement à la diminution des dotations des secteurs Marchés des Capitaux et Gestion de patrimoine. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts s'est établi à 26 p.b., une amélioration de 8 p.b.

Premier trimestre de 2020 par rapport au quatrième trimestre de 2019

Le total de la dotation à la provision pour pertes de crédit a baissé de 80 millions de dollars par rapport au trimestre précédent.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts s'est établie à 421 millions de dollars, en baisse de 84 millions, ou 17 %, par rapport au trimestre précédent, en raison de la baisse des dotations des secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises et Gestion de patrimoine. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts s'est amélioré de 6 p.b.

Pour plus de détails sur la dotation à la provision pour pertes de crédit, se reporter à la section Rendement au chapitre de la qualité du crédit de la rubrique Risque de crédit.

Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance

Premier trimestre de 2020 par rapport au premier trimestre de 2019

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont augmenté de 389 millions de dollars, ou 32 %, sur un an, ce qui tient principalement à la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, à l'augmentation des ventes de rentes collectives et à l'expansion des activités, principalement dans le secteur Assurances – International, éléments qui ont tous été compensés en grande partie dans les revenus. Ces facteurs ont été annulés en partie par l'incidence favorable des nouveaux contrats de réassurance du risque de longévité.

Premier trimestre de 2020 par rapport au quatrième trimestre de 2019

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance se sont accrus de 960 millions de dollars par rapport au trimestre précédent à cause surtout de la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, de l'augmentation des ventes de rentes collectives et de l'expansion des activités, facteurs qui ont tous été compensés en grande partie dans les revenus. L'incidence des nouveaux contrats de réassurance du risque de longévité ont également contribué à l'augmentation. Ces facteurs ont été annulés en partie par une baisse de la sinistralité favorable liée aux placements.

Frais autres que d'intérêt

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos		
	le 31 janvier 2020	le 31 octobre 2019	le 31 janvier 2019
Salaires	1 652 \$	1 738 \$	1 608 \$
Rémunération variable	1 646	1 475	1 388
Avantages du personnel et conservation du personnel	541	445	492
Rémunération fondée sur des actions	221	62	155
Ressources humaines	4 060 \$	3 720 \$	3 643 \$
Matériel	462	452	431
Frais d'occupation	397	424	397
Communications	250	296	240
Honoraires	284	382	305
Amortissement des autres immobilisations incorporelles	303	309	290
Autres	622	736	606
Frais autres que d'intérêt	6 378 \$	6 319 \$	5 912 \$
Ratio d'efficacité (1)	49,7 %	55,6 %	51,0 %
Ratio d'efficacité ajusté (2)	51,6 %	55,4 %	52,1 %

(1) Le ratio d'efficacité représente les frais autres que d'intérêt divisés par le total des revenus.

(2) Les mesures ont été ajustées en excluant les fluctuations de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance. Ces mesures sont des mesures hors PCGR. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

Premier trimestre de 2020 par rapport au premier trimestre de 2019

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 466 millions de dollars, ou 8 %, du fait essentiellement de la hausse de la rémunération variable proportionnelle à la croissance des revenus et de la hausse des coûts liés à la technologie et des coûts connexes, notamment le numérique. La variation de la juste valeur de nos régimes de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, variation qui a été largement compensée dans les autres revenus, et l'augmentation des coûts liés au personnel ont également contribué à cette hausse. Ces facteurs ont été annulés en partie par l'incidence du change.

Notre ratio d'efficacité s'est établi à 49,7 %, ayant fléchi de 130 p.b. en regard de celui de 51,0 % un an plus tôt. Compte non tenu de la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, notre ratio d'efficacité de 51,6 % a affiché une baisse de 50 p.b. par rapport à celui de 52,1 % il y a un an.

Premier trimestre de 2020 par rapport au quatrième trimestre de 2019

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 59 millions de dollars, ou 1 %, du fait essentiellement de la hausse de la rémunération variable découlant de résultats supérieurs et d'un accroissement des coûts liés au personnel. La variation de la juste valeur de nos régimes de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, variation qui a été largement compensée dans les revenus, a également contribué à l'accroissement. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par les indemnités de départ et coûts connexes associés au repositionnement de notre secteur Services aux investisseurs et de trésorerie au trimestre précédent, par l'incidence d'un ajustement comptable défavorable au secteur Services de soutien généraux au trimestre précédent et par le calendrier de versement des honoraires.

Notre ratio d'efficacité s'est établi à 49,7 %, ayant fléchi de 590 p.b. en regard de celui de 55,6 % réalisé au trimestre précédent. Compte non tenu de la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, notre ratio d'efficacité de 51,6 % a affiché une baisse de 380 p.b. par rapport à celui de 55,4 % enregistré au trimestre précédent.

Le ratio d'efficacité excluant la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance est une mesure hors PCGR. Pour plus de détails, y compris un rapprochement, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

Impôt sur le résultat

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos		
	le 31 janvier 2020	le 31 octobre 2019	le 31 janvier 2019
Impôt sur le résultat	916 \$	692 \$	766 \$
Bénéfice avant impôt	4 425 \$	3 898 \$	3 938 \$
Taux d'imposition effectif	20,7 %	17,8 %	19,5 %

Premier trimestre de 2020 par rapport au premier trimestre de 2019

La charge d'impôt a augmenté de 150 millions de dollars, ou 20 %, par rapport à il y a un an en raison d'abord et avant tout de la hausse du bénéfice avant impôt.

Le taux d'imposition effectif de 20,7 % a augmenté de 120 p.b., sous l'effet essentiellement d'une diminution du bénéfice dégagé dans des territoires où les taux d'imposition sont moins élevés au cours du trimestre à l'étude et des ajustements fiscaux favorables constatés à l'exercice précédent. Ces facteurs ont été atténués par la réduction de valeur des actifs d'impôt différé par suite d'un changement apporté au taux d'imposition des sociétés à la Barbade pendant l'exercice précédent.

Premier trimestre de 2020 par rapport au quatrième trimestre de 2019

La charge d'impôt a augmenté de 224 millions de dollars, ou 32 %, par rapport à celle du trimestre précédent, en raison surtout de la hausse du bénéfice avant impôt pour le trimestre à l'étude et de l'augmentation des ajustements fiscaux favorables dans le trimestre précédent.

Le taux d'imposition effectif, soit 20,7 %, a augmenté de 290 p.b., en raison principalement d'ajustements fiscaux plus favorables au trimestre précédent et d'un recul du bénéfice réalisé dans des territoires où les taux d'imposition sont moins élevés au cours du trimestre à l'étude.

Résultats des secteurs d'exploitation

Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation

La direction revoit périodiquement les principales méthodes et hypothèses utilisées aux fins de notre cadre d'information de gestion afin de s'assurer de leur validité, et celles-ci n'ont pas changé depuis le 31 octobre 2019.

Pour plus de détails sur les principales méthodes et hypothèses que nous utilisons aux fins de notre cadre d'information de gestion, se reporter à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation de notre rapport annuel 2019.

Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR

Mesures de rendement

Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires

Nous mesurons et évaluons le rendement de nos activités consolidées et de chacun de nos secteurs d'exploitation en fonction d'un certain nombre de paramètres financiers, dont le bénéfice net et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires. Nous utilisons le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, tant sur une base consolidée que par secteur d'exploitation, à titre de mesure du rendement du total du capital investi dans nos secteurs. La direction considère la mesure du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires par secteur comme une mesure utile pour appuyer les prises de décisions relatives aux investissements et à l'attribution des ressources parce qu'elle permet d'effectuer des ajustements en fonction de certains éléments qui pourraient avoir une incidence sur la comparabilité entre nos secteurs d'exploitation et certains de nos concurrents. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires n'a pas de définition normalisée en vertu des PCGR et n'est pas nécessairement comparable à des mesures semblables présentées par d'autres institutions financières. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR de notre rapport annuel 2019.

Le tableau ci-après présente un sommaire des calculs du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires.

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos							le 31 octobre 2019	le 31 janvier 2019
	le 31 janvier 2020								
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux Investisseurs et de trésorerie	Marchés des Capitaux	Services de soutien généraux	Total	Total	Total
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires	1 663 \$	610 \$	179 \$	140 \$	863 \$	(16) \$	3 439 \$	3 137 \$	3 096 \$
Total de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (1), (2)	23 350	15 350	2 200	3 100	22 750	11 100	77 850	76 600	73 550
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (3)	28,3 %	15,8 %	32,5 %	18,0 %	15,1 %	n.s.	17,6 %	16,2 %	16,7 %

(1) Les chiffres ayant trait au total de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires sont arrondis.

(2) Les montants se rapportant aux différents secteurs d'exploitation sont désignés à titre de capital attribué.

(3) Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires est fondé sur les soldes réels de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires avant leur arrondissement.

n.s. non significatif

Mesures hors PCGR

Nous sommes d'avis que certaines mesures hors PCGR décrites ci-dessous sont plus représentatives de nos résultats d'exploitation courants et permettent aux lecteurs de mieux comprendre le point de vue de la direction à l'égard de notre performance. Ces mesures accroissent la comparabilité de notre performance financière pour le trimestre clos le 31 janvier 2020 par rapport aux résultats de la période correspondante de l'exercice précédent et du trimestre clos le 31 octobre 2019. Les mesures hors PCGR n'ont pas de définition normalisée en vertu des PCGR et ne sont pas nécessairement comparables à des mesures semblables présentées par d'autres institutions financières.

L'analyse qui suit décrit les mesures hors PCGR que nous utilisons pour évaluer nos résultats d'exploitation.

Ratio d'efficacité exclusion faite de la variation de la juste valeur des placements dans le secteur Assurances

Notre ratio d'efficacité est touché par la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, présentée dans les revenus et compensée en grande partie dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance.

Le tableau suivant présente les calculs de notre ratio d'efficacité consolidé, compte non tenu de la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance.

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos									
	le 31 janvier 2020			le 31 octobre 2019				le 31 janvier 2019		
	Élément exclu			Élément exclu				Élément exclu		
	Variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance			Variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance				Variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance		
	Données présentées	Données ajustées	Données ajustées	Données présentées	Données ajustées	Données ajustées	Données présentées	Données ajustées	Données ajustées	Données ajustées
Total des revenus	12 836 \$	(468) \$	12 368 \$	11 370 \$	28 \$	11 398 \$	11 589 \$	(247) \$	11 342 \$	11 342 \$
Frais autres que d'intérêt	6 378	–	6 378	6 319	–	6 319	5 912	–	5 912	5 912
Ratio d'efficacité	49,7 %	51,6 %	51,6 %	55,6 %	55,6 %	55,4 %	51,0 %	51,0 %	52,1 %	52,1 %

Services bancaires aux particuliers et aux entreprises

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)	Aux et pour les trimestres clos les		
	31 janvier 2020	31 octobre 2019	31 janvier 2019
Revenu net d'intérêt	3 226 \$	3 238 \$	3 134 \$
Revenus autres que d'intérêt	1 384	1 330	1 284
Total des revenus	4 610	4 568	4 418
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs productifs	66	50	35
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs dépréciés	276	337	313
Dotation à la provision pour pertes de crédit	342	387	348
Frais autres que d'intérêt	1 984	2 007	1 915
Bénéfice avant impôt	2 284	2 174	2 155
Bénéfice net	1 686 \$	1 618 \$	1 571 \$
Revenus par secteur d'activité			
Services bancaires canadiens	4 368 \$	4 321 \$	4 170 \$
Services bancaires dans les Antilles et aux États-Unis	242	247	248
Principales données figurant au bilan et autres renseignements			
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	28,3 %	27,0 %	26,6 %
Marge nette d'intérêt	2,77 %	2,82 %	2,84 %
Ratio d'efficience	43,0 %	43,9 %	43,3 %
Levier d'exploitation	0,7 %	3,7 %	(0,2) %
Moyenne du total des actifs productifs, montant net	463 400 \$	456 100 \$	437 100 \$
Moyenne des prêts et acceptations, montant net	466 800	458 900	438 100
Moyenne des dépôts	413 700	405 200	382 200
Biens administrés (1)	294 200	283 800	268 500
Moyenne des biens administrés	290 600	281 800	264 000
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,24 %	0,29 %	0,28 %
Autres renseignements – Services bancaires canadiens			
Bénéfice net	1 624 \$	1 555 \$	1 544 \$
Marge nette d'intérêt	2,72 %	2,76 %	2,79 %
Ratio d'efficience	41,3 %	42,0 %	41,6 %
Levier d'exploitation	0,7 %	4,3 %	(0,2) %

(1) Les biens administrés représentent les soldes au comptant à la fin de la période et comprennent des prêts hypothécaires résidentiels et des prêts sur cartes de crédit titrisés, respectivement, de 15,4 milliards de dollars et 7,8 milliards au 31 janvier 2020 (15,5 milliards et 8,1 milliards au 31 octobre 2019; 16,6 milliards et 8,5 milliards au 31 janvier 2019).

Rendement financier**Premier trimestre de 2020 par rapport au premier trimestre de 2019**

Le bénéfice net s'est accru de 115 millions de dollars, ou 7 %, sur un an grâce principalement à une croissance moyenne des volumes de 8 % dans le secteur Services bancaires canadiens et à une hausse des frais de placement liés aux fonds communs de placement, facteurs en partie annulés par un rétrécissement des écarts et par un accroissement des coûts liés à la technologie et des coûts connexes. Le bénéfice net du trimestre correspondant de l'exercice précédent tenait également compte d'une réduction de valeur des actifs d'impôt différé par suite d'un changement apporté au taux d'imposition des sociétés à la Barbade.

Le total des revenus s'est renforcé de 192 millions de dollars, ou 4 %.

Les revenus du secteur Services bancaires canadiens ont augmenté de 198 millions de dollars, ou 5 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, hausse qui reflète en grande partie une croissance moyenne des volumes de 7 % pour ce qui est des prêts et de 9 % dans le cas des dépôts, l'augmentation des soldes ayant donné lieu à une hausse des frais de placement liés aux fonds communs de placement et à une augmentation des frais bancaires. Ces facteurs ont été atténués par le rétrécissement des écarts.

Les revenus du secteur Services bancaires dans les Antilles et aux États-Unis se sont contractés de 6 millions de dollars, ou 2 %, en regard du même trimestre de l'exercice précédent.

La marge nette d'intérêt a affiché une baisse de 7 p.b. en raison surtout de l'incidence des pressions concurrentielles sur les prix et de changements dans l'offre de produits.

La dotation à la provision pour pertes de crédit a diminué de 6 millions de dollars, ou 2 %, ce qui est essentiellement attribuable à la réduction de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs dépréciés qui a entraîné une baisse de 4 p.b. du ratio des prêts douteux. Ces facteurs ont été atténués par l'augmentation de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs productifs. Pour plus de détails, se reporter à la section Rendement au chapitre de la qualité du crédit de la rubrique Risque de crédit.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 69 millions de dollars, ou 4 %, en raison surtout d'augmentations des coûts liés à la technologie et des coûts connexes, notamment le numérique, des coûts liés au personnel et des frais de commercialisation.

Premier trimestre de 2020 par rapport au quatrième trimestre de 2019

Le bénéfice net a augmenté de 68 millions de dollars, ou 4 %, par rapport au trimestre précédent, en raison surtout du repli de la dotation à la provision pour pertes de crédit et de l'accroissement des revenus sur cartes.

Le total des revenus a progressé de 42 millions de dollars, ou 1 %, en regard du trimestre précédent, ce qui reflète surtout une croissance moyenne des volumes de 2 % dans le secteur Services bancaires canadiens et une augmentation des revenus sur cartes, ce qui a été atténué par le rétrécissement des écarts.

La marge nette d'intérêt a affiché une baisse de 5 p.b. en raison surtout de l'incidence des pressions concurrentielles sur les prix.

La dotation à la provision pour pertes de crédit a baissé de 45 millions de dollars, ou 12 %, ce qui s'explique en bonne partie par la diminution de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs dépréciés qui a donné lieu à un fléchissement de 5 p.b. du ratio des prêts douteux. Ces facteurs ont été atténués par l'augmentation de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs productifs. Pour plus de détails, se reporter à la section Rendement au chapitre de la qualité du crédit de la rubrique Risque de crédit.

Les frais autres que d'intérêt se sont contractés de 23 millions de dollars, ou 1 %, ce qui rend surtout compte du calendrier de versement des honoraires et du repli des frais de commercialisation, éléments contrebalancés en partie par la montée des coûts liés au personnel.

Gestion de patrimoine

(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres et les pourcentages et sauf indication contraire)	Aux et pour les trimestres clos les		
	31 janvier 2020	31 octobre 2019	31 janvier 2019
Revenu net d'intérêt	738 \$	745 \$	744 \$
Revenus autres que d'intérêt			
Revenus tirés des services tarifés	1 847	1 786	1 714
Revenus tirés des transactions et autres revenus	581	656	490
Total des revenus	3 166	3 187	2 948
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs productifs	(1)	(1)	15
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs dépréciés	(1)	35	11
Dotation à la provision pour pertes de crédit	(2)	34	26
Frais autres que d'intérêt	2 370	2 262	2 164
Bénéfice avant impôt	798	891	758
Bénéfice net	623 \$	729 \$	597 \$
Revenus par secteur d'activité			
Gestion de patrimoine – Canada	843 \$	823 \$	842 \$
Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National)	1 624	1 556	1 471
Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National) (en millions de dollars américains)	1 234	1 175	1 103
Gestion mondiale d'actifs	594	713	543
Gestion de patrimoine – International	105	95	92
Principales données figurant au bilan et autres renseignements			
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	15,8 %	19,5 %	16,4 %
Marge nette d'intérêt	3,17 %	3,30 %	3,67 %
Marge avant impôt (1)	25,2 %	28,0 %	25,7 %
Nombre de conseillers (2)	5 299	5 296	5 119
Moyenne du total des actifs productifs, montant net	92 500 \$	89 500 \$	80 500 \$
Moyenne des prêts et acceptations, montant net	69 600	66 700	61 200
Moyenne des dépôts	105 600	100 700	94 300
Biens administrés (3)	1 106 900	1 062 200	981 400
Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National) (3)	578 600	543 300	496 500
Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National) (en millions de dollars américains) (3)	437 300	412 600	378 000
Biens sous gestion (3)	792 900	755 700	682 000
Moyenne des biens administrés	1 097 100	1 055 700	986 800
Moyenne des biens sous gestion	780 200	753 300	675 100
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	(0,01)%	0,21 %	0,07 %

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)	Pour les trimestres clos	
	T1 2020 par rapport au T1 2019	T1 2020 par rapport au T4 2019
Augmentation (diminution) :		
Total des revenus	(27)\$	(2)\$
Dotation à la provision pour pertes de crédit	–	–
Frais autres que d'intérêt	(21)	(3)
Bénéfice net	(4)	–
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains	1 %	1 %
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en livres sterling	(1)%	(4)%
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en euros	4 %	– %

(1) La marge avant impôt s'entend du bénéfice avant impôt, divisé par le total des revenus.

(2) Représente les conseillers en contact direct avec les clients au sein de tous nos services du secteur Gestion de patrimoine.

(3) Représente les soldes au comptant à la fin de la période.

Rendement financier

Premier trimestre de 2020 par rapport au premier trimestre de 2019

Le bénéfice net s'est accru de 26 millions de dollars, ou 4 %, en raison surtout d'une augmentation de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients et d'une hausse des volumes de transactions. Ces facteurs ont été atténués par une hausse de la rémunération variable proportionnelle à la croissance des revenus, ainsi que par l'accroissement des coûts liés à la technologie et au personnel. Au cours du trimestre correspondant de l'exercice précédent, il y avait eu constatation d'un ajustement comptable favorable en lien avec le secteur Gestion de patrimoine – Canada.

Le total des revenus s'est renforcé de 218 millions de dollars, ou 7 %.

Les revenus du secteur Gestion de patrimoine – Canada ont progressé de 1 million de dollars, et ce, essentiellement en raison de la progression de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients, ce qui reflète l'appréciation des marchés et les ventes nettes, facteurs en bonne partie compensés par la comptabilisation, à l'exercice précédent, d'un ajustement comptable favorable.

Les revenus du secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National) ont augmenté de 153 millions de dollars, ou 10 %. En dollars américains, les revenus ont grimpé de 131 millions de dollars, ou 12 %, ce qui s'explique surtout par la progression de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients, ce qui reflète l'appréciation des marchés et les ventes nettes, par la variation de la juste valeur des couvertures liées à nos régimes de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, laquelle a été pour l'essentiel compensée dans les frais autres que d'intérêt, et par une augmentation des volumes de transactions. L'accroissement du revenu net d'intérêt attribuable à une croissance moyenne des prêts de 17 %, compensé en grande partie par le rétrécissement des écarts, a également contribué à la hausse.

Les revenus du secteur Gestion mondiale d'actifs ont bondi de 51 millions de dollars, ou 9 %, et ce, essentiellement en raison de la progression de la moyenne des actifs liés aux services tarifés, ce qui reflète l'appréciation des marchés et les ventes nettes.

Les revenus du secteur Gestion de patrimoine – International se sont accrus de 13 millions de dollars, ou 14 %, du fait surtout d'une hausse des volumes de transactions et du revenu net d'intérêt attribuable à l'élargissement des écarts.

La dotation à la provision pour pertes de crédit a diminué de 28 millions de dollars, surtout dans le secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National), ce qui témoigne essentiellement du repli de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs productifs qui est attribuable à des facteurs macroéconomiques défavorables à l'exercice précédent. La diminution de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs dépréciés a également contribué à cette baisse, entraînant du coup une amélioration de 8 p.b. du ratio des prêts douteux. Pour plus de détails, se reporter à la section Rendement au chapitre de la qualité du crédit de la rubrique Risque de crédit.

Les frais autres que d'intérêt ont grimpé de 206 millions de dollars, ou 10 %, sous l'effet surtout d'une hausse de la rémunération variable proportionnelle à la croissance des revenus. La variation de la juste valeur de nos régimes de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, laquelle a été pour l'essentiel compensée dans les revenus, l'accroissement des coûts liés au personnel pour soutenir l'expansion des activités et la hausse des coûts liés à la technologie et coûts connexes ont également contribué à l'augmentation. Ces facteurs ont été atténués par l'incidence du change.

Premier trimestre de 2020 par rapport au quatrième trimestre de 2019

Le bénéfice net s'est comprimé de 106 millions de dollars, ou 15 %, en raison surtout du profit tiré de la vente des activités de BlueBay dans le secteur de la dette privée au trimestre précédent.

Le total des revenus s'est replié de 21 millions de dollars, ou 1 %, car la variation de la juste valeur des couvertures liées à nos régimes de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, laquelle a pour l'essentiel été neutralisée par les frais autres que d'intérêt, la croissance de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients qui rend compte de l'appréciation des marchés et des ventes nettes et une hausse des volumes de transactions ont été plus que compensées par le profit tiré de la vente des activités de BlueBay dans le secteur de la dette privée au trimestre précédent.

La dotation à la provision pour pertes de crédit a baissé de 36 millions de dollars, en raison de la diminution des dotations liées aux actifs dépréciés dans le secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National) qui a donné lieu à un recul de 22 p.b. du ratio des prêts douteux. Pour plus de détails, se reporter à la section Rendement au chapitre de la qualité du crédit de la rubrique Risque de crédit.

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 108 millions de dollars, ou 5 %, en raison surtout de la hausse des coûts liés au personnel et de la variation de la juste valeur de nos régimes de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, laquelle a été compensée en grande partie dans les revenus.

Assurances

	Aux et pour les trimestres clos les		
	31 janvier 2020	31 octobre 2019	31 janvier 2019
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)			
Revenus autres que d'intérêt			
Primes acquises, montant net	1 350 \$	944 \$	1 162 \$
Revenus de placement (1)	609	168	381
Honoraires	35	41	36
Total des revenus	1 994	1 153	1 579
Indemnités et sinistres liés aux polices d'assurance (1)	1 535	572	1 129
Coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	79	82	96
Frais autres que d'intérêt	153	153	154
Bénéfice avant impôt	227	346	200
Bénéfice net	181 \$	282 \$	166 \$
Revenus par secteur d'activité			
Assurances – Canada	1 383 \$	609 \$	1 039 \$
Assurances – International	611	544	540
Principales données figurant au bilan et autres renseignements			
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	32,5 %	50,3 %	34,7 %
Primes et dépôts (2)	1 542 \$	1 105 \$	1 314 \$
Variations de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance (1)	468	(28)	247

(1) Les revenus de placement peuvent être exposés à la volatilité des fluctuations des actifs désignés à la juste valeur par le biais du résultat net. Les placements à l'appui des provisions techniques sont principalement des actifs à revenu fixe désignés comme étant évalués à la juste valeur par le biais du résultat net. Par conséquent, les variations de la juste valeur de ces actifs sont comptabilisées dans l'état consolidé du résultat net et sont en grande partie neutralisées par les variations de la juste valeur des provisions techniques, dont l'incidence est reflétée dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance.

(2) Le poste Primes et dépôts comprend les primes liées aux produits d'assurance et de rente fondés sur le risque, ainsi que les dépôts des fonds distincts individuels et collectifs, conformément aux pratiques du secteur des assurances.

Rendement financier

Premier trimestre de 2020 par rapport au premier trimestre de 2019

Le bénéfice net s'est accru de 15 millions de dollars, ou 9 %, par rapport à il y a un an, en raison surtout de nouveaux contrats de réassurance du risque de longévité, en partie contrebalancés par l'incidence moindre des renégociations de contrats de réassurance.

Le total des revenus s'est renforcé de 415 millions de dollars, ou 26 %.

Les revenus du secteur Assurances – Canada se sont renforcés de 344 millions de dollars, ou 33 %, en raison surtout de la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance et de l'augmentation des ventes de rentes collectives, facteurs qui sont dans les deux cas compensés en grande partie dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance, tel qu'il est indiqué ci-dessous.

Les revenus du secteur Assurances – International ont grimpé de 71 millions de dollars, ou 13 %, du fait surtout de l'expansion des activités, essentiellement dans le domaine de la réassurance du risque de longévité, compensée en grande partie dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance, tel qu'il est indiqué ci-dessous. Ce facteur a été atténué par l'incidence moindre des renégociations de contrats de réassurance.

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont augmenté de 389 millions de dollars, ou 32 %, sous l'effet essentiellement de la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, de l'accroissement des ventes de rentes collectives et de l'expansion des activités, surtout dans le secteur Assurances – International, facteurs atténués par l'incidence favorable des nouveaux contrats de réassurance du risque de longévité.

Les frais autres que d'intérêt ont reculé de 1 million de dollars, ou 1 %.

Premier trimestre de 2020 par rapport au quatrième trimestre de 2019

Le bénéfice net a fléchi de 101 millions de dollars, ou 36 %, en raison surtout de l'incidence d'une baisse de la sinistralité favorable liée aux placements, de nouveaux contrats de réassurance du risque de longévité et des renégociations de contrats de réassurance.

Le total des revenus a bondi de 841 millions de dollars, ou 73 %, du fait surtout de la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, de l'augmentation des ventes de rentes collectives et de l'expansion des activités, éléments qui sont tous compensés en grande partie dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance, tel qu'il est indiqué ci-dessous. Ces facteurs ont été annulés en partie par les profits réalisés sur les placements au trimestre précédent et par une diminution des renégociations de contrats de réassurance fructueuses.

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont augmenté de 960 millions de dollars, en raison essentiellement de la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance et de la hausse des ventes de rentes collectives. L'expansion des activités et l'incidence des nouveaux contrats de réassurance du risque de longévité ont aussi contribué à cette hausse. Ces facteurs ont été compensés en partie par une baisse de la sinistralité favorable liée aux placements.

Les frais autres que d'intérêt sont restés stables par rapport à leur niveau du trimestre précédent.

Services aux investisseurs et de trésorerie

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)	Aux et pour les trimestres clos les		
	31 janvier 2020	31 octobre 2019	31 janvier 2019
Revenu net d'intérêt	58 \$	37 \$	(31)\$
Revenus autres que d'intérêt	539	529	662
Total des revenus	597	566	631
Dotation à la provision pour pertes de crédit	–	(1)	–
Frais autres que d'intérêt	402	508	418
Bénéfice net avant impôt	195	59	213
Bénéfice net	143 \$	45 \$	161 \$
Principales données figurant au bilan et autres renseignements			
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	18,0 %	4,8 %	17,3 %
Moyenne des dépôts	174 500 \$	175 200 \$	171 900 \$
Moyenne des dépôts des clients	57 900	57 600	59 200
Moyenne des dépôts liés au financement de gros	116 600	117 600	112 700
Biens administrés (1)	4 308 200	4 318 100	4 100 900
Moyenne des biens administrés	4 286 200	4 296 300	4 191 300

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos	
	T1 2020 par rapport au T1 2019	T1 2020 par rapport au T4 2019
Incidence estimative, sur les principaux postes de l'état du résultat net, de la conversion de montants libellés en dollars américains, en livres sterling et en euros		
<i>Augmentation (diminution) :</i>		
Total des revenus	(8)\$	3 \$
Frais autres que d'intérêt	(7)	3
Bénéfice net	–	–
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains	1 %	1 %
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en livres sterling	(1)%	(4)%
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en euros	4 %	– %

(1) Représente les soldes au comptant à la fin de la période.

Rendement financier**Premier trimestre de 2020 par rapport au premier trimestre de 2019**

Le bénéfice net s'est comprimé de 18 millions de dollars, ou 11 %, en raison surtout du rétrécissement des marges sur les dépôts des clients et de la baisse des revenus tirés de nos services d'administration d'actifs.

Le total des revenus a diminué de 34 millions de dollars, ou 5 %, du fait essentiellement de la contraction des revenus générés par les dépôts des clients, ce qui a découlé surtout d'une compression des marges qui reflète principalement le rétrécissement des écarts et l'incidence du change. La baisse des revenus tirés de nos services d'administration d'actifs causée par le ralentissement des activités des clients a également contribué à la diminution du total des revenus.

Les frais autres que d'intérêt ont diminué de 16 millions de dollars, ou 4 %, en raison principalement de l'incidence du change et du recul des coûts liés au personnel qui a bénéficié surtout des investissements dans la technologie.

Premier trimestre de 2020 par rapport au quatrième trimestre de 2019

Le bénéfice net a bondi de 98 millions de dollars, ce qui s'explique essentiellement par la comptabilisation, au trimestre précédent, d'indemnités de départ et coûts connexes liés au repositionnement du secteur.

Le total des revenus s'est accru de 31 millions de dollars, ou 5 %, en raison surtout de la hausse des revenus tirés des activités de financement et de gestion des liquidités, laquelle a été permise par les occasions sur le marché monétaire qui se sont présentées au cours du trimestre à l'étude.

Les frais autres que d'intérêt ont diminué de 106 millions de dollars, ou 21 %, ce qui s'explique essentiellement par la comptabilisation, au trimestre précédent, d'indemnités de départ et coûts connexes liés au repositionnement du secteur, facteur contrebalancé en partie par les coûts liés à la réglementation annuels engagés au cours du trimestre à l'étude.

Marchés des Capitaux

	Aux et pour les trimestres clos les		
	31 janvier 2020	31 octobre 2019	31 janvier 2019
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)			
Revenu net d'intérêt (1), (2)	1 161 \$	1 063 \$	969 \$
Revenus autres que d'intérêt (1), (2)	1 387	924	1 129
Total des revenus (1)	2 548	1 987	2 098
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs productifs	18	18	38
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs dépréciés	61	60	102
Dotation à la provision pour pertes de crédit	79	78	140
Frais autres que d'intérêt	1 435	1 308	1 230
Bénéfice net avant impôt	1 034	601	728
Bénéfice net	882 \$	584 \$	653 \$
Revenus par secteur d'activité			
Grande entreprise et services de banque d'investissement	1 141 \$	934 \$	927 \$
Marchés mondiaux	1 450	1 095	1 227
Autres	(43)	(42)	(56)
Principales données figurant au bilan et autres renseignements			
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	15,1 %	10,0 %	10,8 %
Moyenne du total de l'actif	716 000 \$	696 100 \$	643 700 \$
Moyenne des titres détenus à des fins de transaction	115 700	103 800	102 100
Moyenne des prêts et acceptations, montant net	99 300	98 100	98 400
Moyenne des dépôts (2)	76 500	76 800	78 100
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,24 %	0,24 %	0,41 %

- (1) La majoration au montant imposable équivalent pour le trimestre clos le 31 janvier 2020 s'est élevée à 128 millions de dollars (112 millions au 31 octobre 2019; 107 millions au 31 janvier 2019). Pour une analyse plus détaillée, voir la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation du rapport annuel 2019.
- (2) Depuis le quatrième trimestre de 2019, la composante intérêt et les intérêts courus à payer constatés sur certains dépôts comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net auparavant présentés dans les revenus tirés des activités de négociation et dans les dépôts, respectivement, sont présentés dans le revenu net d'intérêt et dans les autres passifs, respectivement. Les montants des périodes correspondantes ont été reclassés afin qu'ils soient conformes à la présentation actuelle.

Rendement financier

Premier trimestre de 2020 par rapport au premier trimestre de 2019

Le bénéfice net a grimpé de 229 millions de dollars, ou 35 %, en raison essentiellement de la hausse des revenus des secteurs Marchés mondiaux et Grande entreprise et services de banque d'investissement et de la baisse de la dotation à la provision pour pertes de crédit. Ces facteurs ont été atténués par la hausse de la rémunération variable découlant de résultats supérieurs et par la hausse du taux d'imposition effectif, ce qui rend surtout compte de changements dans la composition du bénéfice.

Le total des revenus s'est renforcé de 450 millions de dollars, ou 21 %.

Les revenus du secteur Grande entreprise et services de banque d'investissement se sont accrus de 214 millions de dollars, ou 23 %, ce qui est avant tout imputable à l'intensification des activités de fusion et acquisition, surtout en Amérique du Nord, et des activités d'origination de titres de créance, essentiellement aux États-Unis, les conditions de marché ayant été difficiles au cours de l'exercice précédent.

Les revenus du secteur Marchés mondiaux ont grimpé de 223 millions de dollars, ou 18 %, ce qui a résulté surtout de l'augmentation des revenus tirés de la négociation de titres à revenu fixe dans toutes les régions en raison des conditions de marché plus favorables pendant le trimestre à l'étude et de l'intensification des activités des clients, facteurs atténués par la baisse des revenus tirés de la négociation de titres de participation surtout aux États-Unis.

Les autres revenus ont augmenté de 13 millions de dollars, ce qui rend essentiellement compte de la baisse des coûts de financement résiduels.

La dotation à la provision pour pertes de crédit a baissé de 61 millions de dollars, ou 44 %, en raison essentiellement de la baisse de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs dépréciés. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux a reculé de 17 p.b., en raison surtout de la diminution des dotations constituées au cours du trimestre à l'étude. La baisse de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs productifs a également contribué à cette diminution. Pour plus de détails, se reporter à la section Rendement au chapitre de la qualité du crédit de la rubrique Risque de crédit.

Les frais autres que d'intérêt ont grimpé de 205 millions de dollars, ou 17 %, ce qui s'explique d'abord et avant tout par la hausse de la rémunération découlant de résultats supérieurs.

Premier trimestre de 2020 par rapport au quatrième trimestre de 2019

Le bénéfice net a bondi de 298 millions de dollars, ou 51 %, en raison surtout de l'augmentation des revenus des secteurs Marchés mondiaux et Grande entreprise et services de banque d'investissement. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par la hausse de la rémunération découlant de résultats supérieurs et une augmentation du taux d'imposition effectif, ce qui reflète principalement des changements dans la composition du bénéfice.

Le total des revenus s'est accru de 561 millions de dollars, ou 28 %, grâce principalement à la hausse des revenus tirés de la négociation de titres à revenu fixe dans la plupart des régions et à l'intensification des activités de fusion et acquisition, surtout en Amérique du Nord. La montée des revenus tirés de la négociation de titres de participation dans la plupart des régions a également contribué à cette augmentation.

La dotation à la provision pour pertes de crédit a augmenté de 1 million de dollars, et le ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux est resté inchangé.

Les frais autres que d'intérêt ont grimpé de 127 millions de dollars, ou 10 %, en raison surtout de l'augmentation de la rémunération découlant de résultats supérieurs.

Services de soutien généraux

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos		
	le 31 janvier 2020	le 31 octobre 2019	le 31 janvier 2019
Revenu net (perte nette) d'intérêt (1)	38 \$	28 \$	31 \$
Revenus (pertes) autres que d'intérêt (1)	(117)	(119)	(116)
Total des revenus (1)	(79)	(91)	(85)
Dotation à la provision pour pertes de crédit	–	1	–
Frais autres que d'intérêt	34	81	31
Bénéfice net (perte nette) avant impôt (1)	(113)	(173)	(116)
Charge (économie) d'impôt (1)	(107)	(121)	(140)
Bénéfice net (perte nette)	(6)\$	(52)\$	24 \$

(1) Majoration au montant imposable équivalent.

En raison de la nature des activités et des ajustements de consolidation présentés pour ce secteur, nous estimons qu'une analyse comparative des périodes n'est pas utile. Les renseignements qui suivent portent sur les éléments significatifs qui ont eu une incidence sur les résultats présentés pour chaque période.

Le total des revenus et la charge (l'économie) d'impôt de chaque période comptabilisés dans le secteur Services de soutien généraux tiennent compte de la déduction des ajustements liés à la majoration au montant imposable équivalent des revenus provenant des dividendes imposables de sociétés canadiennes et provenant des crédits d'impôt à l'investissement des États-Unis, qui est comptabilisée dans le secteur Marchés des Capitaux. Le montant porté en déduction des revenus a été compensé par une augmentation équivalente de la charge (l'économie) d'impôt.

Le montant de la majoration au montant imposable équivalent pour le trimestre clos le 31 janvier 2020 s'est établi à 128 millions de dollars, comparativement à 112 millions au trimestre précédent et à 107 millions un an plus tôt.

Les renseignements qui suivent portent sur les éléments significatifs, outre l'incidence de la majoration au montant imposable équivalent déjà mentionnée, qui ont eu une incidence sur les résultats présentés pour chaque période.

Premier trimestre de 2020

La perte nette s'est établie à 6 millions de dollars, ce qui rend surtout compte des coûts non affectés résiduels et du montant net des ajustements fiscaux défavorables, facteurs atténués par les activités de gestion actif-passif.

Quatrième trimestre de 2019

La perte nette s'est établie à 52 millions de dollars, ce qui rend surtout compte de l'incidence d'un ajustement comptable défavorable.

Premier trimestre de 2019

Le bénéfice net s'est chiffré à 24 millions de dollars, résultat qui reflète essentiellement le montant net des ajustements fiscaux favorables.

Analyse des résultats trimestriels et des tendances

Nos résultats trimestriels subissent l'action de tendances et de facteurs récurrents divers, qui comprennent le caractère saisonnier de certaines activités, la conjoncture générale et les conditions du marché, de même que les fluctuations du taux de change du dollar canadien par rapport aux devises. Le tableau ci-après présente un sommaire de nos résultats pour les huit derniers trimestres (la période).

Résultats trimestriels ⁽¹⁾

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action et les pourcentages)	2020	2019			2018			
	T1	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	4 610 \$	4 568 \$	4 546 \$	4 333 \$	4 418 \$	4 364 \$	4 284 \$	4 103 \$
Gestion de patrimoine	3 166	3 187	3 029	2 979	2 948	2 740	2 798	2 605
Assurances	1 994	1 153	1 463	1 515	1 579	1 039	1 290	806
Services aux investisseurs et de trésorerie	597	566	561	587	631	624	620	671
Marchés des Capitaux ⁽²⁾	2 548	1 987	2 034	2 169	2 098	2 056	2 157	2 010
Services de soutien généraux ⁽²⁾	(79)	(91)	(89)	(84)	(85)	(154)	(124)	(141)
Total des revenus	12 836 \$	11 370 \$	11 544 \$	11 499 \$	11 589 \$	10 669 \$	11 025 \$	10 054 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit	419	499	425	426	514	353	346	274
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	1 614	654	1 046	1 160	1 225	494	925	421
Frais autres que d'intérêt	6 378	6 319	5 992	5 916	5 912	5 882	5 858	5 482
Bénéfice avant impôt	4 425 \$	3 898 \$	4 081 \$	3 997 \$	3 938 \$	3 940 \$	3 896 \$	3 877 \$
Impôt sur le résultat	916	692	818	767	766	690	787	817
Bénéfice net	3 509 \$	3 206 \$	3 263 \$	3 230 \$	3 172 \$	3 250 \$	3 109 \$	3 060 \$
Bénéfice par action – de base	2,41 \$	2,19 \$	2,23 \$	2,20 \$	2,15 \$	2,21 \$	2,10 \$	2,06 \$
– dilué	2,40	2,18	2,22	2,20	2,15	2,20	2,10	2,06
Taux d'imposition effectif	20,7 %	17,8 %	20,0 %	19,2 %	19,5 %	17,5 %	20,2 %	21,1 %
Moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en \$ US pour la période	0,760 \$	0,755 \$	0,754 \$	0,751 \$	0,749 \$	0,767 \$	0,767 \$	0,778 \$

(1) Les fluctuations du dollar canadien par rapport aux devises ont eu une incidence sur nos résultats consolidés pour la période.

(2) Majoration au montant imposable équivalent. Pour une analyse plus détaillée, voir la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation du rapport annuel 2019.

Fluctuations saisonnières

Des facteurs saisonniers pourraient se répercuter sur les résultats de certains trimestres. Le premier trimestre a été historiquement celui au cours duquel le secteur Marchés des Capitaux a affiché ses meilleurs résultats. Le deuxième trimestre compte quelques jours de moins que les autres, ce qui donne généralement lieu à une diminution du revenu net d'intérêt et de certains éléments de charges. Les troisième et quatrième trimestres comprennent les mois estivaux au cours desquels les activités des clients ralentissent, ce qui peut affaiblir les résultats des activités de courtage du secteur Marchés des Capitaux.

Analyse des tendances

Le bénéfice a, de façon générale, été à la hausse au cours de la période. Cependant, les résultats du premier trimestre de 2019 avaient été affaiblis par des conditions de marché difficiles au début de ces trois mois. L'incidence du change a également influé sur le bénéfice trimestriel.

Une forte croissance des volumes depuis le début de la période a accru les revenus du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises. L'élargissement des écarts tout au long de 2018 et au premier semestre de 2019 associé à la remontée des taux d'intérêt a été atténué par l'incidence soutenue des pressions concurrentielles sur les prix. Toutefois, de manière générale, les taux d'intérêt du marché ont fléchi dans la seconde partie de la période.

En règle générale, les revenus du secteur Gestion de patrimoine ont été en hausse essentiellement en raison de la croissance de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients, qui a bénéficié de l'appréciation des marchés et des ventes nettes. Le revenu net d'intérêt a également progressé pendant la majeure partie de la période, sous l'effet essentiellement de la croissance des volumes pendant la période et de l'incidence de l'augmentation des taux d'intérêt au début de la période. L'incidence des baisses de taux pratiquées par la Réserve fédérale a entraîné un rétrécissement des écarts pendant la seconde partie de la période. Un profit à la vente des activités de BlueBay dans le secteur de la dette privée a favorisé la hausse au quatrième trimestre de 2019. La variation de la juste valeur des couvertures liées à nos régimes de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, qui est compensée en grande partie dans les frais autres que d'intérêt, a également accentué les fluctuations des revenus au cours de la période.

Les revenus du secteur Assurances ont fluctué tout au long de la période, et ce, en raison surtout de l'incidence des variations de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance. Les revenus ont bénéficié de l'expansion des activités des secteurs Assurances – Canada et Assurances – International pendant la majeure partie de la période, à l'exception du fléchissement des ventes de rentes collectives, qui s'est répercuté sur les résultats du quatrième trimestre de 2019.

Les revenus du secteur Services aux investisseurs et de trésorerie ont, tout au long de la période, été touchés par les fluctuations des conditions de marché et des activités des clients. Au deuxième trimestre de 2018, les revenus s'étaient accrus en raison de la plus grande volatilité des marchés, en général, de l'intensification des activités des clients et de

l'accroissement des marges des dépôts des clients. Les revenus tirés de nos activités de financement et de gestion des liquidités avaient subi l'effet d'un nombre plus restreint d'occasions sur le marché monétaire au premier trimestre de 2019. Pendant la première moitié de 2019, nos services d'administration d'actifs avaient été marqués par des conditions de marché difficiles tandis qu'en deuxième moitié, ce sont plutôt le ralentissement des activités des clients et le repli des marges sur les dépôts des clients qui avaient influé sur ces services.

Les revenus du secteur Marchés des Capitaux dépendent fortement des conditions de marché qui influent sur les activités des clients dans nos secteurs Grandes entreprises et services de banque d'investissement et Marchés mondiaux et les résultats du premier trimestre sont généralement meilleurs que ceux des autres. Dans le deuxième trimestre de 2018, les activités d'origination de titres de participation ont été moins nombreuses à cause du ralentissement des marchés et des activités de négociation de titres à revenu fixe dans toutes les régions ainsi que de la baisse des revenus tirés des activités de négociation de titres de participation aux États-Unis. Quant au recul enregistré au quatrième trimestre de 2018, il a découlé surtout de la diminution des revenus tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe. L'activité des clients en 2019 a été touchée par les conditions de marché difficiles, ce qui s'est traduit par un repli des revenus tirés des frais bancaires d'investissement dans l'ensemble du secteur. Les conditions de marché difficiles ont également eu comme conséquence le repli des revenus tirés des activités de négociation de titres de participation dans la seconde moitié de 2019. Au premier trimestre de 2020, les conditions de marché ont été plus favorables et les activités des clients se sont intensifiées, ce qui a donné lieu à une hausse des revenus tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe et à une intensification des activités de fusion et acquisition.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs productifs a varié au cours de la période puisqu'elle est touchée par la croissance des volumes, les changements dans la qualité du crédit, les changements apportés aux modèles et les conditions macroéconomiques. Les dotations à la provision pour pertes de crédit liées aux actifs dépréciés ont été moins élevées et les recouvrements ont été plus élevés dans quelques secteurs pour la majeure partie de 2018, bien que les résultats du quatrième trimestre aient subi les conséquences de la restructuration de portefeuilles à la Barbade. Après des conditions de crédit généralement favorables en 2018, les pertes de crédit sont revenues à un niveau plus habituel vers la fin de 2019, même si, au premier trimestre de 2020, les dotations liées aux prêts douteux ont diminué dans les secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises et Gestion de patrimoine.

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont subi des fluctuations trimestrielles puisqu'ils reflètent la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance et l'expansion des activités, dont l'incidence des ventes de rentes collectives, facteurs qui sont en grande partie compensés dans les revenus. Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont également fluctué du fait de la sinistralité liée aux placements et des coûts des sinistres au cours de la période. Depuis la fin de 2018, les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont été touchés positivement par les renégociations de contrats de réassurance fructueuses. Les ajustements actuariels, qui surviennent habituellement au quatrième trimestre de l'exercice, ont également influé sur les résultats au chapitre des indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance.

Même si nous continuons de porter une attention soutenue à nos activités de gestion de l'efficacité, les frais autres que d'intérêt ont été à la hausse au cours de la période. La croissance de ces frais rend surtout compte de l'accroissement des coûts afin de soutenir l'expansion des activités et de nos investissements continus dans la technologie et coûts connexes, notamment le numérique, ainsi que de la hausse des coûts liés au personnel, ce qui inclut la rémunération variable. L'augmentation constatée au quatrième trimestre de 2019 reflète les indemnités de départ et coûts connexes associés au repositionnement de notre secteur Services aux investisseurs et de trésorerie.

Notre taux d'imposition effectif a fluctué au cours de la période, et ce, en raison surtout de divers niveaux d'ajustements fiscaux et des changements dans la composition du bénéfice. Les résultats du premier trimestre de 2019 tenaient compte d'une réduction de valeur des actifs d'impôt différé par suite d'un changement apporté au taux d'imposition des sociétés à la Barbade.

Situation financière

Bilans résumés

(en millions de dollars canadiens)	Aux	
	31 janvier 2020	31 octobre 2019
Actif		
Trésorerie et montants à recevoir de banques	34 120 \$	26 310 \$
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	31 331	38 345
Titres, déduction faite de la correction de valeur applicable (1)	266 667	249 004
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	324 187	306 961
Prêts		
Prêts de détail	430 841	426 086
Prêts de gros	202 238	195 870
Correction de valeur pour pertes sur prêts	(3 139)	(3 100)
Autres – Dérivés	93 982	101 560
– Autres (2)	96 077	87 899
Total de l'actif	1 476 304 \$	1 428 935 \$
Passif		
Dépôts	902 284 \$	886 005 \$
Autres – Dérivés	94 611	98 543
– Autres (2)	386 079	350 947
Débitures subordonnées	9 269	9 815
Total du passif	1 392 243	1 345 310
Capitaux propres attribuables aux actionnaires	83 955	83 523
Participations ne donnant pas le contrôle	106	102
Total des capitaux propres	84 061	83 625
Total du passif et des capitaux propres	1 476 304 \$	1 428 935 \$

(1) Inclut les titres de placement et les titres de négociation.

(2) Les postes Autres – Autres dans les actifs et passifs comprennent respectivement l'actif net des fonds distincts ou le passif net des fonds distincts.

Premier trimestre de 2020 par rapport au quatrième trimestre de 2019

Le total de l'actif a augmenté de 47 milliards de dollars, ou 3 %, par rapport au trimestre précédent. De cette hausse, une tranche de 6 milliards de dollars était attribuable à l'incidence du change.

La trésorerie et les montants à recevoir de banques ont grimpé de 8 milliards de dollars, ou 30 %, sous l'effet essentiellement de l'augmentation des dépôts auprès de banques centrales, ce qui rend compte de nos activités de gestion de trésorerie et de gestion des liquidités à court terme.

Les dépôts productifs d'intérêts auprès de banques se sont repliés de 7 milliards de dollars, ou 18 %, en raison du recul des dépôts auprès de banques centrales, ce qui rend compte de nos activités de gestion de trésorerie et de gestion des liquidités.

Les titres, déduction faite de la correction de valeur applicable, ont progressé de 18 milliards de dollars, ou 7 %, en raison surtout de la hausse des titres de créance d'État et des titres d'emprunt de sociétés, rendant essentiellement compte de nos activités de gestion des liquidités. L'augmentation des titres de participation détenus à des fins de transaction, reflet de conditions de marché favorables, a également contribué à l'accroissement précité.

Les actifs achetés en vertu de conventions de revente et les titres empruntés se sont élargis de 17 milliards de dollars, ou 6 %, et ce, en raison principalement de l'intensification des activités des clients et de la baisse de la compensation financière, facteurs en partie contrebalancés par nos activités de gestion des liquidités.

Les prêts (déduction faite de la correction de valeur pour pertes sur prêts) se sont accrus de 11 milliards de dollars, ou 2 %, en raison surtout de la croissance des volumes, laquelle a résulté de l'augmentation des prêts hypothécaires résidentiels et des prêts de gros.

Les actifs dérivés ont fléchi de 8 milliards de dollars, ou 7 %, ce qui s'explique surtout par la baisse de la juste valeur des contrats de change, atténuée par l'incidence du change.

Les autres actifs ont grimpé de 8 milliards de dollars, ou 9 %, en raison essentiellement d'un accroissement du montant comptabilisé au titre des locaux et du matériel ayant résulté de l'adoption d'IFRS 16. L'augmentation des engagements de clients en contrepartie d'acceptations, qui a résulté de la demande des clients, a également contribué à la hausse.

Le total du passif a crû de 47 milliards de dollars, ou 3 %. De cette hausse, une tranche de 6 milliards de dollars était attribuable au change.

Les dépôts ont progressé de 16 milliards de dollars, ou 2 %, sous l'effet d'une augmentation des dépôts de détail qui a résulté des activités des clients. L'accroissement des émissions de billets à terme fixe en raison des besoins de financement a également contribué à la hausse.

Les passifs dérivés ont fléchi de 4 milliards de dollars, ou 4 %, ce qui s'explique surtout par la diminution de la juste valeur des contrats de change, en partie contrebalancée par l'incidence du change et l'augmentation de la juste valeur des contrats de dérivés sur marchandises.

Les autres passifs se sont accrus de 35 milliards de dollars, ou 10 %, en raison surtout de la hausse des engagements liés aux conventions de rachat, hausse découlant de l'intensification des activités des clients et d'une compensation financière moins importante. L'accroissement des obligations locatives par suite de l'adoption d'IFRS 16 a également contribué à la hausse.

Arrangements hors bilan

Nous nous livrons, dans le cours normal de nos activités, à diverses transactions financières qui, aux fins comptables, ne sont pas inscrites dans nos bilans consolidés. Les transactions hors bilan sont généralement effectuées aux fins de gestion des risques, des fonds propres et du financement, à la fois pour notre propre compte et pour celui des clients. Il peut s'agir en l'occurrence de transactions avec des entités structurées et de l'émission de garanties. Ces transactions donnent lieu à des risques divers tels que les risques de marché, de crédit, et de liquidité et de financement, à l'égard desquels une analyse est présentée à la rubrique Gestion du risque du présent rapport aux actionnaires portant sur le premier trimestre de 2020. Nos transactions hors bilan importantes sont décrites aux pages 52 à 54 de notre rapport annuel 2019.

Gestion du risque

Risque de crédit

Le risque de crédit correspond au risque de perte causée par l'incapacité possible ou la réticence d'un débiteur à s'acquitter de ses obligations contractuelles au moment opportun. Le risque de crédit peut découler directement du risque de défaillance d'un débiteur principal, indirectement d'un débiteur secondaire, d'un risque hors bilan, d'un risque de crédit éventuel ou d'un risque transactionnel.

Notre cadre de gestion du risque de crédit ainsi que les politiques qui le sous-tendent ont pour objet de définir clairement les rôles et les responsabilités, les pratiques acceptables, les limites et les contrôles clés. Aucun changement important n'a été apporté à notre cadre de gestion du risque de crédit, tel qu'il est décrit dans notre rapport annuel 2019.

Risque de crédit par portefeuille, par secteur et par secteur géographique

Le tableau qui suit présente notre risque de crédit conformément aux catégories réglementaires définies par l'accord de Bâle et reflète notre exposition en cas de défaillance (ECD). Le classement de nos secteurs cadre avec notre vision du risque de crédit par secteur.

(en millions de dollars canadiens)	Aux							31 octobre 2019
	31 janvier 2020							
	Risque de crédit (1)			Risque de contrepartie (2)				
	Montant au bilan	Montant hors bilan (3)		Mise en pension de titres	Dérivés	Risque total	Risque total	
	Engagements inutilisés	Autres (4)						
Prêts de détail								
Prêts résidentiels garantis (5)	319 702 \$	83 450 \$	– \$	– \$	– \$	403 152 \$	380 872 \$	
Prêts renouvelables admissibles (6)	26 763	64 893	–	–	–	91 656	100 364	
Autres prêts de détail	62 431	12 853	69	–	–	75 353	75 094	
Total des prêts de détail	408 896 \$	161 196 \$	69 \$	– \$	– \$	570 161 \$	556 330 \$	
Prêts de gros								
Exploitations agricoles	9 309 \$	1 755 \$	49 \$	– \$	85 \$	11 198 \$	10 953 \$	
Industrie automobile	9 948	6 742	288	–	971	17 949	18 215	
Services bancaires	36 104	1 963	586	46 870	20 707	106 230	112 425	
Consommation discrétionnaire	15 243	8 815	566	–	563	25 187	25 912	
Biens de consommation de base	5 509	6 992	516	–	1 110	14 127	15 523	
Pétrole et gaz	7 701	10 522	1 422	–	1 516	21 161	21 767	
Services financiers	28 729	20 529	2 861	121 807	19 355	193 281	188 893	
Produits de financement	2 886	845	518	165	715	5 129	3 258	
Produits forestiers	1 592	677	107	–	35	2 411	2 280	
Administrations publiques	140 065	5 614	1 390	9 768	6 216	163 053	130 005	
Produits industriels	7 778	7 751	621	–	634	16 784	17 239	
Technologie de l'information	6 609	5 462	244	22	1 966	14 303	12 901	
Placements	17 032	2 785	406	11	287	20 521	19 945	
Mines et métaux	1 871	3 809	859	–	294	6 833	7 012	
Travaux publics et infrastructure	1 581	1 904	367	–	211	4 063	4 096	
Immobilier et autres	64 739	13 048	1 329	–	970	80 086	75 652	
Autres services	25 501	11 814	988	8	1 592	39 903	40 167	
Télécommunications et médias	5 071	9 060	95	–	2 250	16 476	16 481	
Transport	5 878	5 652	1 991	–	1 919	15 440	15 932	
Services publics	8 696	16 840	4 128	–	4 064	33 728	36 035	
Autres secteurs	1 506	317	2	27	19 927	21 779	21 973	
Total des prêts de gros	403 348 \$	142 896 \$	19 333 \$	178 678 \$	85 387 \$	829 642 \$	796 664 \$	
Risque total (7)	812 244 \$	304 092 \$	19 402 \$	178 678 \$	85 387 \$	1 399 803 \$	1 352 994 \$	
Par secteur géographique (8)								
Canada	559 439 \$	232 987 \$	10 027 \$	67 920 \$	41 801 \$	912 174 \$	888 839 \$	
États-Unis	165 668	52 967	8 099	53 249	17 428	297 411	289 330	
Europe	49 760	15 496	1 140	45 730	21 250	133 376	123 891	
Autres pays	37 377	2 642	136	11 779	4 908	56 842	50 934	
Risque total (7)	812 244 \$	304 092 \$	19 402 \$	178 678 \$	85 387 \$	1 399 803 \$	1 352 994 \$	

(1) L'ECD liée aux expositions standards est présentée déduction faite de la correction de valeur des actifs dépréciés, et l'ECD associée aux expositions fondées sur des notations internes est présentée avant déduction de la correction de valeur pour pertes de crédit et des sorties du bilan partielles, conformément aux définitions données dans la réglementation.

(2) L'ECD associée au risque de contrepartie reflète le risque calculé après compensation. Dans le cas des mises en pension, les sûretés sont prises en compte dans l'ECD dans la mesure autorisée par les lignes directrices réglementaires.

(3) L'ECD au titre des engagements de crédit inutilisés et d'autres montants hors bilan est présentée après application des facteurs de conversion du crédit.

(4) Inclut les autres éléments hors bilan, telles les lettres de crédit et les garanties.

(5) Inclut les prêts hypothécaires résidentiels et les marges de crédit sur valeur nette.

(6) Inclut les prêts sur cartes de crédit, les marges de crédit non garanties ainsi que les produits de protection contre les découverts.

(7) Ne tient pas compte de la titrisation, des titres de participation du portefeuille d'intermédiation bancaire ni des autres actifs qui ne sont pas assujettis à l'approche standard ou à celle fondée sur les notations internes.

(8) Le profil géographique est déterminé en fonction du pays de résidence de l'emprunteur.

Premier trimestre de 2020 par rapport au quatrième trimestre de 2019

Le risque de crédit total s'est accru de 47 milliards de dollars, ou 3 %, par rapport au trimestre précédent, ce qui s'explique essentiellement par une hausse des titres et une croissance du volume des prêts et acceptations.

Le risque de crédit lié aux prêts de détail a augmenté de 14 milliards de dollars, ou 2 %, ce qui est attribuable à la croissance du volume du portefeuille de prêts résidentiels garantis, atténuée par une diminution du portefeuille de prêts renouvelables admissibles.

Le risque de crédit lié aux prêts de gros a grimpé de 33 milliards de dollars, ou 4 %, résultat qui tient principalement à une hausse des titres, au nombre accru de transactions de mise en pension de titres et aux dérivés.

Sur le plan géographique, notre risque de crédit est demeuré sensiblement le même qu'au trimestre précédent. Notre risque lié au Canada, aux États-Unis, à l'Europe et aux autres pays s'est établi respectivement à 65 %, 21 %, 10 % et 4 % (respectivement à 66 %, 21 %, 9 % et 4 % au 31 octobre 2019).

Risque net lié à l'Europe par pays, par type d'actif et par type de client ^{(1), (2)}

(en millions de dollars canadiens)	Aux								31 octobre 2019
	31 janvier 2020								
	Type d'actif				Type de client				
Prêts en cours	Titres ⁽³⁾	Mise en pension de titres	Dérivés	Institutions financières	Organismes souverains	Grandes entreprises	Total	Total	
Royaume-Uni	9 183 \$	15 131 \$	402 \$	4 313 \$	13 181 \$	6 830 \$	9 018 \$	29 029 \$	23 487 \$
Allemagne	2 273	5 967	3	349	4 491	1 338	2 763	8 592	7 227
France	1 097	9 225	33	204	1 400	8 340	819	10 559	9 211
Total Royaume-Uni, Allemagne, France	12 553 \$	30 323 \$	438 \$	4 866 \$	19 072 \$	16 508 \$	12 600 \$	48 180 \$	39 925 \$
Irlande	775 \$	50 \$	492 \$	51 \$	759 \$	1 \$	608 \$	1 368 \$	1 467 \$
Italie	106	384	–	7	68	353	76	497	821
Portugal	–	13	35	–	48	–	–	48	67
Espagne	305	174	1	45	156	–	369	525	520
Total – pays périphériques	1 186 \$	621 \$	528 \$	103 \$	1 031 \$	354 \$	1 053 \$	2 438 \$	2 875 \$
Luxembourg	2 702 \$	8 004 \$	94 \$	44 \$	1 703 \$	7 520 \$	1 621 \$	10 844 \$	11 723 \$
Pays-Bas	1 191	1 010	49	400	981	–	1 669	2 650	2 250
Norvège	133	1 985	27	40	1 872	119	194	2 185	2 553
Suède	281	2 714	17	36	1 593	1 100	355	3 048	2 225
Suisse	990	3 083	123	185	719	2 701	961	4 381	5 308
Autres	1 809	2 331	196	162	1 567	1 312	1 619	4 498	4 818
Total – autres pays d'Europe	7 106 \$	19 127 \$	506 \$	867 \$	8 435 \$	12 752 \$	6 419 \$	27 606 \$	28 877 \$
Risque net lié à l'Europe ^{(4), (5)}	20 845 \$	50 071 \$	1 472 \$	5 836 \$	28 538 \$	29 614 \$	20 072 \$	78 224 \$	71 677 \$

- (1) Le profil géographique est basé sur le pays où survient le risque, ce qui reflète notre évaluation du risque géographique associé à un risque donné. Il s'agit en général du lieu de résidence de l'emprunteur.
- (2) Les risques sont calculés selon la juste valeur, déduction faite de la valeur des sûretés, lesquelles représentent 157,6 milliards de dollars donnés en garantie à l'égard des mises en pension de titres (120,5 milliards au 31 octobre 2019) et 10,2 milliards à l'égard des dérivés (11,4 milliards au 31 octobre 2019).
- (3) Les titres comprennent des titres détenus à des fins de transaction de 8,7 milliards de dollars (9,4 milliards au 31 octobre 2019), des dépôts de 27,6 milliards (22,5 milliards au 31 octobre 2019) et des titres d'emprunt comptabilisés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global de 13,7 milliards (12,9 milliards au 31 octobre 2019).
- (4) Exclut un risque de 2,5 milliards de dollars (1,5 milliard au 31 octobre 2019) lié aux organismes supranationaux, surtout au Luxembourg.
- (5) Reflète une tranche de 2,6 milliards de dollars au titre de l'atténuation des risques au moyen de swaps sur défaillance, qui sont généralement utilisés pour couvrir les risques liés à une seule entreprise et le risque de marché (1,0 milliard au 31 octobre 2019).

Premier trimestre de 2020 par rapport au quatrième trimestre de 2019

Le risque de crédit net lié à l'Europe a augmenté de 6,5 milliards de dollars par rapport au trimestre précédent, et ce, en raison surtout de la hausse des dépôts auprès de banques centrales, principalement au Royaume-Uni et en France.

Notre portefeuille de prêts aux grandes entreprises en Europe est géré à l'échelle mondiale, et les normes en matière de souscription reflètent la même approche que celle adoptée au Canada et aux États-Unis pour ce qui est de l'utilisation de notre bilan. Le montant de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts se chiffrait à 23 millions de dollars pour le trimestre à l'étude. Le ratio du montant brut des prêts douteux de ce portefeuille de prêts a augmenté de 17 p.b. par rapport au dernier trimestre pour s'établir à 61 p.b., et ce, principalement dans le secteur du pétrole et du gaz.

Prêts hypothécaires résidentiels et marges de crédit sur valeur nette (assurés et non assurés)

Les prêts hypothécaires résidentiels et les marges de crédit sur valeur nette sont garantis par des immeubles résidentiels. Les tableaux ci-après présentent la répartition par secteur géographique.

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Au 31 janvier 2020					
	Prêts hypothécaires résidentiels					Marges de crédit sur valeur nette
	Assurés (1)		Non assurés		Total	Total
Secteur géographique (2)						
Canada						
Provinces de l'Atlantique	7 658 \$	51 %	7 352 \$	49 %	15 010 \$	1 795 \$
Québec	12 120	35	22 894	65	35 014	3 387
Ontario	35 339	27	97 354	73	132 693	16 173
Alberta	20 474	53	18 452	47	38 926	6 152
Saskatchewan et Manitoba	8 842	49	9 335	51	18 177	2 286
Colombie-Britannique et territoires	14 370	27	38 972	73	53 342	8 018
Total – Canada (3)	98 803 \$	34 %	194 359 \$	66 %	293 162 \$	37 811 \$
États-Unis (4)	–	–	18 098	100	18 098	1 644
Autres pays (4)	6	–	2 938	100	2 944	1 366
Total – pays	6 \$	– %	21 036 \$	100 %	21 042 \$	3 010 \$
Total	98 809 \$	31 %	215 395 \$	69 %	314 204 \$	40 821 \$

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Au 31 octobre 2019					
	Prêts hypothécaires résidentiels					Marges de crédit sur valeur nette
	Assurés (1)		Non assurés		Total	Total
Secteur géographique (2)						
Canada						
Provinces de l'Atlantique	7 715 \$	52 %	7 169 \$	48 %	14 884 \$	1 838 \$
Québec	12 385	36	22 091	64	34 476	3 512
Ontario	36 195	28	92 947	72	129 142	16 585
Alberta	20 688	53	18 143	47	38 831	6 324
Saskatchewan et Manitoba	8 951	49	9 238	51	18 189	2 363
Colombie-Britannique et territoires	14 711	28	37 534	72	52 245	8 267
Total – Canada (3)	100 645 \$	35 %	187 122 \$	65 %	287 767 \$	38 889 \$
États-Unis (4)	1	–	17 011	100	17 012	1 652
Autres pays (4)	5	–	3 307	100	3 312	1 373
Total – pays	6 \$	– %	20 318 \$	100 %	20 324 \$	3 025 \$
Total	100 651 \$	33 %	207 440 \$	67 %	308 091 \$	41 914 \$

- (1) Les prêts hypothécaires résidentiels assurés sont des prêts hypothécaires pour lesquels le risque de défaillance auquel nous sommes exposés est atténué par l'assurance souscrite auprès de la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) ou d'autres sociétés d'assurance indépendantes.
- (2) Le secteur géographique est déterminé selon l'adresse où se trouve la propriété grevée d'un prêt hypothécaire. Les provinces de l'Atlantique comprennent Terre-Neuve-et-Labrador, l'Île-du-Prince-Édouard, la Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick; la Colombie-Britannique et les territoires comprennent la Colombie-Britannique, le Nunavut, les Territoires du Nord-Ouest et le Yukon.
- (3) Le total consolidé des prêts hypothécaires résidentiels au Canada de 293 milliards de dollars (288 milliards au 31 octobre 2019) comprend essentiellement des prêts hypothécaires résidentiels de 268 milliards (263 milliards au 31 octobre 2019) et des prêts hypothécaires commerciaux de 7 milliards (7 milliards au 31 octobre 2019), dont une tranche de 4 milliards (4 milliards au 31 octobre 2019) est garantie, tous dans le secteur Services bancaires canadiens, ainsi que des prêts hypothécaires résidentiels de 18 milliards (18 milliards au 31 octobre 2019) dans le secteur Marchés des Capitaux, qui sont détenus à des fins de titrisation.
- (4) Les marges de crédit sur valeur nette comprennent les prêts à terme garantis par des prêts hypothécaires résidentiels.

Les marges de crédit sur valeur nette ne sont pas assurées et sont présentées dans les prêts aux particuliers. Au 31 janvier 2020, les marges de crédit sur valeur nette du secteur Services bancaires canadiens se chiffraient à 38 milliards de dollars (39 milliards au 31 octobre 2019).

Prêts hypothécaires résidentiels par période d'amortissement

Le tableau ci-après présente un sommaire du pourcentage des prêts hypothécaires résidentiels qui sont classés dans les périodes d'amortissement restantes selon les paiements effectués par les clients, qui comprennent des paiements plus élevés que le montant contractuel minimal ou des paiements plus fréquents.

Période d'amortissement	Aux					
	31 janvier 2020			31 octobre 2019		
	Canada	États-Unis et autres pays	Total	Canada	États-Unis et autres pays	Total
25 ans ou moins	72 %	36 %	69 %	72 %	38 %	70 %
De 25 à 30 ans	24	64	27	24	62	26
De 30 à 35 ans	3	–	3	3	–	3
Plus de 35 ans	1	–	1	1	–	1
Total	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %

Ratio prêt-valeur moyen

Le tableau ci-après présente un sommaire du ratio prêt-valeur moyen des nouveaux prêts hypothécaires résidentiels, des prêts hypothécaires résidentiels non assurés acquis et des produits de la gamme Marge Proprio, par secteur géographique.

Secteur géographique (3)	Pour les trimestres clos			
	le 31 janvier 2020		le 31 octobre 2019	
	Non assurés			
	Prêts hypothécaires résidentiels (1)	Produits de la gamme Marge Proprio (2)	Prêts hypothécaires résidentiels (1)	Produits de la gamme Marge Proprio (2)
Provinces de l'Atlantique	74 %	74 %	74 %	74 %
Québec	72	73	72	73
Ontario	71	67	71	68
Alberta	72	71	73	72
Saskatchewan et Manitoba	74	75	74	75
Colombie-Britannique et territoires	68	65	69	65
États-Unis	73	n.s.	74	n.s.
Autres pays	71	n.s.	71	n.s.
Moyenne des nouveaux prêts et des prêts acquis pour la période (4), (5)	71 %	68 %	71 %	69 %
Total du portefeuille de prêts hypothécaires résidentiels du secteur Services bancaires canadiens (6)	58 %	50 %	57 %	50 %

(1) Les prêts hypothécaires résidentiels excluent les prêts hypothécaires résidentiels faisant partie des produits de la gamme Marge Proprio.

(2) Les produits de la gamme Marge Proprio comprennent des prêts hypothécaires résidentiels et des marges de crédit sur valeur nette.

(3) Le secteur géographique est déterminé selon l'adresse où se trouve la propriété grevée d'un prêt hypothécaire. Les provinces de l'Atlantique comprennent Terre-Neuve-et-Labrador, l'Île-du-Prince-Édouard, la Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick; la Colombie-Britannique et les territoires comprennent la Colombie-Britannique, le Nunavut, les Territoires du Nord-Ouest et le Yukon.

(4) Nous calculons le ratio prêt-valeur moyen concernant les nouveaux prêts hypothécaires résidentiels, les prêts hypothécaires résidentiels non assurés acquis et les produits de la gamme Marge Proprio sur une base pondérée, selon le montant du prêt hypothécaire lors de l'origination.

(5) En ce qui a trait aux nouveaux prêts hypothécaires et aux produits de la gamme Marge Proprio, le ratio prêt-valeur est calculé en fonction du montant total de la facilité aux fins des prêts hypothécaires résidentiels et des produits de la gamme Marge Proprio divisé par la valeur des propriétés résidentielles connexes.

(6) Pondéré selon les soldes des prêts hypothécaires et ajusté pour tenir compte des valeurs des propriétés basées sur l'indice composite de prix des maisons Teranet – Banque Nationale.

n.s. non significatif

Rendement au chapitre de la qualité du crédit

Les tableaux et analyses suivants, qui portent sur le rendement au chapitre de la qualité du crédit, fournissent de l'information sur les prêts, lesquels englobent les prêts, les acceptations et les engagements, ainsi que sur les autres actifs financiers.

Dotation à la provision pour pertes de crédit

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos		
	le 31 janvier 2020	le 31 octobre 2019	le 31 janvier 2019
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	343 \$	393 \$	347 \$
Gestion de patrimoine	(2)	34	26
Marchés des Capitaux	80	78	143
Services de soutien généraux et autres	–	–	–
Dotation à la provision pour pertes de crédit – prêts	421 \$	505 \$	516 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit – autres actifs financiers	(2)	(6)	(2)
Total de la dotation à la provision pour pertes de crédit	419 \$	499 \$	514 \$
La dotation à la provision pour pertes de crédit comprend ce qui suit :			
Prêts de détail	34 \$	47 \$	33 \$
Prêts de gros	49	24	60
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts productifs	83 \$	71 \$	93 \$
Prêts de détail	271 \$	290 \$	269 \$
Prêts de gros	67	144	154
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux	338 \$	434 \$	423 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit – prêts	421 \$	505 \$	516 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,26 %	0,32 %	0,34 %
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,21 %	0,27 %	0,28 %

Information supplémentaire par secteur géographique (1)

Canada			
Prêts hypothécaires résidentiels	10 \$	9 \$	10 \$
Prêts aux particuliers	129	133	121
Prêts sur cartes de crédit	137	139	116
Prêts aux petites entreprises	12	11	5
Prêts de détail	288	292	252
Prêts de gros	6	76	41
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux	294 \$	368 \$	293 \$
États-Unis			
Prêts de détail	(2)\$	5 \$	2 \$
Prêts de gros	55	49	110
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux	53 \$	54 \$	112 \$
Autres pays			
Prêts de détail	(15)\$	(7)\$	15 \$
Prêts de gros	6	19	3
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux	(9)\$	12 \$	18 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux	338 \$	434 \$	423 \$

(1) Les données d'ordre géographique s'appuient sur le lieu de résidence de l'emprunteur.

Premier trimestre de 2020 par rapport au premier trimestre de 2019

Le total de la dotation à la provision pour pertes de crédit a été de 419 millions de dollars. La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts s'est établie à 421 millions, en baisse de 95 millions de dollars, ou 18 %, par rapport à l'exercice précédent, en raison surtout de la diminution des dotations des secteurs Marchés des Capitaux et Gestion de patrimoine. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts s'est établi à 26 p.b., en baisse de 8 p.b.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts productifs s'est chiffrée à 83 millions de dollars, en baisse de 10 millions, ce qui rend compte surtout de la diminution des dotations des secteurs Marchés des Capitaux et Gestion de patrimoine, atténuée en bonne partie par l'accroissement des dotations du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux a été de 338 millions de dollars, soit une diminution de 85 millions, en raison du repli des dotations des secteurs Marchés des Capitaux, Services bancaires aux particuliers et aux entreprises et Gestion de patrimoine.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises a diminué de 4 millions de dollars, ou 1 %, ce qui a résulté du recul des dotations liées aux prêts douteux dans les portefeuilles de prêts aux entreprises des secteurs Services bancaires dans les Antilles et Services bancaires canadiens, en partie contrebalancé par l'augmentation des dotations liées aux prêts douteux dans nos portefeuilles de prêts de détail du secteur Services bancaires canadiens. Cette baisse a essentiellement été annulée par la hausse des dotations liées aux prêts productifs attribuable surtout à des changements défavorables de la qualité du crédit, principalement dans nos portefeuilles du secteur Services bancaires canadiens.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts du secteur Gestion de patrimoine a baissé de 28 millions de dollars, essentiellement dans le secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National), du fait surtout de la baisse des dotations liées aux prêts productifs, ce qui s'explique par la présence, à l'exercice précédent, de facteurs macroéconomiques défavorables. La diminution des dotations liées aux prêts douteux a également contribué à ce repli, en raison surtout d'une dotation à l'égard du secteur de la consommation discrétionnaire à l'exercice précédent et de recouvrements plus élevés au cours du trimestre à l'étude.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts du secteur Marchés des Capitaux a reculé de 63 millions de dollars, ou 44 %, ce qui s'explique principalement par le recul des dotations liées aux prêts douteux attribuable essentiellement à une dotation à l'égard du secteur des services publics à l'exercice précédent, en partie contrebalancée par les dotations liées aux prêts douteux à l'exercice à l'étude, notamment à l'égard du secteur du pétrole et du gaz. La baisse des dotations liées aux prêts productifs a également contribué à cette baisse, les dotations de l'exercice considéré reflétant une incidence des facteurs macroéconomiques défavorables moins importante qu'à l'exercice précédent.

Premier trimestre de 2020 par rapport au quatrième trimestre de 2019

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts s'est établie à 421 millions de dollars, en baisse de 84 millions de dollars, ou 17 %, par rapport au trimestre précédent, sous l'effet de la baisse des dotations dans les secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises et Gestion de patrimoine. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts a diminué de 6 p.b.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts productifs s'est établie à 83 millions de dollars, en hausse de 12 millions, ce qui rend compte de l'accroissement des dotations dans le secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux s'est chiffrée à 338 millions de dollars, soit un repli de 96 millions, ce qui traduit la baisse des dotations dans les secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises et Gestion de patrimoine.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises a fléchi de 50 millions de dollars, ou 13 %, ce qui reflète surtout le repli des dotations liées aux prêts douteux dans nos portefeuilles de prêts aux entreprises des secteurs Services bancaires canadiens et Services bancaires dans les Antilles, baisse en partie contrebalancée par l'augmentation des dotations liées aux prêts productifs dans le secteur Services bancaires canadiens. La hausse des dotations liées aux prêts productifs du secteur Services bancaires canadiens est attribuable à l'évolution défavorable des facteurs macroéconomiques et à l'incidence d'une actualisation favorable des modèles au trimestre précédent, ce qui a été en partie annulé par des changements défavorables dans la qualité du crédit.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts du secteur Gestion de patrimoine a diminué de 36 millions de dollars, ce qui s'explique par la baisse des dotations liées aux prêts douteux dans le secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National), en raison surtout des dotations à l'égard du secteur de la consommation discrétionnaire au trimestre précédent et des recouvrements plus élevés au cours du trimestre à l'étude.

Montant brut des prêts douteux

	Aux		
	31 janvier 2020	31 octobre 2019	31 janvier 2019
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)			
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	1 689 \$	1 712 \$	1 653 \$
Gestion de patrimoine	344	266	223
Marchés des Capitaux	903	998	906
Services de soutien généraux et autres	—	—	—
Total du montant brut des prêts douteux	2 936 \$	2 976 \$	2 782 \$
Canada (1)			
Prêts de détail	816 \$	788 \$	749 \$
Prêts de gros	709	678	407
Montant brut des prêts douteux	1 525	1 466	1 156
États-Unis (1)			
Prêts de détail	31 \$	36 \$	30 \$
Prêts de gros	793	869	949
Montant brut des prêts douteux	824	905	979
Autres pays (1)			
Prêts de détail	235 \$	272 \$	331 \$
Prêts de gros	352	333	316
Montant brut des prêts douteux	587	605	647
Total du montant brut des prêts douteux	2 936 \$	2 976 \$	2 782 \$
Prêts douteux, solde au début de la période	2 976 \$	2 990 \$	2 183 \$
Classés comme douteux au cours de la période (nouveaux prêts douteux) (2)	713	768	1 133
Remboursements nets (2)	(304)	(206)	(99)
Montants sortis du bilan	(399)	(461)	(377)
Autres (2), (3)	(50)	(115)	(58)
Prêts douteux, solde à la fin de la période	2 936 \$	2 976 \$	2 782 \$
Montant brut des prêts douteux en pourcentage des prêts et acceptations			
Total du montant brut des prêts douteux en pourcentage des prêts et acceptations	0,45 %	0,46 %	0,46 %
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	0,36 %	0,37 %	0,37 %
Services bancaires canadiens	0,29 %	0,29 %	0,26 %
Services bancaires dans les Antilles	4,46 %	5,05 %	6,54 %
Gestion de patrimoine	0,48 %	0,39 %	0,37 %
Marchés des Capitaux	0,89 %	1,02 %	0,90 %

(1) Les données d'ordre géographique s'appuient sur le lieu de résidence de l'emprunteur.

(2) Certaines variations du montant brut des prêts douteux liées aux portefeuilles de prêts de détail et de prêts de gros du secteur Services bancaires canadiens sont généralement attribuées aux nouveaux prêts douteux, car les montants relatifs aux prêts de nouveau productifs, aux remboursements nets, aux prêts vendus et aux écarts de change et autres variations ne peuvent pas être raisonnablement déterminés. Certaines variations du montant brut des prêts douteux liées aux portefeuilles de prêts de détail et de prêts de gros du secteur Services bancaires dans les Antilles sont généralement attribuées aux remboursements nets et aux nouveaux prêts douteux, car les montants relatifs aux prêts de nouveau productifs, aux prêts vendus et aux écarts de change et autres variations ne peuvent pas être raisonnablement déterminés.

(3) Tient compte des prêts de nouveau productifs pour la période, des recouvrements au titre des prêts et avances sortis du bilan précédemment, des prêts vendus et des écarts de change et autres variations.

Premier trimestre de 2020 par rapport au premier trimestre de 2019

Le total du montant brut des prêts douteux s'est chiffré à 2 936 millions de dollars, en hausse de 154 millions, ou 6 %, par rapport à l'exercice précédent, ce qui reflète l'augmentation des prêts douteux dans les secteurs Gestion de patrimoine et Services bancaires aux particuliers et aux entreprises. Le ratio total du montant brut des prêts douteux, à savoir 45 p.b., s'est amélioré de 1 p.b.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises a augmenté de 36 millions de dollars, ou 2 %, ce qui s'explique par l'accroissement des prêts douteux dans les portefeuilles de prêts aux entreprises et de prêts de détail du secteur Services bancaires canadiens, atténué par la diminution des prêts douteux dans les portefeuilles du secteur Services bancaires dans les Antilles.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Gestion de patrimoine s'est accru de 121 millions de dollars, ou 54 %, ce qui est en bonne partie attribuable à l'augmentation des prêts douteux dans le secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National), en particulier dans les secteurs des biens de consommation de base et de la consommation discrétionnaire.

Premier trimestre de 2020 par rapport au quatrième trimestre de 2019

Le total du montant brut des prêts douteux s'est chiffré à 2 936 millions de dollars, en baisse de 40 millions, ou 1 %, par rapport au trimestre précédent, et le ratio total du montant brut des prêts douteux, à savoir 45 p.b., s'est amélioré de 1 p.b., ce qui rend compte de la diminution des prêts douteux dans les secteurs Marchés des Capitaux et Services bancaires aux particuliers et aux entreprises, contrebalancée en partie par l'accroissement des prêts douteux dans le secteur Gestion de patrimoine.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises a fléchi de 23 millions de dollars, ou 1 %, ce qui s'explique par la diminution des prêts douteux dans le secteur Services bancaires dans les Antilles, atténuée par l'augmentation des prêts douteux dans nos portefeuilles du secteur Services bancaires canadiens.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Gestion de patrimoine a augmenté de 78 millions de dollars, ou 29 %, sous l'effet essentiellement de l'accroissement des prêts douteux dans le secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National), particulièrement dans les secteurs des biens de consommation de base et de la consommation discrétionnaire.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Marchés des Capitaux s'est replié de 95 millions de dollars, ou 10 %, en raison surtout de remboursements effectués essentiellement dans le secteur du pétrole et du gaz, baisse qui a été atténuée par de nouveaux prêts douteux dans quelques secteurs.

Correction de valeur pour pertes de crédit

(en millions de dollars canadiens)	Aux		
	31 janvier 2020	31 octobre 2019	31 janvier 2019
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	2 714 \$	2 710 \$	2 604 \$
Gestion de patrimoine	254	252	202
Marchés des Capitaux	501	455	464
Services de soutien généraux et autres	2	2	3
Correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts	3 471 \$	3 419 \$	3 273 \$
Correction de valeur pour pertes de crédit liée aux autres actifs financiers	43	45	69
Total de la correction de valeur pour pertes de crédit	3 514 \$	3 464 \$	3 342 \$
La correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts comprend ce qui suit :			
Prêts de détail	1 910 \$	1 886 \$	1 785 \$
Prêts de gros	746	701	693
Correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts productifs	2 656 \$	2 587 \$	2 478 \$
Correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts douteux	815	832	795

Information supplémentaire par secteur géographique (1)

Canada			
Prêts de détail	200 \$	187 \$	176 \$
Prêts de gros	153	172	111
Correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts douteux	353 \$	359 \$	287 \$
États-Unis			
Prêts de détail	2 \$	1 \$	2 \$
Prêts de gros	159	141	226
Correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts douteux	161 \$	142 \$	228 \$
Autres pays			
Prêts de détail	129 \$	156 \$	169 \$
Prêts de gros	172	175	111
Correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts douteux	301 \$	331 \$	280 \$
Correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts douteux	815 \$	832 \$	795 \$

(1) Les données d'ordre géographique s'appuient sur le lieu de résidence de l'emprunteur.

Premier trimestre de 2020 par rapport au premier trimestre de 2019

Le total de la correction de valeur pour pertes de crédit s'est établi à 3 514 millions de dollars, en hausse de 172 millions, ou 5 %, par rapport à l'exercice précédent, ce qui reflète essentiellement une augmentation de 198 millions de la correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts.

La correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts productifs, d'un montant de 2 656 millions de dollars, s'est accrue de 178 millions par rapport à il y a un an, ce qui rend compte surtout de l'augmentation de la correction de valeur pour pertes de crédit des secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises et Gestion de patrimoine, qui découle pour l'essentiel de la croissance des volumes et des changements défavorables de la qualité du crédit, facteurs atténués par des changements favorables des facteurs macroéconomiques.

La correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts douteux, d'un montant de 815 millions de dollars, a augmenté de 20 millions par rapport à il y a un an, en raison de l'augmentation de la correction de valeur pour pertes de crédit des secteurs Gestion de patrimoine et Marchés des Capitaux, contrebalancée en partie par la diminution de la correction de valeur pour pertes de crédit du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises.

Premier trimestre de 2020 par rapport au quatrième trimestre de 2019

Le total de la correction de valeur pour pertes de crédit s'est établi à 3 514 millions de dollars, en hausse de 50 millions, ou 1 %, par rapport au trimestre précédent, ce qui reflète une augmentation de 52 millions de la correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts.

La correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts productifs, d'un montant de 2 656 millions de dollars, a été supérieure de 69 millions à celle du trimestre précédent, ce qui rend compte de l'augmentation de la correction de valeur pour pertes de crédit des secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises et Marchés des Capitaux, sous l'effet essentiellement de la croissance des volumes et de changements défavorables des facteurs macroéconomiques.

La correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts douteux, d'un montant de 815 millions de dollars, a diminué de 17 millions par rapport au trimestre précédent, en raison surtout de la baisse de la correction de valeur pour pertes de crédit du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises, atténuée par l'augmentation de la correction de valeur pour pertes de crédit du secteur Marchés des Capitaux.

Pour plus de détails, se reporter à la note 5 de nos états financiers résumés.

Risque de marché

Le risque de marché s'entend de l'incidence des prix du marché sur notre situation financière, notamment les profits ou les pertes potentiels découlant des fluctuations de variables déterminées par le marché telles que les taux d'intérêt, les écarts de taux, le cours des actions, les prix des marchandises, les taux de change et les volatilités implicites. Il n'y a eu aucun changement significatif touchant notre cadre de gestion du risque de marché depuis celui décrit dans notre rapport annuel 2019. Nous continuons de gérer les contrôles et les procédures de gouvernance qui servent à nous assurer que les risques de marché auxquels nous sommes exposés cadrent avec les contraintes relatives à l'appétit pour le risque établies par le Conseil d'administration. Ces contrôles prévoient des plafonds relatifs aux mesures fondées sur des probabilités utilisées pour déterminer les pertes potentielles des positions liées aux activités de négociation, telles que la valeur à risque (« VAR ») et la valeur à risque en période de tensions (« VAR en période de tensions »).

Des contrôles du risque de marché sont aussi mis en place pour gérer le risque de taux d'intérêt structurel découlant de produits bancaires traditionnels. Les facteurs qui contribuent au risque de taux d'intérêt structurel incluent la non-concordance des dates de modification futures des taux des actifs et des passifs, les modifications relatives des taux des actifs et des passifs, et les caractéristiques des produits qui pourraient avoir une incidence sur le calendrier prévu des flux de trésorerie, telles que les options de remboursement anticipé de prêts ou de remboursement des dépôts à terme avant leur échéance contractuelle. Afin d'assurer la surveillance et le contrôle du risque de taux d'intérêt structurel, nous évaluons deux principaux paramètres financiers, soit le risque lié au revenu net d'intérêt et le risque lié à la valeur économique des capitaux propres, en fonction de divers chocs et scénarios touchant le marché. Pour plus de détails sur notre approche de gestion du risque de marché, se reporter à la rubrique Risque de marché de notre rapport annuel 2019. Il n'y a eu aucun changement important à la méthode de mesure du risque de taux d'intérêt structurel ni aux contrôles et plafonds relatifs à cette mesure, depuis ceux décrits dans notre rapport annuel 2019.

Évaluations du risque de marché – Positions évaluées à la juste valeur par le biais du résultat net

VAR et VAR en période de tensions

Le tableau ci-après présente les données ayant trait à la VAR liée à la gestion du risque de marché et la VAR en période de tensions liée à la gestion du risque de marché.

(en millions de dollars canadiens)	31 janvier 2020				31 octobre 2019		31 janvier 2019	
	Pour le trimestre clos à cette date				Pour le trimestre clos à cette date		Pour le trimestre clos à cette date	
	Aux	Moyenne	Haut	Bas	Aux	Moyenne	Aux	Moyenne
Titres de participation	22 \$	20 \$	33 \$	14 \$	22 \$	21 \$	20 \$	22 \$
Change	3	2	4	1	3	3	4	6
Marchandises	1	2	3	1	2	2	2	3
Taux d'intérêt (1)	13	13	19	11	13	15	14	16
Risque de crédit spécifique (2)	6	5	6	4	5	5	5	5
Effet de diversification (3)	(18)	(17)	n.s.	n.s.	(17)	(17)	(15)	(18)
VAR liée à la gestion du risque de marché	27 \$	25 \$	35 \$	18 \$	28 \$	29 \$	30 \$	34 \$
VAR en période de tensions liée à la gestion du risque de marché	95 \$	84 \$	105 \$	72 \$	85 \$	100 \$	113 \$	123 \$

(1) Le risque lié à l'écart de taux général et le risque lié à l'écart de financement associé aux dérivés non garantis sont inclus dans la VAR liée aux taux d'intérêt.

(2) Le risque spécifique de crédit tient compte de la volatilité de l'écart de taux lié à chaque émetteur.

(3) La VAR liée à la gestion du risque de marché est inférieure à la somme des VAR individuelles par facteur de risque, en raison de la diversification du portefeuille.
n.s. non significatif

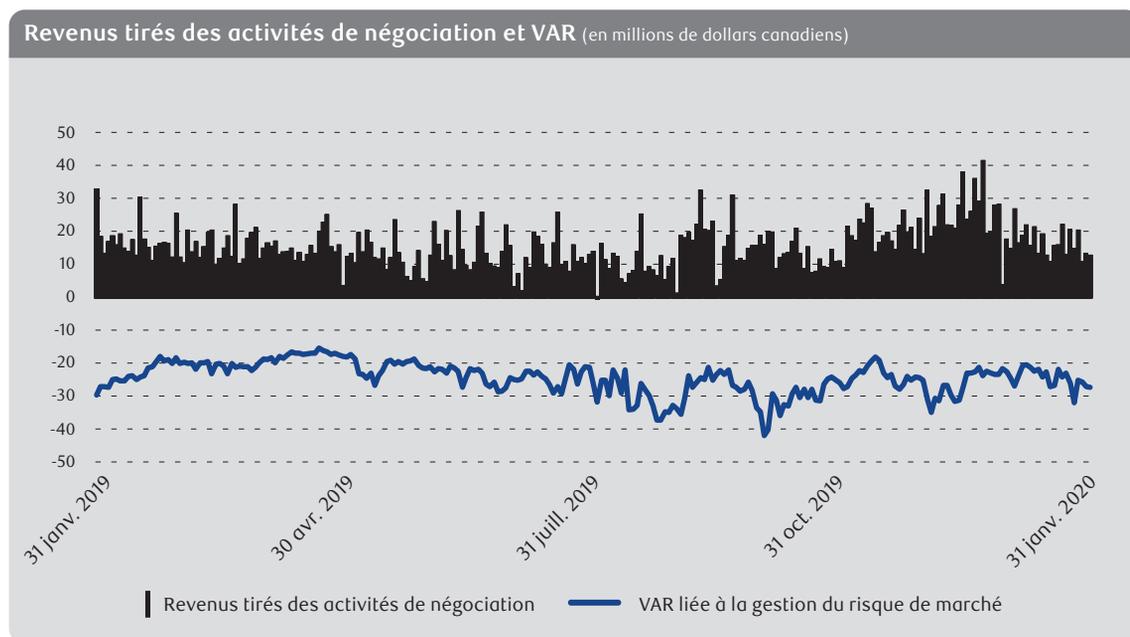
Premier trimestre de 2020 par rapport au premier trimestre de 2019

La moyenne de la VAR liée à la gestion du risque de marché s'est établie à 25 millions de dollars, en baisse de 9 millions, et la moyenne de la VAR en période de tensions s'est établie à 84 millions, soit une diminution de 39 millions par rapport à il y a un an, en raison surtout de l'incidence de la diminution de la volatilité du marché en général et de la réduction de la moyenne des placements de nos portefeuilles de titres à revenu fixe au cours du trimestre à l'étude.

Premier trimestre de 2020 par rapport au quatrième trimestre de 2019

La moyenne de la VAR liée à la gestion du risque de marché s'est établie à 25 millions de dollars, en baisse de 4 millions, et la moyenne de la VAR en période de tensions s'est chiffrée à 84 millions, en baisse de 16 millions par rapport au trimestre précédent, ce qui s'explique essentiellement par la diminution de la volatilité du marché en général et par une réduction de la moyenne des placements dans nos portefeuilles de titres à revenu fixe au cours du trimestre à l'étude.

Le graphique ci-après illustre nos profits et pertes de négociation quotidiens (graphique à barres), ainsi que notre VAR quotidienne liée à la gestion du risque de marché (graphique linéaire). Nous n'avons subi aucune perte de négociation nette au cours du trimestre clos le 31 janvier 2020 et une (1) journée de pertes totalisant 0,4 million de dollars au cours du trimestre clos le 31 octobre 2019, montant qui n'a pas dépassé la VAR cette journée-là.



Évaluations du risque de marché – Actifs et passifs de RBC Assurances®

Nous offrons une vaste gamme de produits d'assurance à nos clients et détenons des placements afin de pouvoir respecter nos obligations futures au titre des polices d'assurance. Les placements à l'appui des provisions techniques sont principalement des actifs à revenu fixe désignés comme étant évalués à la juste valeur par le biais du résultat net. Par conséquent, les variations de la juste valeur de ces actifs sont comptabilisées dans l'état consolidé du résultat net et sont en grande partie neutralisées par les variations de la juste valeur des provisions techniques, dont l'incidence est reflétée dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance. Au 31 janvier 2020, nous détenons des actifs à l'appui de passifs d'assurance de 12,3 milliards de dollars (11,4 milliards au 31 octobre 2019).

Évaluations du risque de marché – Sensibilités au risque de taux d'intérêt structurel

Le tableau suivant présente l'incidence potentielle avant impôt sur notre bilan structurel d'une augmentation ou d'une diminution immédiate et soutenue de 100 p.b. des taux d'intérêt sur le revenu net d'intérêt et sur la valeur économique des capitaux propres prévus sur une période de 12 mois, en présupant qu'aucune opération de couverture supplémentaire n'est effectuée. Dans le cas de scénarios de baisse des taux, des taux planchers sont appliqués, et ceux-ci sont établis en fonction des mouvements de taux à l'échelle mondiale. Les mesures du risque de taux d'intérêt sont fondées sur les risques de taux d'intérêt à un moment donné et elles changent continuellement en raison de nos activités commerciales et des mesures prises par la direction.

(en millions de dollars canadiens)	31 janvier 2020						31 octobre 2019		31 janvier 2019	
	Risque lié à la valeur économique des capitaux propres			Risque lié au revenu net d'intérêt (1)			Risque lié à la valeur économique des capitaux propres	Risque lié au revenu net d'intérêt (1)	Risque lié à la valeur économique des capitaux propres	Risque lié au revenu net d'intérêt (1)
	Incidence – dollar canadien	Incidence – dollar américain (2)	Total	Incidence – dollar canadien	Incidence – dollar américain (2)	Total				
Incidence avant impôt d'une :										
augmentation des taux de 100 p.b.	(1 334)\$	(230)\$	(1 564)\$	377 \$	91 \$	468 \$	(1 356)\$	479 \$	(1 019)\$	487 \$
diminution des taux de 100 p.b.	1 243	(100)	1 143	(508)	(119)	(627)	920	(637)	549	(617)

(1) Représente le risque lié au revenu net d'intérêt sur 12 mois découlant d'une variation instantanée et soutenue des taux d'intérêt.

(2) Représente l'incidence sur le risque de taux d'intérêt structurel des portefeuilles détenus par City National et nos services bancaires aux États-Unis.

Au 31 janvier 2020, un choc immédiat et soutenu constituant une diminution de 100 p.b. aurait eu une incidence négative de 627 millions de dollars sur notre revenu net d'intérêt, en baisse par rapport à 637 millions au trimestre précédent. Un choc immédiat et soutenu constituant une augmentation de 100 p.b. au 31 janvier 2020 aurait eu une incidence négative de 1 564 millions de dollars sur la valeur économique des capitaux propres de la banque, en hausse par rapport à 1 356 millions au trimestre précédent. D'un trimestre à l'autre, la variation de la sensibilité du revenu net d'intérêt a été stable et celle liée à la valeur économique des capitaux propres résulte surtout de la croissance de notre bilan structurel. Pendant le premier

trimestre de 2020, le risque de taux d'intérêt structurel, le risque lié au revenu net d'intérêt et celui lié à la valeur économique des capitaux propres sont demeurés largement dans les limites approuvées.

Évaluations du risque de marché concernant les autres portefeuilles d'activités autres que de négociation significatifs

Titres de placement comptabilisés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global

Les titres de placement comptabilisés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global que nous détenons s'établissaient à 77,5 milliards de dollars au 31 janvier 2020, comparativement à 57,7 milliards de dollars au trimestre précédent. Nous détenons des titres d'emprunt comptabilisés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global principalement à des fins de placement, ainsi que de gestion du risque de liquidité et de couverture du risque de taux d'intérêt liés à nos activités bancaires autres que de négociation dans notre bilan. Au 31 janvier 2020, notre portefeuille de titres de placement comptabilisés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global était sensible aux fluctuations des taux d'intérêt, les autres éléments du résultat global pourraient ainsi subir l'incidence d'une variation de valeur avant impôt de 8 millions de dollars, ce qui correspondait à la variation de la valeur des titres découlant d'une augmentation parallèle d'un (1) point de base des rendements. Le portefeuille nous exposait également au risque lié à l'écart de taux, lequel représentait une variation de valeur avant impôt de 22 millions de dollars, ce qui correspondait à la variation de la valeur découlant de l'élargissement d'un (1) point de base des écarts de taux. La valeur des titres de placement comptabilisés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global pris en compte dans l'évaluation du risque de taux d'intérêt structurel au 31 janvier 2020 s'établissait à 11,5 milliards de dollars. Nos titres de placement comptabilisés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global comprenaient également des positions en capitaux propres de 0,5 milliard de dollars au 31 janvier 2020, contre 0,4 milliard de dollars au trimestre précédent.

Risque de change lié aux activités autres que de négociation

Le risque de change correspond à l'incidence défavorable possible des fluctuations des taux de change sur le bénéfice et la valeur économique. Nos revenus, nos charges et notre bénéfice libellés en devises autres que le dollar canadien sont assujettis aux fluctuations de la moyenne du dollar canadien par rapport à la moyenne de chacune de ces devises. Notre exposition la plus importante concerne le dollar américain, en raison des activités que nous exerçons aux États-Unis et de nos autres opérations conclues en dollars américains. Nous sommes également considérablement exposés à la livre sterling et à l'euro, du fait de nos activités dans ces monnaies à l'échelle mondiale. L'appréciation ou la dépréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain, à la livre sterling ou à l'euro pourrait accroître ou contracter, selon le cas, la valeur convertie de nos revenus, charges et bénéfices libellés en devises et avoir une incidence importante sur nos résultats d'exploitation. Nous sommes aussi exposés au risque de change découlant de nos placements dans des établissements étrangers. Dans le cas des placements en titres de participation qui ne font pas l'objet d'une opération de couverture, lorsque le dollar canadien s'apprécie par rapport à d'autres monnaies, les pertes de change latentes sur les placements étrangers nets donnent lieu à une diminution de nos capitaux propres, par l'entremise des autres composantes des capitaux propres, et à une réduction de la valeur convertie de l'actif pondéré en fonction des risques relativement aux actifs libellés en devises. La situation inverse se produit lorsque le dollar canadien se déprécie par rapport à des devises. Nous tenons donc compte de ces répercussions lorsque nous déterminons le niveau approprié de nos placements dans des établissements étrangers qui doivent faire l'objet d'une opération de couverture.

Dérivés liés aux activités autres que de négociation

Nous avons aussi recours à des dérivés pour couvrir les risques de marché non liés à nos activités de négociation. Le cas échéant, nous choisissons d'appliquer à leur égard la comptabilité de couverture. Ces dérivés sont pris en compte dans notre évaluation du risque de taux d'intérêt structurel et dans d'autres évaluations du risque de marché concernant les activités internes autres que de négociation. Nous avons recours à des swaps de taux d'intérêt pour gérer notre risque lié au taux d'intérêt structurel ainsi que pour les activités de financement et d'investissement. Nous avons aussi recours à des swaps de taux d'intérêt pour couvrir la variation de la juste valeur de certains instruments à taux fixe. Nous utilisons également des dérivés de change pour gérer le risque relativement aux placements en titres de capitaux propres dans des filiales qui sont libellés en devises, particulièrement ceux qui sont libellés en dollars américains, en livres sterling et en euros.

Pour plus de détails sur l'application de la comptabilité de couverture et l'utilisation de dérivés aux fins des activités de couverture, se reporter aux notes 2 et 8 de nos états financiers consolidés annuels de 2019.

Lien entre le risque de marché et les principales données figurant au bilan

Les tableaux ci-après illustrent le lien entre les principales données figurant au bilan et les positions incluses dans les informations fournies à l'égard du risque de marché lié aux activités de négociation et du risque de marché lié aux activités autres que de négociation, ce qui illustre la façon dont nous gérons le risque de marché lié à nos actifs et passifs à l'aide de différentes évaluations du risque.

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 janvier 2020			
	Montant figurant au bilan	Évaluation du risque de marché		Risque principal lié aux activités autres que de négociation
		Risque lié aux activités de négociation (1)	Risque lié aux activités autres que de négociation (2)	
Actifs exposés au risque de marché				
Trésorerie et montants à recevoir de banques	34 120 \$	– \$	34 120 \$	Taux d'intérêt
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	31 331	19 166	12 165	Taux d'intérêt
Titres				
Titres détenus à des fins de transaction	145 015	134 046	10 969	Taux d'intérêt, écart de taux
Titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable	121 652	–	121 652	Taux d'intérêt, écart de taux, cours des actions
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	324 187	261 216	62 971	Taux d'intérêt
Prêts				
Prêts de détail	430 841	7 285	423 556	Taux d'intérêt
Prêts de gros	202 238	8 901	193 337	Taux d'intérêt
Correction de valeur pour pertes sur prêts	(3 139)	–	(3 139)	Taux d'intérêt
Actif net des fonds distincts	1 788	–	1 788	Taux d'intérêt
Autres				
Dérivés	93 982	91 622	2 360	Taux d'intérêt, écart de change
Autres actifs	82 679	5 315	77 364	Taux d'intérêt
Actifs non exposés au risque de marché (3)	11 610			
Total de l'actif	1 476 304 \$	527 551 \$	937 143 \$	
Passifs exposés au risque de marché				
Dépôts	902 284 \$	95 918 \$	806 366 \$	Taux d'intérêt
Passif des fonds distincts	1 788	–	1 788	Taux d'intérêt
Autres				
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	35 624	35 624	–	
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	254 391	247 170	7 221	
Dérivés	94 611	92 527	2 084	Taux d'intérêt
Autres passifs	81 258	9 107	72 151	Taux d'intérêt, écart de change
Débitures subordonnées	9 269	–	9 269	Taux d'intérêt
Passifs non exposés au risque de marché (4)	13 018			Taux d'intérêt
Total du passif	1 392 243 \$	480 346 \$	898 879 \$	
Total des capitaux propres	84 061 \$			
Total du passif et des capitaux propres	1 476 304 \$			

(1) Le risque lié aux activités de négociation comprend les positions qui sont classées ou désignées comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net et les positions pour lesquelles les profits et pertes de réévaluation sont comptabilisés dans les revenus. Les évaluations du risque de marché liées à la VAR et à la VAR en période de tensions et les simulations de crise servent de contrôles des risques pour le risque lié aux activités de négociation.

(2) Le risque lié aux activités autres que de négociation comprend les positions utilisées aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel et d'autres portefeuilles d'activités autres que de négociation. Les autres portefeuilles d'activités autres que de négociation significatifs comprennent les positions liées à RBC Assurances® et les titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable, non pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel.

(3) Les actifs non exposés au risque de marché comprennent un montant de 11 610 millions de dollars au titre des immobilisations corporelles et d'autres actifs.

(4) Les passifs non exposés au risque de marché comprennent des passifs liés à la paie et d'autres passifs d'un montant de 13 018 millions de dollars.

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 octobre 2019			Risque principal lié aux activités autres que de négociation
	Montant figurant au bilan	Évaluation du risque de marché		
		Risque lié aux activités de négociation (1)	Risque lié aux activités autres que de négociation (2)	
Actifs exposés au risque de marché				
Trésorerie et montants à recevoir de banques	26 310 \$	– \$	26 310 \$	Taux d'intérêt
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	38 345	22 287	16 058	Taux d'intérêt
Titres				
Titres détenus à des fins de transaction	146 534	136 609	9 925	Taux d'intérêt, écart de taux
Titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable	102 470	–	102 470	Taux d'intérêt, écart de taux, cours des actions
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	306 961	246 068	60 893	Taux d'intérêt
Prêts				
Prêts de détail	426 086	10 876	415 210	Taux d'intérêt
Prêts de gros	195 870	7 111	188 759	Taux d'intérêt
Correction de valeur pour pertes sur prêts	(3 100)	–	(3 100)	Taux d'intérêt
Actif net des fonds distincts	1 663	–	1 663	Taux d'intérêt
Autres				
Dérivés	101 560	99 318	2 242	Taux d'intérêt, écart de change
Autres actifs	79 802	4 648	75 154	Taux d'intérêt
Actifs non exposés au risque de marché (3)	6 434			
Total de l'actif	1 428 935 \$	526 917 \$	895 584 \$	
Passifs exposés au risque de marché				
Dépôts	886 005 \$	99 137 \$	786 868 \$	Taux d'intérêt
Passif des fonds distincts	1 663	–	1 663	Taux d'intérêt
Autres				
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	35 069	35 069	–	
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	226 586	218 612	7 974	Taux d'intérêt
Dérivés	98 543	96 512	2 031	Taux d'intérêt, écart de change
Autres passifs	79 040	8 918	70 122	Taux d'intérêt
Débitures subordonnées	9 815	–	9 815	Taux d'intérêt
Passifs non exposés au risque de marché (4)	8 589			
Total du passif	1 345 310 \$	458 248 \$	878 473 \$	
Total des capitaux propres	83 625 \$			
Total du passif et des capitaux propres	1 428 935 \$			

- (1) Le risque lié aux activités de négociation comprend les positions qui sont classées ou désignées comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net et les positions pour lesquelles les profits et pertes de réévaluation sont comptabilisés dans les revenus. Les évaluations du risque de marché liées à la VAR et à la VAR en période de tensions et les simulations de crise servent de contrôles des risques pour le risque lié aux activités de négociation.
- (2) Le risque lié aux activités autres que de négociation comprend les positions utilisées aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel et d'autres portefeuilles d'activités autres que de négociation. Les autres portefeuilles d'activités autres que de négociation significatifs comprennent les positions liées à RBC Assurances® et les titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable, non pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel.
- (3) Les actifs non exposés au risque de marché comprennent un montant de 6 434 millions de dollars au titre des immobilisations corporelles et d'autres actifs.
- (4) Les passifs non exposés au risque de marché comprennent des passifs liés à la paie et d'autres passifs d'un montant de 8 589 millions de dollars.

Risque de liquidité et de financement

Le risque de liquidité et de financement (risque de liquidité) est le risque que nous ne soyons pas en mesure de générer en temps opportun et de façon rentable la trésorerie et les équivalents de trésorerie nécessaires pour satisfaire à nos engagements lorsqu'ils deviennent exigibles. Le risque de liquidité résulte de la non-concordance de l'échéancier et de la valeur des flux de trésorerie, en ce qui concerne tant les éléments figurant au bilan que ceux hors bilan.

Notre cadre de gestion du risque de liquidité est structuré de manière à nous procurer les liquidités suffisantes pour satisfaire aux engagements courants et éventuels en temps normal et en période de crise. Il n'y a eu aucun changement significatif touchant notre cadre de gestion du risque de liquidité décrit dans notre rapport annuel 2019.

Nous continuons de maintenir une position de liquidité et de financement qui est appropriée aux fins de l'exécution de notre stratégie. Le risque de liquidité auquel nous sommes exposés demeure largement dans les limites de notre appétit pour le risque.

Conformément à la ligne directrice sur les normes de liquidité révisée, l'exigence minimale pour le ratio de liquidité à long terme prescrite par le BSIF, soit 100 %, est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2020. Le ratio de liquidité à long terme est établi en fonction des caractéristiques de liquidité et du profil des échéances de nos actifs, passifs et autres éléments hors bilan et vise à atténuer le risque de financement structurel en exigeant des banques qu'elles conservent un excédent de liquidités à long terme disponibles. Nous ne prévoyons pas avoir de difficulté à nous conformer à cette exigence. La publication du ratio de liquidité à long terme consolidé et de ses principales composantes sera obligatoire à compter du 31 janvier 2021 pour les banques canadiennes d'importance systémique intérieure.

Réserve de liquidités

Notre réserve de liquidités est constituée d'actifs liquides non grevés disponibles ainsi que de facilités de crédit non engagées et inutilisées consenties par des banques centrales auxquelles nous pouvons accéder dans des circonstances

exceptionnelles, dans la mesure où certaines conditions préalables établies par les diverses banques centrales (p. ex., la Banque du Canada, la Réserve fédérale, la Banque d'Angleterre et la Banque de France) sont respectées.

Les actifs liquides non grevés représentent à différents degrés une source de financement à laquelle nous pouvons rapidement avoir accès. Les actifs non grevés représentent l'écart entre le total des actifs et les actifs grevés, qu'ils figurent au bilan ou non. En revanche, à l'égard du risque de liquidité, les actifs grevés ne sont pas considérés comme une source de liquidités disponibles.

Notre capacité inutilisée en matière de financement de gros, laquelle est évaluée régulièrement, pourrait constituer une autre source de liquidités pour atténuer des périodes de tensions, mais nous ne la prenons pas en considération pour le calcul de la réserve de liquidités.

	Au 31 janvier 2020				
	Actifs liquides détenus par la banque	Titres reçus en garantie dans le cadre des transactions de financement de titres et des transactions sur dérivés	Total des actifs liquides	Actifs liquides grevés	Actifs liquides non grevés
(en millions de dollars canadiens)					
Trésorerie et montants à recevoir de banques	34 120 \$	– \$	34 120 \$	2 899 \$	31 221 \$
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	31 331	–	31 331	331	31 000
Titres émis ou garantis par des organismes souverains, des banques centrales ou des banques multilatérales de développement (1)	221 047	327 977	549 024	381 064	167 960
Autres titres	97 168	116 376	213 544	93 188	120 356
Lignes de crédit inutilisées accordées par des banques centrales (2)	7 679	–	7 679	–	7 679
Autres actifs admissibles à titre de garanties pour obtenir un escompte (3)	107 727	–	107 727	–	107 727
Autres actifs liquides (4)	21 955	–	21 955	20 993	962
Total des actifs liquides	521 027 \$	444 353 \$	965 380 \$	498 475 \$	466 905 \$

	Au 31 octobre 2019				
	Actifs liquides détenus par la banque	Titres reçus en garantie dans le cadre des transactions de financement de titres et des transactions sur dérivés	Total des actifs liquides	Actifs liquides grevés	Actifs liquides non grevés
(en millions de dollars canadiens)					
Trésorerie et montants à recevoir de banques	26 310 \$	– \$	26 310 \$	2 860 \$	23 450 \$
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	38 345	–	38 345	329	38 016
Titres émis ou garantis par des organismes souverains, des banques centrales ou des banques multilatérales de développement (1)	206 960	311 019	517 979	345 753	172 226
Autres titres	90 026	115 261	205 287	96 184	109 103
Lignes de crédit inutilisées accordées par des banques centrales (2)	9 534	–	9 534	–	9 534
Autres actifs admissibles à titre de garanties pour obtenir un escompte (3)	109 327	–	109 327	–	109 327
Autres actifs liquides (4)	21 732	–	21 732	21 316	416
Total des actifs liquides	502 234 \$	426 280 \$	928 514 \$	466 442 \$	462 072 \$

	Aux	
	31 janvier 2020	31 octobre 2019
(en millions de dollars canadiens)		
Banque Royale du Canada	232 799 \$	224 063 \$
Succursales à l'étranger	64 856	71 062
Filiales	169 250	166 947
Total des actifs liquides non grevés	466 905 \$	462 072 \$

(1) Inclut les titres liquides émis par des gouvernements provinciaux et des entités parrainées par le gouvernement américain et dont le gouvernement fédéral des États-Unis est le curateur (p. ex., la Federal National Mortgage Association et la Federal Home Loan Mortgage Corporation).

(2) Inclut les prêts qui sont admissibles à titre de garanties pour la facilité d'escompte dont nous disposons à la Federal Reserve Bank of New York (FRBNY). Les montants sont présentés à la valeur nominale et pourraient être assujettis aux exigences en matière de marges de nantissement appliquées par la FRBNY afin de déterminer la valeur de la garantie ou la capacité d'emprunt. L'accès au programme d'emprunt sur la facilité d'escompte est tributaire du respect des exigences établies par la FRBNY. En outre, il est entendu que les emprunts sont rares et attribuables à des circonstances inhabituelles nécessitant des arrangements temporaires.

(3) Représente notre portefeuille de prêts autres qu'hypothécaires non grevés en dollars canadiens (à la valeur nominale) qui pourrait, sous réserve du respect des conditions préalables à l'emprunt et de l'application des exigences en matière de marges de nantissement prescrites, être donné en garantie à la Banque du Canada en vue d'obtenir des avances en vertu de son programme d'aide d'urgence. Ce programme n'est pas considéré comme une source de liquidités disponibles dans notre profil de risque de liquidité normal, mais pourrait, dans des circonstances exceptionnelles, lorsque la liquidité normale sur le marché est gravement perturbée, nous permettre, ainsi qu'à d'autres banques, de monétiser les actifs admissibles à titre de garanties afin de satisfaire aux exigences et d'atténuer toute perturbation supplémentaire des liquidités sur le marché. Le solde comprend également nos prêts hypothécaires non grevés admissibles en tant que garanties auprès d'une Federal Home Loan Bank (FHLB).

(4) Le montant des actifs liquides grevés représente les garanties en espèces et les dépôts de garantie obligatoires en espèces qui ont été fournis en lien avec des transactions visant des dérivés négociés hors cote et en Bourse.

D'ordinaire, la réserve de liquidités reflète surtout l'activité bancaire courante des clients, alors que les portefeuilles d'actifs liquides s'ajustent aux fluctuations des soldes de trésorerie, mais elle dépend aussi de l'activité des marchés financiers; en effet, les stratégies d'entreprises et les entrées-sorties de clients peuvent également modifier l'ajout ou la soustraction d'actifs liquides utilisés dans le calcul global de la réserve de liquidités. La réserve de liquidités est également tributaire de la Trésorerie générale puisque, dans le cadre des activités de gestion d'émission de titres d'emprunt, ce sont les réserves qui permettent d'absorber les écarts entre l'émission de titres d'emprunt et le déploiement d'activités.

Premier trimestre de 2020 par rapport au quatrième trimestre de 2019

Le total des actifs liquides s'est accru de 37 milliards de dollars, ou 4 %, en raison surtout de la hausse des titres figurant au bilan et des titres reçus en garantie aux termes de conventions de revente et de transactions sur swaps de garantie.

L'augmentation des garanties obtenues a cependant été annulée par une hausse correspondante des garanties accordées en lien avec des actifs liquides grevés en raison de transactions de rachat et sur swaps de garantie.

Charges grevant les actifs

Le tableau ci-dessous présente un aperçu des montants figurant au bilan et des montants hors bilan au titre de la trésorerie, des titres et des autres actifs et indique ceux qui sont grevés ainsi que ceux qui sont disponibles à la vente ou qui peuvent être donnés à titre de garantie dans le cadre de transactions de financement garanti. Les autres actifs, tels que les prêts hypothécaires et les créances sur cartes de crédit, peuvent aussi être monétisés, mais cela nécessite un plus long délai d'exécution que pour les titres négociables. Au 31 janvier 2020, nos actifs non grevés et pouvant être donnés en garantie représentaient 28 % du total de l'actif (29 % au 31 octobre 2019).

Charges grevant les actifs

(en millions de dollars canadiens)	Aux									
	31 janvier 2020					31 octobre 2019				
	Actifs grevés		Actifs non grevés			Actifs grevés		Actifs non grevés		
	Donnés en garantie	Autres (1)	Pouvant être donnés en garantie (2)	Autres (3)	Total	Donnés en garantie	Autres (1)	Pouvant être donnés en garantie (2)	Autres (3)	Total
Trésorerie et montants à recevoir de banques	– \$	2 899 \$	31 221 \$	– \$	34 120 \$	– \$	2 860 \$	23 450 \$	– \$	26 310 \$
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	–	331	31 000	–	31 331	–	329	38 016	–	38 345
Titres										
Titres détenus à des fins de transaction	44 278	–	98 240	2 497	145 015	44 431	–	99 420	2 683	146 534
Titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable	16 481	–	105 122	49	121 652	16 376	–	86 045	49	102 470
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés (4)	432 249	23 468	34 221	5 578	495 516	399 013	22 793	49 325	5 214	476 345
Prêts										
Prêts de détail										
Titres hypothécaires	30 834	–	41 281	–	72 115	31 345	–	40 401	–	71 746
Prêts hypothécaires	49 997	–	21 210	170 882	242 089	42 103	–	22 598	171 644	236 345
Prêts autres qu'hypothécaires	7 129	–	59 583	49 925	116 637	7 094	–	62 204	48 697	117 995
Prêts de gros	–	–	35 226	167 012	202 238	–	–	34 882	160 988	195 870
Correction de valeur pour pertes sur prêts	–	–	–	(3 139)	(3 139)	–	–	–	(3 100)	(3 100)
Actif net des fonds distincts	–	–	–	1 788	1 788	–	–	–	1 663	1 663
Autres										
Dérivés	–	–	–	93 982	93 982	–	–	–	101 560	101 560
Autres (5)	20 993	–	962	72 334	94 289	21 316	–	416	64 504	86 236
Total de l'actif	601 961 \$	26 698 \$	458 066 \$	560 908 \$	1 647 633 \$	561 678 \$	25 982 \$	456 757 \$	553 902 \$	1 598 319 \$

(1) Inclut les actifs qui ne peuvent pas être utilisés pour obtenir un financement garanti en raison de restrictions juridiques ou d'autre nature.

(2) Inclut les prêts qui pourraient être utilisés afin de garantir les avances consenties par les banques centrales. Notre portefeuille de prêts autres qu'hypothécaires non grevés en dollars canadiens (à la valeur nominale) pourrait, sous réserve du respect des conditions préalables à l'emprunt et de l'application des exigences en matière de marges de nantissement prescrites, être donné en garantie à la Banque du Canada en vue d'obtenir des avances en vertu de son programme d'aide d'urgence. Représente également nos prêts hypothécaires non grevés qui sont admissibles à titre de garanties auprès d'une FHLB. Nous déposons également en garantie des prêts qui sont admissibles à titre de garanties au titre de la facilité d'escompte dont nous disposons à la FRBNY. Le programme d'aide d'urgence et d'autres facilités de la banque centrale ne sont pas considérés comme des sources de liquidités disponibles dans notre profil de risque de liquidité normal. Toutefois, en période de crise exceptionnelle et aiguë de liquidités sur le marché, les banques pourraient monétiser des actifs qui remplissent les conditions de sûreté.

(3) Les autres actifs non grevés ne sont assujettis à aucune restriction en ce qui a trait à leur recours pour obtenir du financement ou à leur utilisation à titre de garantie, mais ils ne seront pas considérés comme facilement disponibles, car ils pourraient ne pas être acceptables par les banques centrales ou conformément à d'autres programmes de prêts.

(4) Inclut les actifs liquides détenus par la banque et les titres reçus en garantie dans le cadre de financement de titres hors bilan, de transactions sur dérivés et de prêts sur marges. Comprend des garanties de 23,5 milliards de dollars (22,8 milliards au 31 octobre 2019) reçues dans le cadre d'opérations de revente qui ne peuvent pas être redonnées en gage dans leur forme juridique actuelle.

(5) Le montant des actifs donnés en garantie représente les garanties en espèces et les dépôts de garantie obligatoires qui ont été fournis en lien avec des transactions visant des dérivés négociés hors cote et en Bourse.

Financement

Stratégie de financement

Le financement de base, qui inclut le capital, les passifs liés au financement de gros à long terme et un portefeuille diversifié de dépôts de particuliers et, dans une moindre mesure, de dépôts d'entreprises et de dépôts institutionnels, constitue l'assise de notre position de liquidité structurelle.

Profil des dépôts et du financement

Au 31 janvier 2020, les dépôts fondés sur les relations, qui constituent la principale source de financement des prêts de détail et des prêts hypothécaires, s'établissaient à 601 milliards de dollars, ou 50 % du total du financement (594 milliards, ou 51 %, au 31 octobre 2019). La tranche restante est composée de financement de gros à court terme et à long terme.

Le financement des actifs très liquides se compose principalement d'un financement de gros à court terme qui reflète la période de monétisation de ces actifs. Le financement de gros à long terme sert principalement à financer les actifs de gros qui sont moins liquides et à soutenir des réserves d'actifs liquides.

Le 18 avril 2018, le ministère des Finances a publié ses règlements sur la recapitalisation interne en vertu de la *Loi sur la Société d'assurance-dépôts du Canada* (SADC) et de la *Loi sur les banques*, qui sont entrés en vigueur le 23 septembre 2018. La dette à long terme de premier rang émise par la Banque depuis le 23 septembre 2018, inclusivement, ayant une échéance initiale supérieure à 400 jours et étant négociable, sous réserve de certaines exceptions, est assujettie au régime de recapitalisation interne des banques canadiennes. Aux termes de ce régime, si le surintendant des institutions financières détermine qu'une banque pourrait ne plus être viable, le gouverneur en conseil peut, sur recommandation du ministre des Finances, lorsque ce dernier juge qu'il en va de l'intérêt du public, ordonner que la SADC convertisse une partie ou la totalité de certaines actions et de certains passifs de cette banque en actions ordinaires. Au 31 janvier 2020, la valeur nominale des titres d'emprunt à long terme émis et en cours qui étaient assujettis à la conversion en vertu du régime de recapitalisation interne s'élevait à 26 684 millions de dollars (20 320 millions au 31 octobre 2019).

Pour plus de détails sur le financement de gros, se reporter au tableau de la composition du financement de gros ci-dessous.

Émission de titres d'emprunt à long terme

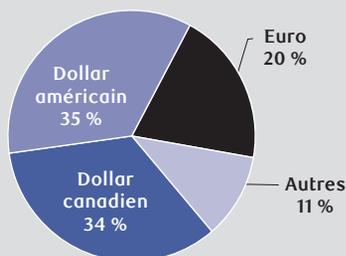
Nos activités de financement de gros sont bien diversifiées tant sur le plan géographique que sur le plan des secteurs d'investissement, des instruments, des devises, de la structure et des échéances. Nous maintenons notre présence dans différents marchés de financement, ce qui nous permet de surveiller continuellement les faits nouveaux et les tendances qui se manifestent, de manière à cibler les opportunités ou les risques et à prendre sans délai les mesures qui s'imposent. Nous avons recours à des programmes enregistrés d'émission de titres d'emprunt à long terme. Le tableau ci-après présente un sommaire de ces programmes et des plafonds autorisés, par secteur géographique.

Programmes par secteur géographique

Canada	États-Unis	Europe/Asie
<ul style="list-style-type: none"> Prospectus préalable de base au Canada – 25 milliards de dollars 	<ul style="list-style-type: none"> Prospectus préalable de base aux États-Unis – 40 milliards de dollars US 	<ul style="list-style-type: none"> Programme européen d'émission de titres d'emprunt – 40 milliards de dollars US Programme mondial d'obligations sécurisées – 32 milliards d'euros Programmes d'émission au Japon – 1 billion de yens

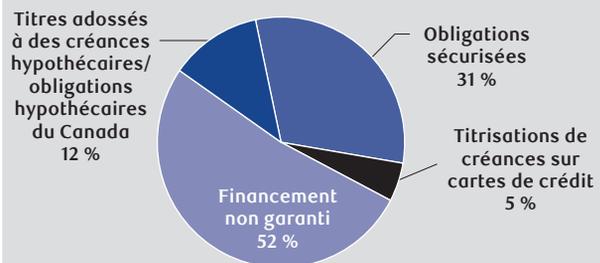
Nous obtenons également du financement à long terme à l'aide de billets de premier rang canadiens, de titres adossés à des créances hypothécaires aux termes du Programme des titres hypothécaires en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation* (Canada), d'obligations hypothécaires du Canada, de titres adossés à des créances sur cartes de crédit, d'obligations kangourou (émises sur le marché australien par des firmes étrangères) et de certificats de dépôt Yankee (émis sur le marché américain par des firmes étrangères). Nous évaluons continuellement les possibilités de percer de nouveaux marchés et des secteurs d'investissement inexploités, car la diversification nous donne une plus grande souplesse de financement de gros, elle réduit la concentration du financement et la dépendance envers ce dernier, et donne généralement lieu à des réductions des coûts de financement. Comme l'indiquent les graphiques ci-dessous, notre profil actuel de la dette à long terme est bien diversifié en ce qui concerne chaque monnaie et chaque produit. Le maintien de notations concurrentielles est aussi un élément essentiel du financement rentable.

Composition du financement de la dette à long terme ⁽¹⁾ – par monnaie d'émission



(1) Selon une durée à l'échéance initiale supérieure à un an.

Composition du financement de la dette à long terme ⁽¹⁾ – par produit



(1) Selon une durée à l'échéance initiale supérieure à un an.

Les tableaux ci-après montrent la composition de notre financement de gros selon la durée à courir jusqu'à l'échéance.

Composition du financement de gros ⁽¹⁾

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 janvier 2020							
	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 12 mois	Moins de 1 an Sous-total	De 1 à 2 ans	2 ans et plus	Total
Dépôts provenant de banques ⁽²⁾	5 476 \$	44 \$	– \$	33 \$	5 553 \$	– \$	– \$	5 553 \$
Certificats de dépôt et papier commercial	3 331	17 696	17 345	16 815	55 187	544	–	55 731
Papier commercial adossé à des actifs ⁽³⁾	5 120	4 846	3 719	3 169	16 854	–	–	16 854
Billets à moyen terme non garantis de premier rang ⁽⁴⁾	1 626	5 323	4 982	13 682	25 613	14 993	37 389	77 995
Obligations structurées non garanties de premier rang ⁽⁵⁾	34	140	598	1 179	1 951	2 077	5 065	9 093
Titrisation de prêts hypothécaires	–	1 795	371	1 517	3 683	2 720	11 162	17 565
Obligations sécurisées/titres adossés à des actifs ⁽⁶⁾	2 647	3 656	–	8 822	15 125	11 731	24 497	51 353
Passif subordonné	–	–	935	1 476	2 411	1 000	5 780	9 191
Autres ⁽⁷⁾	8 973	2 431	3 133	375	14 912	–	10 400	25 312
Total	27 207 \$	35 931 \$	31 083 \$	47 068 \$	141 289 \$	33 065 \$	94 293 \$	268 647 \$
Comprend :								
– Financement garanti	15 438 \$	11 838 \$	5 546 \$	13 508 \$	46 330 \$	14 451 \$	35 659 \$	96 440 \$
– Financement non garanti	11 769	24 093	25 537	33 560	94 959	18 614	58 634	172 207

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 octobre 2019							
	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 12 mois	Moins de 1 an Sous-total	De 1 à 2 ans	2 ans et plus	Total
Dépôts provenant de banques ⁽²⁾	4 087 \$	– \$	388 \$	33 \$	4 508 \$	– \$	– \$	4 508 \$
Certificats de dépôt et papier commercial	2 917	12 037	17 390	22 038	54 382	132	–	54 514
Papier commercial adossé à des actifs ⁽³⁾	2 542	3 188	6 543	3 905	16 178	–	–	16 178
Billets à moyen terme non garantis de premier rang ⁽⁴⁾	11	2 293	9 183	14 188	25 675	18 856	29 756	74 287
Obligations structurées non garanties de premier rang ⁽⁵⁾	847	676	171	1 342	3 036	1 810	5 047	9 893
Titrisation de prêts hypothécaires	–	524	1 796	727	3 047	3 523	11 015	17 585
Obligations sécurisées/titres adossés à des actifs ⁽⁶⁾	–	–	6 282	2 305	8 587	14 337	23 426	46 350
Passif subordonné	–	2 000	–	998	2 998	2 500	4 290	9 788
Autres ⁽⁷⁾	9 489	1 224	157	1 663	12 533	141	9 976	22 650
Total	19 893 \$	21 942 \$	41 910 \$	47 199 \$	130 944 \$	41 299 \$	83 510 \$	255 753 \$
Comprend :								
– Financement garanti	10 339 \$	3 929 \$	14 621 \$	6 937 \$	35 826 \$	17 860 \$	34 441 \$	88 127 \$
– Financement non garanti	9 554	18 013	27 289	40 262	95 118	23 439	49 069	167 626

(1) Ne tient pas compte des acceptations bancaires ni des conventions de rachat.

(2) Ne tient pas compte des dépôts liés aux services que nous fournissons aux banques (p. ex., services de garde, gestion de la trésorerie).

(3) Inclut seulement le passif consolidé, y compris notre programme de papier commercial garanti par des créances.

(4) Inclut les billets de dépôt.

(5) Inclut les billets pour lesquels le résultat est fonction des fluctuations du taux de change, des marchandises et des titres de participation.

(6) Inclut les prêts sur cartes de crédit et les prêts hypothécaires.

(7) Inclut les obligations encaissables par anticipation (garanties) de 7 889 millions de dollars (8 014 millions au 31 octobre 2019), les billets de dépôt au porteur (non garantis) de 4 399 millions (4 813 millions au 31 octobre 2019), d'autres dépôts structurés à long terme (non garantis) de 10 245 millions (9 823 millions au 31 octobre 2019) et des avances de FHLB (garanties) de 2 779 millions (néant au 31 octobre 2019).

Notations

Notre capacité à accéder aux marchés du financement non garanti et à mener, de façon rentable, certaines activités de titrisation dépend principalement du maintien de notations concurrentielles. Les notations et les perspectives fournies par les agences de notation reflètent le point de vue de ces dernières et leurs méthodes. Les notations font l'objet de modifications, en raison de facteurs comprenant, notamment, notre solidité financière, notre situation concurrentielle, nos liquidités ainsi que d'autres facteurs qui sont en partie indépendants de notre volonté.

Hormis ce qui est indiqué ci-après, il n'y a eu aucun changement touchant nos principales notations, tel qu'il est indiqué dans notre rapport annuel 2019.

Notations (1)

	Au 20 février 2020			
	Dettes à court terme	Dettes à long terme de premier rang existante (2)	Dettes à long terme de premier rang (3)	Perspective
Moody's (4)	P-1	Aa2	A2	stable
Standard & Poor's (5)	A-1+	AA-	A	stable
Fitch Ratings (6)	F1+	AA	AA	stable
DBRS (7)	R-1 (élevée)	AA (élevée)	AA	stable

- (1) Les notations ne constituent pas des recommandations visant l'achat, la vente ni la détention d'une obligation financière, car elles ne fournissent pas de commentaires sur le cours du marché ni sur la pertinence pour un investisseur en particulier. Les notations sont déterminées par les agences de notation en fonction des critères que celles-ci établissent à l'occasion et elles peuvent faire l'objet d'une révision ou d'un retrait par une agence de notation en tout temps.
- (2) Comprend la dette à long terme de premier rang émise avant le 23 septembre 2018 ainsi que celle émise à cette date ou par la suite, laquelle est ignorée aux fins du régime de recapitalisation interne.
- (3) Comprend la dette à long terme de premier rang émise le 23 septembre 2018 ou après cette date, laquelle peut être convertie aux termes du régime de recapitalisation interne.
- (4) Le 1^{er} août 2019, Moody's a confirmé nos notations et une perspective stable.
- (5) Le 24 juin 2019, Standard & Poor's a confirmé nos notations et une perspective stable.
- (6) Le 17 janvier 2020, Fitch Ratings a confirmé nos notations et une perspective stable.
- (7) Le 18 juin 2019, DBRS a révisé notre perspective, la faisant passer de positive à stable, a relevé la notation de notre dette à long terme de premier rang existante, la faisant passer de AA à AA (élevée) et a relevé la notation de notre dette à long terme de premier rang de AA (faible) à AA.

Obligations contractuelles supplémentaires découlant de révisions à la baisse des notations

Nous sommes tenus de donner des biens en garantie à certaines contreparties dans l'éventualité où nos notations actuelles baisseraient. Le tableau ci-après présente les obligations additionnelles au titre des garanties susceptibles d'être requises à la date de clôture advenant une révision à la baisse d'un cran, de deux crans ou de trois crans de nos notations. Ces obligations additionnelles au titre des garanties constituent des exigences supplémentaires pour chaque révision à la baisse consécutive et elles ne représentent pas l'incidence cumulative de multiples révisions à la baisse. Les montants présentés varient périodiquement en raison de plusieurs facteurs, dont le transfert d'activités de négociation à des infrastructures du marché financier ayant fait l'objet d'une compensation centrale et à des Bourses, l'expiration de transactions mettant en jeu des événements susceptibles de déclencher des révisions à la baisse, l'application de limites internes aux nouveaux accords afin d'exclure les événements susceptibles de déclencher des révisions à la baisse, ainsi que les positions évaluées à la valeur de marché dans le cours normal des activités. Aucun titre d'emprunt de premier rang en circulation sur le marché ne comporte de modalités faisant en sorte qu'une révision des notations déclencherait un remboursement anticipé du capital.

Obligations contractuelles supplémentaires découlant de révisions à la baisse des notations

	Aux					
	31 janvier 2020			31 octobre 2019		
(en millions de dollars canadiens)	Révision à la baisse de 1 cran	Révision à la baisse de 2 crans	Révision à la baisse de 3 crans	Révision à la baisse de 1 cran	Révision à la baisse de 2 crans	Révision à la baisse de 3 crans
Exigences contractuelles liées au financement des dérivés ou aux marges	194 \$	65 \$	135 \$	165 \$	64 \$	124 \$
Autres exigences contractuelles liées au financement ou aux marges (1)	205	45	9	180	176	–

(1) Inclut les certificats de placement garanti (CPG) émis dans le cadre de nos activités sur les marchés des obligations municipales à New York.

Ratio de liquidité à court terme

Le ratio de liquidité à court terme est une mesure prévue par l'accord de Bâle III utilisée pour évaluer la suffisance des actifs liquides de haute qualité disponibles pour satisfaire aux besoins de liquidités sur une période de 30 jours advenant une grave crise de liquidité. Le ratio de liquidité à court terme minimal exigé par le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire (CBCB) et le BSIF est de 100 % à l'heure actuelle.

Le BSIF exige que les banques canadiennes communiquent le ratio de liquidité à court terme selon le modèle de déclaration prévu par l'accord de Bâle, calculé à partir de la moyenne des positions quotidiennes liées au ratio de liquidité à court terme enregistrées au cours du trimestre.

Modèle commun de déclaration du ratio de liquidité à court terme (1)

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos			
	le 31 janvier 2020		le 31 octobre 2019	
	Valeur non pondérée totale (moyenne) (2)	Valeur pondérée totale (moyenne)	Valeur non pondérée totale (moyenne) (2)	Valeur pondérée totale (moyenne)
Actifs liquides de haute qualité				
Total des actifs liquides de haute qualité	s.o.	249 762 \$	s.o.	234 605 \$
Sorties de trésorerie				
Dépôts de détail et dépôts de petites entreprises, dont :	271 090 \$	21 973	266 868 \$	20 417
<i>Dépôts stables</i> (3)	96 833	2 905	89 565	2 687
<i>Dépôts moins stables</i>	174 257	19 068	177 303	17 730
Financement de gros non garanti, dont :	308 718	142 391	303 129	137 946
<i>Dépôts opérationnels (toutes contreparties) et dépôts dans les réseaux de banques coopératives</i> (4)	135 265	32 379	133 484	31 907
<i>Dépôts non opérationnels</i>	144 506	81 065	145 888	82 282
<i>Dettes non garanties</i>	28 947	28 947	23 757	23 757
Financement de gros garanti	s.o.	30 074	s.o.	33 904
Exigences supplémentaires, dont :	239 573	52 559	265 287	72 268
<i>Sorties associées aux expositions sur dérivés et autres sûretés exigées</i>	34 796	15 092	57 869	33 108
<i>Sorties associées à une perte de financement sur produits de dette</i>	7 633	7 633	7 761	7 761
<i>Facilités de crédit et de liquidité</i>	197 144	29 834	199 657	31 399
Autres obligations de financement contractuelles (5)	20 196	20 196	19 108	19 108
Autres obligations de financement conditionnelles (6)	460 167	8 091	441 413	7 999
Total des sorties de trésorerie	s.o.	275 284 \$	s.o.	291 642 \$
Entrées de trésorerie				
Prêts garantis (p. ex., conventions de revente)	281 430 \$	46 792 \$	313 698 \$	52 469 \$
Entrées liées aux expositions parfaitement productives	14 151	9 708	15 692	11 154
Autres entrées de trésorerie	25 039	25 039	43 442	43 442
Total des entrées de trésorerie	s.o.	81 539 \$	s.o.	107 065 \$
		Total de la valeur ajustée		Total de la valeur ajustée
Total des actifs liquides de haute qualité		249 762 \$		234 605 \$
Total des sorties de trésorerie nettes		193 745		184 577
Ratio de liquidité à court terme		129 %		127 %

- (1) Le ratio de liquidité à court terme est calculé conformément à la Ligne directrice sur les normes de liquidité du BSIF, laquelle reflète à son tour les normes de liquidité publiées par le CBCB. Le ratio de liquidité à court terme pour le trimestre clos le 31 janvier 2020 correspond à une moyenne de 62 positions quotidiennes.
- (2) À l'exception des autres obligations de financement conditionnelles, les entrées et sorties non pondérées représentent des éléments venant à échéance ou remboursables par anticipation dans 30 jours tout au plus. Les autres obligations de financement conditionnelles comprennent aussi les titres d'emprunt dont la durée restante jusqu'à l'échéance dépasse 30 jours.
- (3) Selon la définition du CBCB, les dépôts stables de détail et de petites entreprises constituent des dépôts qui sont assurés et qui sont soit détenus dans des comptes courants, soit ceux de clients avec lesquels la banque entretient des relations durables, ce qui rend les retraits improbables.
- (4) Les dépôts opérationnels de clients qui ne sont pas des dépôts de détail ou des dépôts de petites ou moyennes entreprises constituent des dépôts que les clients doivent laisser à la banque afin d'y accéder plus aisément et d'être en mesure d'utiliser les systèmes de paiement et de règlement, principalement pour la compensation, la garde et la gestion de trésorerie.
- (5) Les autres obligations de financement contractuelles comprennent principalement les sorties liées aux opérations sur valeur non réglées et les sorties liées aux engagements afférents à des titres vendus à découvert.
- (6) Les autres obligations de financement conditionnelles comprennent les sorties liées à d'autres facilités hors bilan dont le facteur de retrait du ratio de liquidité à court terme est faible (de 0 % à 5 %).
- s.o. sans objet

Nous gérons notre position liée au ratio de liquidité à court terme en fonction d'une fourchette cible qui reflète notre tolérance à l'égard du risque de liquidité et qui tient compte de la composition des activités et des actifs ainsi que des capacités en matière de financement. Cette fourchette est revue périodiquement à la lumière des modifications apportées aux exigences internes et des faits nouveaux externes.

Nous détenons des actifs liquides de haute qualité libellés dans les principales monnaies, dont l'étendue du marché et l'envergure sont fiables. Nos pratiques de gestion de la trésorerie permettent de nous assurer que les différents niveaux d'actifs liquides de haute qualité sont gérés activement, de manière à atteindre les objectifs cibles en matière de ratio de liquidité à court terme. Nos actifs de niveau 1, calculés en respectant la ligne directrice sur les normes de liquidité du BSIF et les exigences du CBCB concernant le ratio de liquidité à court terme, représentent 81 % du total des actifs liquides de haute qualité. Ces actifs comprennent la trésorerie, les placements auprès de banques centrales et les titres assortis de notations élevées émis ou garantis par des gouvernements, des banques centrales ou des entités supranationales.

Le ratio de liquidité à court terme tient compte des flux de trésorerie provenant des activités au bilan et hors bilan qui sont prévus ou qui pourraient être enregistrés dans un délai de 30 jours advenant une sévère crise de liquidité. Les sorties de trésorerie découlent de l'application de facteurs de retrait et de non-renouvellement aux dépôts à terme et à vue, et sont classées par type de client (prêts de gros, prêts de détail et petites et moyennes entreprises). Les sorties de trésorerie découlent aussi des activités commerciales qui donnent lieu à des exigences en matière de financement conditionnel et de garanties, comme le financement de rachat, les dérivés, la vente de titres à découvert et la prorogation des engagements de

crédit et de liquidité consentis aux clients. Les entrées de trésorerie résultent principalement de l'arrivée à échéance de prêts garantis, de prêts interbancaires et de titres qui ne font pas partie des actifs liquides de haute qualité.

Le ratio de liquidité à court terme ne reflète pas la capacité de financement sur le marché qui, à notre avis, pourrait être disponible advenant une crise. Un taux de sortie de 100 % est appliqué à tous les titres d'emprunt de gros arrivant à échéance aux fins du calcul du ratio de liquidité à court terme.

Premier trimestre de 2020 par rapport au quatrième trimestre de 2019

La moyenne du ratio de liquidité à court terme du trimestre clos le 31 janvier 2020 s'est établie à 129 %, contre 127 % au trimestre précédent, ce qui correspond à un excédent d'environ 56 milliards de dollars. L'augmentation de cet excédent en regard du trimestre précédent reflète essentiellement un changement dans la composition du financement et des activités.

Échéances contractuelles des actifs financiers, des passifs financiers et des éléments hors bilan

Les tableaux ci-après présentent le profil des échéances contractuelles résiduelles liées à tous nos actifs, passifs et éléments hors bilan, en fonction de leur valeur comptable (p. ex., le coût amorti ou la juste valeur), à la date de clôture. Les éléments hors bilan sont répartis selon la date d'échéance du contrat.

Les renseignements détaillés sur les échéances contractuelles et les engagements de financement constituent une source d'information aux fins de la gestion du risque de liquidité. Ces renseignements détaillés servent notamment à modéliser un bilan préparé selon l'approche de la comptabilité behavioriste et qui est basé sur les échéances réelles, de manière à calculer les mesures du risque de liquidité. Pour plus de détails, se reporter à la section Évaluation du risque qui se trouve dans la rubrique Risque de liquidité et de financement de notre rapport annuel 2019.

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 janvier 2020									
	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 à 2 ans	De 2 à 5 ans	5 ans et plus	Sans échéance précise	Total
Actif										
Trésorerie et dépôts auprès des banques	62 994 \$	1 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	2 456 \$	65 451 \$
Titres										
Titres détenus à des fins de transaction (1)	90 235	22	69	21	19	96	108	9 557	44 888	145 015
Titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable	2 080	9 158	4 099	3 377	4 767	27 704	22 850	47 118	499	121 652
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	177 395	80 269	25 806	13 439	14 467	127	–	–	12 684	324 187
Prêts, déduction faite de la correction de valeur applicable	23 953	18 689	28 999	26 978	28 199	118 544	243 370	52 401	88 807	629 940
Autres										
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	13 112	5 595	129	–	4	–	–	–	(39)	18 801
Dérivés	4 718	6 115	4 012	3 510	3 731	8 555	16 171	47 169	1	93 982
Autres actifs financiers	27 883	1 633	1 833	127	109	208	303	1 922	2 333	36 351
Total des actifs financiers	402 370 \$	121 482 \$	64 947 \$	47 452 \$	51 296 \$	155 234 \$	282 802 \$	158 167 \$	151 629 \$	1 435 379 \$
Autres actifs non financiers	3 974	2 189	120	191	415	1 320	1 812	6 416	24 488	40 925
Total de l'actif	406 344 \$	123 671 \$	65 067 \$	47 643 \$	51 711 \$	156 554 \$	284 614 \$	164 583 \$	176 117 \$	1 476 304 \$
Passif et capitaux propres										
Dépôts (2)										
Emprunts non garantis	52 623 \$	47 214 \$	43 686 \$	45 994 \$	29 521 \$	24 937 \$	58 240 \$	17 557 \$	477 175 \$	796 947 \$
Emprunts garantis	2 671	9 551	6 087	3 868	5 363	7 476	19 525	5 897	–	60 438
Obligations sécurisées	2 646	2 199	–	5 261	1 848	9 909	12 501	10 535	–	44 899
Autres										
Acceptations	13 116	5 594	129	–	4	–	–	–	1	18 844
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	35 624	–	–	–	–	–	–	–	–	35 624
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	214 377	30 867	2 064	354	5	–	–	–	6 724	254 391
Dérivés	5 416	5 933	4 336	3 708	4 033	8 038	16 185	46 919	43	94 611
Autres passifs financiers	25 633	2 724	3 518	543	760	796	2 177	11 478	499	48 128
Débiteures subordonnées	–	–	–	–	–	–	316	8 953	–	9 269
Total des passifs financiers	352 106 \$	104 082 \$	59 820 \$	59 728 \$	41 534 \$	51 156 \$	108 944 \$	101 339 \$	484 442 \$	1 363 151 \$
Autres passifs non financiers	1 417	946	225	975	2 079	835	757	11 999	9 859	29 092
Titres de participation	–	–	–	–	–	–	–	–	84 061	84 061
Total du passif et des capitaux propres	353 523 \$	105 028 \$	60 045 \$	60 703 \$	43 613 \$	51 991 \$	109 701 \$	113 338 \$	578 362 \$	1 476 304 \$
Éléments hors bilan										
Garanties financières	666 \$	1 775 \$	2 854 \$	2 452 \$	2 498 \$	844 \$	5 207 \$	48 \$	51 \$	16 395 \$
Engagements de crédit	2 385	6 563	9 146	7 772	12 032	40 296	165 908	16 415	1 343	261 860
Autres engagements liés au crédit	729	1 069	1 915	1 388	1 317	239	524	8	90 838	98 027
Autres engagements	83	12	18	18	18	97	224	395	491	1 356
Total des éléments hors bilan	3 863 \$	9 419 \$	13 933 \$	11 630 \$	15 865 \$	41 476 \$	171 863 \$	16 866 \$	92 723 \$	377 638 \$

(1) Les titres d'emprunt détenus à des fins de transaction et classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net sont pris en compte dans la catégorie Moins de 1 mois, car nous ne prévoyons pas détenir ces actifs jusqu'à leur échéance contractuelle.

(2) Une grande partie des dépôts basés sur les relations sont remboursables à vue ou moyennant un court préavis selon les conditions du contrat; toutefois, dans les faits, ces soldes de clients procurent les fonds de base nous permettant de répondre à nos besoins en matière d'exploitation et de liquidité comme il est expliqué à la section Profil des dépôts et du financement plus haut.

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 octobre 2019									
	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 à 2 ans	De 2 à 5 ans	5 ans et plus	Sans échéance précise	Total
Actif										
Trésorerie et dépôts auprès des banques	62 095 \$	3 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	2 557 \$	64 655 \$
Titres										
Titres détenus à des fins de transaction (1)	96 229	14	45	10	21	64	97	8 601	41 453	146 534
Titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable	3 069	3 960	3 857	2 886	3 511	16 203	24 638	43 907	439	102 470
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	164 870	62 971	41 569	10 985	14 993	133	–	–	11 440	306 961
Prêts, déduction faite de la correction de valeur applicable	23 097	17 145	25 854	28 796	29 533	120 524	232 364	51 049	90 494	618 856
Autres										
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	12 940	5 119	27	–	–	–	–	–	(24)	18 062
Dérivés	5 668	8 635	4 265	3 227	3 547	9 815	18 753	47 649	1	101 560
Autres actifs financiers	28 296	1 400	1 193	48	61	169	277	1 861	2 164	35 469
Total des actifs financiers	396 264 \$	99 247 \$	76 810 \$	45 952 \$	51 666 \$	146 908 \$	276 129 \$	153 067 \$	148 524 \$	1 394 567 \$
Autres actifs non financiers	2 907	1 475	108	865	109	1 373	1 507	1 696	24 328	34 368
Total de l'actif	399 171 \$	100 722 \$	76 918 \$	46 817 \$	51 775 \$	148 281 \$	277 636 \$	154 763 \$	172 852 \$	1 428 935 \$
Passif et capitaux propres										
Dépôts (2)										
Emprunts non garantis	50 872 \$	36 251 \$	47 307 \$	38 376 \$	42 885 \$	28 886 \$	51 557 \$	20 230 \$	470 027 \$	786 391 \$
Emprunts garantis	2 588	4 874	10 679	3 596	2 395	10 351	19 535	5 755	–	59 773
Obligations sécurisées	–	–	4 828	–	5 255	10 818	13 263	5 677	–	39 841
Autres										
Acceptations	12 944	5 119	27	–	–	–	–	–	1	18 091
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	35 069	–	–	–	–	–	–	–	–	35 069
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	192 855	14 281	13 462	6	–	4	–	–	5 978	226 586
Dérivés	6 325	7 779	4 519	3 430	3 442	9 155	17 348	46 515	30	98 543
Autres passifs financiers	29 008	1 066	849	290	443	272	701	8 510	691	41 830
Débitures subordonnées	–	–	–	–	–	–	316	9 499	–	9 815
Total des passifs financiers	329 661 \$	69 370 \$	81 671 \$	45 698 \$	54 420 \$	59 486 \$	102 720 \$	96 186 \$	476 727 \$	1 315 939 \$
Autres passifs non financiers	1 314	5 288	276	154	142	898	903	11 179	9 217	29 371
Titres de participation	–	–	–	–	–	–	–	–	83 625	83 625
Total du passif et des capitaux propres	330 975 \$	74 658 \$	81 947 \$	45 852 \$	54 562 \$	60 384 \$	103 623 \$	107 365 \$	569 569 \$	1 428 935 \$
Éléments hors bilan										
Garanties financières	427 \$	2 409 \$	2 088 \$	2 829 \$	2 382 \$	986 \$	5 394 \$	45 \$	48 \$	16 608 \$
Engagements en vertu de baux	69	137	204	197	198	719	1 619	3 032	–	6 175
Engagements de crédit	2 996	6 367	8 821	10 655	11 638	41 740	150 267	27 827	3 865	264 176
Autres engagements liés au crédit	469	934	1 615	1 863	1 365	191	634	10	92 392	99 473
Autres engagements	35	–	–	–	–	–	–	–	484	519
Total des éléments hors bilan	3 996 \$	9 847 \$	12 728 \$	15 544 \$	15 583 \$	43 636 \$	157 914 \$	30 914 \$	96 789 \$	386 951 \$

(1) Les titres d'emprunt détenus à des fins de transaction et classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net sont pris en compte dans la catégorie Moins de 1 mois, car nous ne prévoyons pas détenir ces actifs jusqu'à leur échéance contractuelle.

(2) Une grande partie des dépôts basés sur les relations sont remboursables à vue ou moyennant un court préavis selon les conditions du contrat; toutefois, dans les faits, ces soldes de clients procurent les fonds de base nous permettant de répondre à nos besoins en matière d'exploitation et de liquidité comme il est expliqué à la section Profil des dépôts et du financement plus haut.

Gestion des fonds propres

Nous continuons de gérer nos fonds propres conformément à notre cadre de gestion des fonds propres tel qu'il est décrit dans notre rapport annuel 2019. En outre, nous continuons de surveiller les faits nouveaux en matière de fonds propres réglementaires, présentés dans les rubriques Gestion des fonds propres et Faits nouveaux en matière de fonds propres, de liquidité et de réglementation de notre rapport annuel 2019 mises à jour ci-après, et de nous y préparer, ainsi que les réformes de Bâle III du CBCB, afin d'assurer le respect intégral et opportun des nouvelles exigences.

Le BSIF s'attend à ce que les banques canadiennes se conforment aux ratios cibles de Bâle III en ce qui concerne le ratio CET1, le ratio de fonds propres de première catégorie et le ratio du total des fonds propres. En vertu de l'accord de Bâle III, les banques doivent choisir l'une des deux approches principales suivantes pour calculer les fonds propres réglementaires minimaux nécessaires pour couvrir le risque de crédit, le risque de marché et le risque opérationnel : l'approche standard et l'approche fondée sur les notations internes. Le 1^{er} novembre 2019, nous avons adopté l'approche standard pour la présentation de l'information réglementaire consolidée du risque opérationnel, le BSIF ne permettant plus l'utilisation de l'approche de mesure avancée.

Le Conseil de stabilité financière (CSF) nous a de nouveau désignés comme banque d'importance systémique mondiale. Cette désignation exige que nous respections une exigence plus élevée en matière d'absorption des pertes (capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires en pourcentage de l'actif pondéré en fonction des risques), soit 1 %. Puisque l'exigence imposée aux banques d'importance systémique intérieure est la même que celle que doivent respecter les banques d'importance systémique mondiale, soit 1 % de l'actif pondéré en fonction des risques, notre désignation en tant que banque

d'importance systémique mondiale n'a eu aucune autre incidence sur l'exigence en matière d'absorption des pertes à prendre en compte dans le calcul de notre ratio CET1.

Le tableau ci-après présente un sommaire des ratios cibles réglementaires actuels établis par le BSIF au titre de Bâle III ainsi que des exigences relatives au deuxième pilier. Nous respectons toutes les exigences en matière de fonds propres et de levier que nous impose le BSIF.

Ratios de fonds propres et de levier au titre de Bâle III	Exigences de ratios cibles des fonds propres réglementaires du BSIF applicables aux grandes banques au titre de Bâle III					Ratios de fonds propres et de levier de RBC au 31 janvier 2020	Réserve pour stabilité intérieure ⁽³⁾	Ratio minimal, y compris les réserves de fonds propres, le supplément s'appliquant aux banques d'importance systémique intérieure et mondiale et la réserve pour stabilité intérieure
	Ratio minimal	Réserves de fonds propres ⁽¹⁾	Ratio minimal, y compris les réserves de fonds propres	Supplément s'appliquant aux banques d'importance systémique intérieure et mondiale ⁽²⁾	Ratio minimal, y compris les réserves de fonds propres et le supplément s'appliquant aux banques d'importance systémique intérieure et mondiale ⁽²⁾			
Fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires	4,5 %	2,5 %	7,0 %	1,0 %	8,0 %	12,0 %	2,0 %	10,0 %
Fonds propres de première catégorie	6,0 %	2,5 %	8,5 %	1,0 %	9,5 %	13,1 %	2,0 %	11,5 %
Total des fonds propres	8,0 %	2,5 %	10,5 %	1,0 %	11,5 %	14,9 %	2,0 %	13,5 %
Ratio de levier	3,0 %	s.o.	3,0 %	s.o.	3,0 %	4,2 %	s.o.	3,0 %

(1) Les réserves de fonds propres comprennent la réserve de conservation des fonds propres et la réserve de fonds propres anticyclique, comme le BSIF le prescrit.

(2) Un supplément de fonds propres équivalant à notre supplément applicable aux banques d'importance systémique intérieure et au supplément du CBCB applicable aux banques d'importance systémique mondiale, selon le plus élevé des deux montants, s'applique aux fonds propres pondérés en fonction des risques.

(3) Le 30 avril 2020, le BSIF haussera la réserve pour stabilité intérieure, la faisant passer de 2,0 % de l'actif pondéré en fonction des risques à 2,25 %.

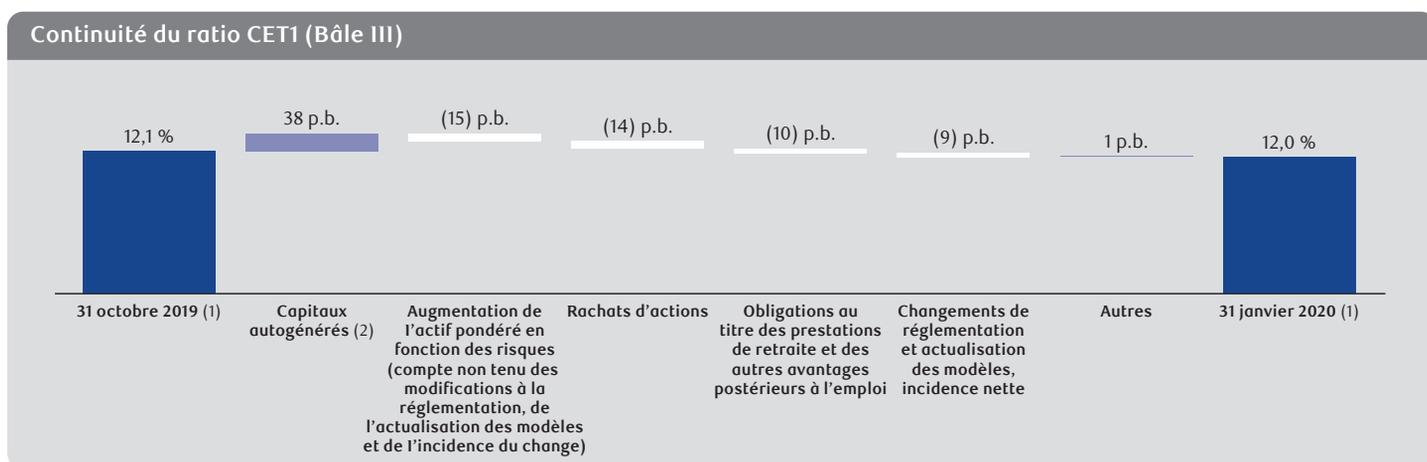
s.o. sans objet

Le tableau qui suit présente des informations détaillées sur nos fonds propres réglementaires, notre actif pondéré en fonction des risques et nos ratios de fonds propres et de levier. Notre position de capital demeure solide, et nos ratios de fonds propres et de levier restent bien supérieurs aux cibles de fonds propres réglementaires fixées par le BSIF.

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)	Aux		
	31 janvier 2020	31 octobre 2019	31 janvier 2019
Fonds propres ⁽¹⁾			
Fonds propres CET1	63 054 \$	62 184 \$	57 963 \$
Fonds propres de première catégorie	68 709	67 861	64 341
Total des fonds propres	78 220	77 888	73 758
Actif pondéré en fonction des risques aux fins du calcul des ratios de fonds propres ⁽¹⁾			
Risque de crédit	428 067 \$	417 835 \$	410 003 \$
Risque de marché	28 415	28 917	34 862
Risque opérationnel	67 243	66 104	63 647
Total de l'actif pondéré en fonction des risques	523 725 \$	512 856 \$	508 512 \$
Ratios de fonds propres et ratio de levier ⁽¹⁾			
Ratio CET1	12,0 %	12,1 %	11,4 %
Ratio de fonds propres de première catégorie	13,1 %	13,2 %	12,7 %
Ratio du total des fonds propres	14,9 %	15,2 %	14,5 %
Ratio de levier	4,2 %	4,3 %	4,3 %
Exposition du ratio de levier (en milliards)	1 630 \$	1 570 \$	1 502 \$

(1) Les fonds propres, l'actif pondéré en fonction des risques et les ratios de fonds propres sont calculés conformément aux exigences en matière d'adéquation des fonds propres du BSIF, d'après le cadre de l'accord de Bâle III. Le ratio de levier est calculé conformément aux exigences de levier du BSIF d'après le cadre de l'accord de Bâle III.

Premier trimestre de 2020 par rapport au quatrième trimestre de 2019



(1) Représente des chiffres arrondis.

(2) Capitaux autogénérés d'un montant de 1,9 milliard de dollars qui représente le bénéfice net disponible pour les actionnaires, moins les dividendes sur les actions ordinaires et privilégiées.

Notre ratio CET1 s'est établi à 12,0 %, en baisse de 10 p.b. par rapport au dernier trimestre, ce qui reflète essentiellement l'augmentation de l'actif pondéré en fonction des risques, les rachats d'actions, l'incidence de la diminution des taux d'actualisation servant au calcul de nos obligations au titre des prestations de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi ainsi que l'incidence des changements de réglementation, dont l'incidence d'IFRS 16, compte tenu de l'actualisation des modèles dans le cours normal de nos activités. Ces facteurs ont été annulés en partie par les capitaux autogénérés.

Notre ratio de fonds propres de première catégorie, soit 13,1 %, a fléchi de 10 p.b. en raison des facteurs énoncés ci-dessus à l'égard du ratio CET1.

Notre ratio du total des fonds propres de 14,9 % a baissé de 30 p.b. en raison des facteurs énoncés ci-dessus à l'égard du ratio CET1. Le rachat net de débentures subordonnées a également affaibli le ratio du total des fonds propres.

Notre actif pondéré en fonction des risques a augmenté de 11 milliards de dollars essentiellement en raison de l'expansion des activités de prêts de gros et de prêts aux particuliers et de l'incidence nette des changements de réglementation et de l'actualisation des modèles. Les changements de réglementation et l'actualisation des modèles reflètent l'incidence défavorable de l'adoption d'IFRS 16 et l'abandon des droits acquis et du traitement transitoire de certaines expositions de titrisation et du risque de contrepartie, qui ont été atténués par l'incidence favorable des modifications aux paramètres de risques dans le cours normal des activités.

Notre ratio de levier de 4,2 % est en baisse de 10 p.b. par rapport au trimestre précédent, en raison principalement des rachats d'actions, de l'incidence de la diminution des taux d'actualisation servant au calcul de nos obligations au titre des prestations de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi, et de l'incidence de l'adoption d'IFRS 16. La progression des positions de levier a été annulée pour l'essentiel par les capitaux autogénérés. La progression des positions de levier découle surtout de l'accroissement des titres, des transactions de mise en pension de titres, des prêts de détail et de gros, et des dérivés.

Principales activités de gestion des fonds propres

Le tableau suivant présente nos principales activités de gestion des fonds propres.

(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions)	Pour le trimestre clos le 31 janvier 2020		
	Date d'émission ou de rachat	Nombre d'actions (en milliers)	Montant
Fonds propres de première catégorie			
Activités liées aux actions ordinaires			
Actions émises dans le cadre des régimes de rémunération fondée sur des actions (1)		233	18 \$
Actions rachetées aux fins d'annulation		(6 993)	(86)
Fonds propres de deuxième catégorie			
Rachat de débentures subordonnées échéant le 6 décembre 2024 (2)	6 décembre 2019		(2 000)\$
Émission de débentures subordonnées échéant le 23 décembre 2029 (2), (3)	23 décembre 2019		1 500
Autre			
Achat et annulation d'actions privilégiées, série C-2 (2)	17 décembre 2019	(5)	(8)\$

(1) Les montants comprennent la trésorerie reçue au titre des options sur actions exercées au cours de la période et les ajustements de la juste valeur des options sur actions.

(2) Pour plus de détails, se reporter à la note 8 de nos états financiers résumés.

(3) Instruments de fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité (FPUNV).

Le 27 février 2019, nous avons annoncé une offre publique de rachat dans le cours normal des activités visant le rachat d'au plus 20 millions de nos actions ordinaires, offre qui a commencé le 1^{er} mars 2019 et qui prendra fin le 29 février 2020 ou à une date antérieure si nous procédons au rachat de la totalité des actions autorisées en vertu de cette offre.

Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2020, environ 7,0 millions d'actions ordinaires ont été rachetées et annulées en vertu de notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités. Le coût total des actions rachetées a été de 727 millions de dollars.

Le nombre total d'actions ordinaires qui ont été rachetées et annulées aux termes de notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités actuellement en vigueur, depuis son lancement, a été d'environ 13,6 millions, pour un coût d'environ 1 409 millions de dollars.

Nous déterminons le montant et le calendrier des rachats dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités après consultation du BSIF. Les rachats peuvent être effectués par l'intermédiaire de la Bourse de Toronto, de la Bourse de New York et d'autres bourses ou systèmes canadiens de négociation désignés. Le prix payé pour les actions rachetées correspond au cours en vigueur à la date du rachat.

Le 6 décembre 2019, nous avons racheté la totalité des 2 000 millions de dollars de nos débetures subordonnées à 2,99 % en circulation échéant le 6 décembre 2024 pour la totalité de leur capital, majoré des intérêts courus jusqu'à la date de rachat, sans compter cette date.

Le 17 décembre 2019, nous avons racheté contre espèces 200 000 actions représentatives d'actions étrangères, chacune représentant un quarantième de droit sur nos actions privilégiées de premier rang à taux fixe/à taux variable et à dividende non cumulatif de série C-2 (les actions privilégiées C-2), pour un prix total, y compris les dividendes cumulés, de 6 millions de dollars américains. Les actions représentatives d'actions étrangères et les actions privilégiées C-2 acquises ont été par la suite annulées. Les actions privilégiées C-2 ne sont pas admissibles à titre de fonds propres réglementaires de première catégorie.

Le 23 décembre 2019, nous avons émis 1 500 millions de dollars de débetures subordonnées relatives aux FPUNV. Les débetures portent intérêt au taux fixe de 2,88 % par année jusqu'au 23 décembre 2024, puis au taux CDOR (Canadian Dollar Offered Rate) à trois mois majoré de 0,89 % jusqu'à leur échéance, le 23 décembre 2029.

Principales données concernant les actions (1)

(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions et sauf indication contraire)	Au 31 janvier 2020		
	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Dividendes déclarés par action
Actions ordinaires émises	1 423 918	17 577 \$	1,05 \$
Actions propres – actions ordinaires	(706)	(72)	
Actions ordinaires en circulation	1 423 212	17 505 \$	
Options sur actions et attribution d'actions			
En cours	8 545		
Exercibles	4 104		
Actions privilégiées de premier rang émises			
À dividende non cumulatif, série W (2)	12 000	300 \$	0,31 \$
À dividende non cumulatif, série AA	12 000	300	0,28
À dividende non cumulatif, série AC	8 000	200	0,29
À dividende non cumulatif, série AE	10 000	250	0,28
À dividende non cumulatif, série AF	8 000	200	0,28
À dividende non cumulatif, série AG	10 000	250	0,28
À dividende non cumulatif, série AZ (3), (4)	20 000	500	0,23
À dividende non cumulatif, série BB (3), (4)	20 000	500	0,23
À dividende non cumulatif, série BD (3), (4)	24 000	600	0,23
À dividende non cumulatif, série BF (3), (4)	12 000	300	0,23
À dividende non cumulatif, série BH (4)	6 000	150	0,31
À dividende non cumulatif, série BI (4)	6 000	150	0,31
À dividende non cumulatif, série BJ (4)	6 000	150	0,33
À dividende non cumulatif, série BK (3), (4)	29 000	725	0,34
À dividende non cumulatif, série BM (3), (4)	30 000	750	0,34
À dividende non cumulatif, série BO (3), (4)	14 000	350	0,30
À dividende non cumulatif, série C-2 (5)	15	23	16,88 \$ US
Actions privilégiées émises	227 015	5 698 \$	
Actions propres – actions privilégiées (6)	11	1	
Actions privilégiées en circulation	227 026	5 699 \$	
Dividendes			
Actions ordinaires		1 496 \$	
Actions privilégiées (7)		65	

(1) Pour plus de détails au sujet de nos activités de gestion des fonds propres, se reporter à la note 8 de nos états financiers résumés.

(2) Depuis le 24 février 2010, nous avons le droit de convertir ces actions en actions ordinaires, à notre gré et sous réserve de certaines restrictions.

(3) Le taux de dividende est révisé tous les cinq ans.

(4) Instruments relatifs aux FPUNV.

(5) Représente 615 400 actions représentatives d'actions étrangères relatives aux actions privilégiées de série C-2. Chaque action représentative d'action étrangère représente un quarantième de droit sur une action de série C-2.

(6) Les montants positifs représentent une position vendeur dans des actions propres.

(7) Les dividendes sur les actions privilégiées excluent les distributions versées aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle.

Le 14 février 2020, le nombre d'actions ordinaires en circulation s'établissait à 1 422 707 786, déduction faite des 1 236 482 actions propres détenues, et le nombre d'options sur actions et d'attribution d'actions en cours était de 8 519 006.

Les clauses relatives aux FPUNV exigent la conversion des instruments de fonds propres en un nombre variable d'actions ordinaires dès lors que le BSIF considère une banque comme non viable ou que le gouvernement fédéral ou un gouvernement provincial au Canada annonce publiquement qu'une banque a accepté ou a convenu d'accepter une injection de capitaux. Si un événement déclencheur faisant intervenir les FPUNV devait se produire, les actions privilégiées de séries AZ, BB, BD, BF, BH, BI, BJ, BK, BM, BO et les débetures subordonnées échéant le 29 septembre 2026, le 4 juin 2025, le 20 janvier 2026, le 27 janvier 2026, le 25 juillet 2029 et le 23 décembre 2029, qui sont des instruments de fonds propres relatifs aux FPUNV, seraient converties en actions ordinaires de RBC selon une formule de conversion automatique, à un prix de conversion correspondant au plus élevé des montants suivants : i) un prix plancher contractuel de 5,00 \$; et ii) le cours de nos actions ordinaires à la date de l'événement déclencheur (cours moyen pondéré sur 10 jours). Selon un prix plancher de 5,00 \$ et en tenant compte des dividendes et intérêts cumulés estimés, ces instruments de fonds propres relatifs aux FPUNV se convertiraient au total en un maximum de 3 433 millions d'actions ordinaires de RBC, d'où un effet dilutif de 70,69 % selon le nombre d'actions ordinaires de RBC en circulation au 31 janvier 2020.

Banques d'importance systémique mondiale selon 12 indicateurs d'évaluation ⁽¹⁾

Le CBCB et le CSF se servent de 12 indicateurs de la méthodologie d'évaluation pour déterminer l'importance systémique des grandes banques mondiales. Comme il a été indiqué précédemment, nous avons été désignés comme banque d'importance systémique par le CSF. Le tableau ci-après présente les 12 indicateurs à partir desquels est faite cette détermination.

(en millions de dollars canadiens)	Aux	
	31 octobre 2019	31 octobre 2018
Activité transfrontalière ⁽²⁾		
Créances transfrontalières	701 483 \$	612 292 \$
Passifs transfrontaliers	501 986	441 686
Taille ⁽³⁾		
Expositions totales telles que définies par le ratio de levier de Bâle III	1 586 125	1 467 438
Interdépendance ⁽⁴⁾		
Actifs dans le système financier	124 110	126 112
Passifs dans le système financier	130 236	140 979
Titres en circulation	375 392	353 591
Substituabilité/infrastructure financière ⁽⁵⁾		
Activité de paiement	45 107 658	42 917 581
Actifs sous garde	4 387 931	4 262 294
Valeurs des transactions placées sur les marchés obligataires et boursiers	293 438	245 992
Complexité ⁽⁶⁾		
Valeur nominale des dérivés hors cote ⁽⁷⁾	19 489 915	17 467 923
Titres détenus à des fins de transaction et titres de placement	63 309	55 855
Actifs de niveau 3	2 568	2 549

(1) Les indicateurs d'importance systémique mondiale des banques reposent sur la méthodologie prescrite dans les lignes directrices publiées par le CBCB en juillet 2013 et les directives du CBCB de janvier 2020. Les indicateurs s'appuient sur les principes de consolidation prescrits par la réglementation, ce qui en exclut les filiales de RBC Assurances®. Pour connaître nos informations à fournir indépendamment sur les banques d'importance systémique mondiale pour 2019, se reporter à l'information réglementaire à l'adresse rbc.com/investisseurs.

(2) Représente le niveau d'interaction d'une banque hors de son territoire.

(3) Représente le total des expositions au bilan et hors bilan de la banque selon les règles de ratio de levier du BSIF en vertu de l'accord de Bâle III, avant ajustements réglementaires.

(4) Représente les transactions avec d'autres institutions financières.

(5) Représente la mesure dans laquelle les services de la banque pourraient être remplacés par ceux d'autres institutions.

(6) Tient compte du degré de complexité et du volume des activités de négociation de la banque visant les dérivés, les titres détenus à des fins de transaction, les titres de placement et les actifs de niveau 3.

(7) Le 1^{er} novembre 2018, nous avons appliqué de manière prospective l'approche standard pour le risque de contrepartie conformément aux lignes directrices sur les normes de fonds propres dans le cadre de notre détermination du capital nominal des dérivés.

Quatrième trimestre de 2019 par rapport au quatrième trimestre de 2018

En 2019, le capital nominal des dérivés hors cote a augmenté sous l'effet surtout de l'intensification des activités de négociation sur les swaps de taux d'intérêt et les contrats de change. L'exposition totale liée au ratio de levier en vertu de l'accord de Bâle III s'est accrue en raison des activités des clients relativement à nos actifs achetés en vertu de conventions de revente et aux titres empruntés, et en raison de la croissance du volume de prêts (déduction faite de la correction de valeur pour pertes sur prêts). Les autres différences par rapport à l'exercice précédent résultent essentiellement des fluctuations normales des activités commerciales.

Capacité totale d'absorption des pertes

Le 18 avril 2018, le BSIF a publié la version définitive de sa ligne directrice sur la capacité totale d'absorption des pertes qui s'applique aux banques canadiennes d'importance systémique intérieure dans le cadre du régime de recapitalisation interne mis en place par le gouvernement fédéral. Cette ligne directrice s'inscrit dans la même veine que la norme sur la capacité totale d'absorption des pertes publiée le 9 novembre 2015 par le CSF à l'intention des institutions désignées en tant que banques d'importance systémique mondiale, si ce n'est qu'elle a été adaptée pour le contexte canadien. L'exigence vise à assurer une capacité suffisante d'absorption des pertes d'une banque d'importance systémique de manière à permettre sa recapitalisation interne dans l'éventualité d'une défaillance. On entend par « capacité totale d'absorption des pertes » l'ensemble des fonds propres de première catégorie, des fonds propres de deuxième catégorie et des autres instruments liés

à la capacité totale d'absorption des pertes qui permettent leur conversion, en tout ou en partie, en actions ordinaires en vertu de la *Loi sur la SADC* et moyennant satisfaction de tous les critères d'admissibilité de la directive.

Les exigences relatives à la capacité totale d'absorption des pertes établissaient deux normes minimales qui doivent être appliquées d'ici le 1^{er} novembre 2021 : le ratio de la capacité totale d'absorption des pertes fondé sur les risques, qui s'appuie sur les ratios de fonds propres fondés sur les risques décrits dans la ligne directrice sur les normes de fonds propres et le ratio de levier de la capacité totale d'absorption des pertes, qui s'appuie sur le ratio de levier décrit dans la ligne directrice Exigences de levier du BSIF. Le BSIF a informé les banques d'importance systémique de leur obligation de maintenir un ratio de la capacité totale d'absorption des pertes minimal de 23,75 %, ce qui inclut la réserve pour stabilité intérieure révisée de 2,25 %, avec prise d'effet le 30 avril 2020, ainsi qu'un ratio de levier de la capacité totale d'absorption des pertes de 6,75 %. Nous avons commencé à émettre des titres de créance admissibles au régime de recapitalisation interne au quatrième trimestre de 2018, ce qui a contribué à l'accroissement de notre ratio de la capacité totale d'absorption des pertes. Selon nos prévisions, ce ratio devrait continuer d'augmenter grâce au refinancement, dans le cours normal de nos activités, des titres de créance à terme non garantis arrivant à échéance.

Faits nouveaux en matière de réglementation

Réserve pour stabilité intérieure

Le 10 décembre 2019, le BSIF a annoncé que la réserve pour stabilité intérieure serait portée de 2,0 % à 2,25 % du total de l'actif pondéré en fonction des risques à compter du 30 avril 2020. Cette modification a été apportée par suite de l'examen semestriel de la réserve pour stabilité intérieure effectué par le BSIF, sur la base de sa surveillance continue des institutions financières fédérales et de son avis que le degré de vulnérabilité des banques d'importance systémique intérieure demeure élevé face aux facteurs de risque clés. Nous ne prévoyons pas avoir de difficulté à nous conformer à cette exigence à la date d'entrée en vigueur.

Réformes de Bâle III – Risque opérationnel

Depuis le 1^{er} novembre 2019, les institutions sont tenues d'appliquer l'approche standard selon Bâle III actuelle, étant donné que l'approche de mesure avancée ne peut plus être utilisée. Ce changement n'a pas eu de répercussions sur nos ratios de fonds propres. Selon les réformes de Bâle III, le BSIF a modifié ses exigences en matière de fonds propres en ce qui concerne le risque opérationnel des institutions de dépôts et ces dernières sont tenues d'appliquer une nouvelle approche standard. Le 20 janvier 2020, le BSIF a reporté l'entrée en vigueur du changement au premier trimestre de 2022, et non pas au premier trimestre de 2021 comme cela était initialement prévu. Nous évaluons actuellement l'incidence de cette nouvelle approche.

Questions en matière de comptabilité et de contrôle

Résumé des méthodes comptables et estimations

Nos états financiers résumés sont présentés conformément à la Norme comptable internationale (IAS) 34 *Information financière intermédiaire*. Nos principales méthodes comptables sont décrites à la note 2 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2019 et de nos états financiers résumés du premier trimestre de 2020.

Changements de méthodes comptables et des informations à fournir

Changements de méthodes comptables

Au cours du premier trimestre, nous avons adopté IFRS 16 *Contrats de location* (IFRS 16). Comme l'autorisent les dispositions transitoires d'IFRS 16, nous avons choisi de ne pas retraiter les résultats des périodes correspondantes. En conséquence, toute l'information concernant les périodes correspondantes antérieures au trimestre à l'étude est présentée conformément aux méthodes comptables utilisées précédemment, tel qu'il est décrit dans notre rapport annuel 2019. Au 1^{er} novembre 2019, par suite de l'adoption d'IFRS 16, nous avons comptabilisé des actifs au titre de droits d'utilisation, des obligations locatives et un ajustement du solde d'ouverture des bénéfices non distribués. Pour plus de détails sur ces changements, se reporter à la note 2 de nos états financiers résumés.

Au cours du premier trimestre, nous avons adopté par anticipation des modifications à IFRS 9 *Instruments financiers*, à IAS 39 *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation* et à IFRS 7 *Instruments financiers : Informations à fournir* (les Modifications). Pour plus de détails sur ces changements, se reporter à la note 2 de nos états financiers résumés.

Changements futurs de méthodes comptables et des informations à fournir

Les changements futurs de méthodes comptables et des informations à fournir qui, en ce qui nous concerne, ne sont pas encore en vigueur sont décrits à la note 2 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2019.

Contrôles et procédures

Contrôles et procédures de présentation de l'information

Au 31 janvier 2020, la direction a évalué l'efficacité de nos contrôles et procédures de présentation de l'information conformément aux règles adoptées par la SEC des États-Unis. Cette évaluation a été faite sous la supervision et avec le concours du président et chef de la direction et du chef des finances, qui ont conclu que nos contrôles et procédures de présentation de l'information étaient efficaces au 31 janvier 2020.

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2020, nous n'avons effectué aucune modification de notre contrôle interne à l'égard de l'information financière ayant eu une incidence significative, ou étant raisonnablement susceptible d'avoir une incidence significative, sur notre contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Transactions entre parties liées

Dans le cours normal de nos activités, nous offrons des services bancaires et des services d'exploitation habituels, et concluons d'autres transactions avec des sociétés affiliées ou avec d'autres sociétés liées, y compris avec nos coentreprises, selon des modalités semblables à celles des parties non liées. Nous consentons des prêts à des administrateurs, à des dirigeants et à d'autres employés à des taux normalement consentis à nos clients privilégiés. Nous offrons en outre des régimes d'attribution d'actions différées et d'autres régimes aux administrateurs qui ne sont pas nos employés, aux dirigeants et à certains autres employés clés. Pour plus de détails, se reporter aux notes 12 et 27 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2019.

Index des recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements

La publication de notre rapport annuel 2019, de notre rapport aux actionnaires portant sur le premier trimestre de 2020, du document d'information financière complémentaire (IFC) et du rapport portant sur le troisième pilier a pour objectif la présentation de renseignements transparents et de grande qualité concernant les risques, conformément aux recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements du conseil de la stabilité financière (CSF). L'information figurant dans l'IFC et le rapport portant sur le troisième pilier n'est pas et ne doit pas être considérée comme étant intégrée par renvoi à notre rapport aux actionnaires portant sur le premier trimestre de 2020.

L'index qui suit présente un sommaire de nos renseignements à fournir selon les recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements.

Catégorie de risque	Recommandation	Information à fournir	Référence		
			Page du rapport aux actionnaires	Page du rapport annuel	Page de l'IFC
Généralités	1	Table des matières sur les informations relatives aux risques à fournir conformément aux recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements	51	129	1
	2	Définir la terminologie et les mesures relatives aux risques		56-62 248-250	—
	3	Risques connus et risques émergents		55-56	—
	4	Nouveaux ratios réglementaires	44-45	106-111	—
Gouvernance, gestion du risque et modèle d'affaires	5	Structure de gestion des risques		56-62	—
	6	Culture à l'égard du risque		58-62	—
	7	Risques relatifs au contexte dans lequel nous exerçons nos activités		115	—
	8	Simulation de crise		60,77	—
Adéquation des fonds propres et actif pondéré en fonction des risques	9	Ratios de fonds propres minimaux en vertu de l'accord de Bâle III et supplément s'appliquant aux banques d'importance systémique intérieure	45	106-111	—
	10	Composition des fonds propres et rapprochement du bilan comptable et du bilan réglementaire		—	20-23
	11	État de l'évolution des fonds propres réglementaires		—	24
	12	Planification stratégique en matière de fonds propres		105-111	—
	13	Actif pondéré en fonction des risques par secteur d'activité		—	25
	14	Analyse des exigences en matière de fonds propres et renseignements sur le modèle d'évaluation connexe		63-67	*
	15	Information relative au risque de crédit lié à l'actif pondéré en fonction des risques et mesures de risque connexes		—	*
16	Évolution de l'actif pondéré en fonction des risques par catégorie de risque		—	25	
17	Information relative au contrôle ex post en vertu de l'accord de Bâle		60, 63-64	37	
Liquidités	18	Analyse quantitative et qualitative de notre réserve de liquidités	36-38	84-86 91-92	—
Financement	19	Actifs grevés et non grevés par catégorie du bilan, et obligations contractuelles découlant de révisions des notations	38, 41	86, 90	—
	20	Analyse de l'ensemble des actifs, passifs et engagements hors bilan consolidés en fonction de la durée contractuelle résiduelle à la date du bilan	43-44	92-94	—
	21	Sources de financement et stratégie de financement	38-40	86-89	—
Risque de marché	22	Liens entre les postes du bilan et les mesures de risque de marché relatives aux portefeuilles de négociation et aux portefeuilles autres que de négociation	35-36	81-82	—
	23	Ventilation des facteurs de risque de marché	32-34	76-80	—
	24	Informations relatives à la validation et au contrôle ex post des mesures de risque de marché		76	—
	25	Principales techniques de gestion des risques au-delà des mesures et paramètres de risque présentés		76-80	—
Risque de crédit	26	Profil de risque de crédit de la Banque	23-32	63-75 182-189	26-37*
		Sommaire quantitatif de l'ensemble des expositions au risque de crédit en rapprochement avec le bilan	67-71	123-128	*
	27	Politiques de détermination des prêts douteux		64-67, 118, 149-152	—
	28	Rapprochement des soldes d'ouverture et de clôture des prêts douteux et des provisions pour dépréciation au cours de l'exercice		—	28, 33
	29	Quantification de l'exposition notionnelle brute aux dérivés négociés hors cote ou en Bourse		68	39
	30	Mesures d'atténuation du risque de crédit, y compris les garanties détenues pour toutes les sources de risque de crédit		66-67	36
Autres	31	Autres types de risque		96-105	—
	32	Événements publics comportant des risques		99-100 234-236	—

* Ces exigences de communication sont remplies en totalité ou en partie grâce aux informations incluses dans le rapport portant sur le troisième pilier pour le trimestre clos le 31 janvier 2020 et l'exercice clos le 31 octobre 2019.

États financiers consolidés intermédiaires résumés (non audité)

Bilans consolidés intermédiaires résumés (non audité)

(en millions de dollars canadiens)	Aux	
	31 janvier 2020	31 octobre 2019
Actif		
Trésorerie et montants à recevoir de banques	34 120 \$	26 310 \$
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	31 331	38 345
Titres		
Titres détenus à des fins de transaction	145 015	146 534
Titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable (note 4)	121 652	102 470
	266 667	249 004
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	324 187	306 961
Prêts (note 5)		
Prêts de détail	430 841	426 086
Prêts de gros	202 238	195 870
	633 079	621 956
Correction de valeur pour pertes sur prêts (note 5)	(3 139)	(3 100)
	629 940	618 856
Actif net des fonds distincts	1 788	1 663
Autres		
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	18 801	18 062
Dérivés	93 982	101 560
Locaux et matériel	8 257	3 191
Goodwill	11 288	11 236
Autres immobilisations incorporelles	4 641	4 674
Autres actifs	51 302	49 073
	188 271	187 796
Total de l'actif	1 476 304 \$	1 428 935 \$
Passif et capitaux propres		
Dépôts (note 6)		
Particuliers	302 002 \$	294 732 \$
Entreprises et gouvernements	569 236	565 482
Banques	31 046	25 791
	902 284	886 005
Passif net des fonds distincts	1 788	1 663
Autres		
Acceptations	18 844	18 091
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	35 624	35 069
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	254 391	226 586
Dérivés	94 611	98 543
Sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance	12 259	11 401
Autres passifs	63 173	58 137
	478 902	447 827
Débiteures subordonnées (note 8)	9 269	9 815
Total du passif	1 392 243	1 345 310
Capitaux propres attribuables aux actionnaires		
Actions privilégiées (note 8)	5 699	5 707
Actions ordinaires (note 8)	17 505	17 587
Bénéfices non distribués	56 279	55 981
Autres composantes des capitaux propres	4 472	4 248
	83 955	83 523
Participations ne donnant pas le contrôle	106	102
Total des capitaux propres	84 061	83 625
Total du passif et des capitaux propres	1 476 304 \$	1 428 935 \$

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

États consolidés intermédiaires résumés du résultat net (non audité)

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)	Pour les trimestres clos	
	le 31 janvier 2020	le 31 janvier 2019
Revenu d'intérêt et de dividende (note 3)		
Prêts	6 358 \$	6 160 \$
Titres	1 742	1 696
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	2 009	2 148
Dépôts et autres	129	145
	10 238	10 149
Charge d'intérêt (note 3)		
Dépôts et autres	3 020	3 262
Autres passifs	1 914	1 948
Débitures subordonnées	83	92
	5 017	5 302
Revenu net d'intérêt	5 221	4 847
Revenus autres que d'intérêt		
Primes d'assurance, revenus de placement et honoraires	1 994	1 579
Revenus tirés des activités de négociation	458	395
Commissions de gestion de placements et de services de garde	1 535	1 450
Revenus tirés des fonds communs de placement	946	873
Commissions de courtage en valeurs mobilières	318	342
Frais bancaires	488	468
Commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils	627	345
Revenus de change, autres que ceux tirés des activités de négociation	253	249
Revenus sur cartes	287	282
Commissions de crédit	360	315
Profits nets sur les titres de placement	11	46
Quote-part des bénéfices des coentreprises et des entreprises associées	22	15
Autres	316	383
	7 615	6 742
Total des revenus	12 836	11 589
Dotation à la provision pour pertes de crédit (notes 4 et 5)	419	514
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	1 614	1 225
Frais autres que d'intérêt		
Ressources humaines (note 7)	4 060	3 643
Matériel	462	431
Frais d'occupation	397	397
Communications	250	240
Honoraires	284	305
Amortissement des autres immobilisations incorporelles	303	290
Autres	622	606
	6 378	5 912
Bénéfice avant impôt	4 425	3 938
Impôt sur le résultat	916	766
Bénéfice net	3 509 \$	3 172 \$
Bénéfice net attribuable aux :		
Actionnaires	3 504 \$	3 170 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	5	2
	3 509 \$	3 172 \$
Bénéfice de base par action (en dollars) (note 9)	2,41 \$	2,15 \$
Bénéfice dilué par action (en dollars) (note 9)	2,40	2,15
Dividendes par action ordinaire (en dollars)	1,05	0,98

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

États consolidés intermédiaires résumés du résultat global (non audité)

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos	
	le 31 janvier 2020	le 31 janvier 2019
Bénéfice net	3 509 \$	3 172 \$
Autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt		
Éléments qui seront reclassés en résultat dans une période future :		
Variation nette des profits (pertes) latents sur les titres d'emprunt et les prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global		
Profits nets (pertes nettes) latents sur les titres d'emprunt et les prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	183	(1)
Dotation à la provision pour pertes de crédit comptabilisée en résultat	(1)	(1)
Reclassement en résultat de pertes nettes (profits nets) sur les titres d'emprunt et les prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	(9)	(29)
	173	(31)
Écarts de change		
Profits (pertes) de change latents	411	35
Profits nets (pertes nettes) de change liés aux activités de couverture	(178)	(66)
Reclassement en résultat de pertes (profits) de change	-	2
Reclassement en résultat de pertes (profits) liés aux activités de couverture de l'investissement net	-	2
	233	(27)
Variation nette des couvertures de flux de trésorerie		
Profits nets (pertes nettes) sur les dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	(174)	(316)
Reclassement en résultat de pertes (profits) sur les dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	(8)	(74)
	(182)	(390)
Éléments qui ne seront pas reclassés en résultat dans une période future :		
Réévaluations des régimes d'avantages du personnel (note 7)	(469)	(394)
Variation nette de la juste valeur attribuable au risque de crédit lié aux passifs financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	(109)	163
Profits nets (pertes nettes) sur les titres de participation désignés comme étant à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	1	7
	(577)	(224)
Total des autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt	(353)	(672)
Total du résultat global	3 156 \$	2 500 \$
Total du résultat global attribuable aux :		
Actionnaires	3 151 \$	2 497 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	5	3
	3 156 \$	2 500 \$

L'incidence de l'impôt sur le résultat sur les états consolidés intermédiaires résumés du résultat global est présentée dans le tableau suivant.

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos	
	le 31 janvier 2020	le 31 janvier 2019
Impôt sur les autres éléments du résultat global		
Profits nets (pertes nettes) latents sur les titres d'emprunt et les prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	55 \$	(4)\$
Dotation à la provision pour pertes de crédit comptabilisée en résultat	-	-
Reclassement en résultat de pertes nettes (profits nets) sur les titres d'emprunt et les prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	(3)	(17)
Profits (pertes) de change latents	-	1
Profits nets (pertes nettes) de change liés aux activités de couverture	(62)	(24)
Reclassement en résultat de pertes (profits) liés aux activités de couverture de l'investissement net	-	1
Profits nets (pertes nettes) sur les dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	(63)	(113)
Reclassement en résultat de pertes (profits) sur les dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	(3)	(27)
Réévaluations des régimes d'avantages du personnel	(167)	(125)
Variation nette de la juste valeur attribuable au risque de crédit lié aux passifs financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	(39)	59
Profits nets (pertes nettes) sur les titres de participation désignés comme étant à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	(2)	(1)
Total de la charge (l'économie) d'impôt	(284)\$	(250)\$

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

États consolidés intermédiaires résumés des variations des capitaux propres (non audité)

	Pour le trimestre clos le 31 janvier 2020											
	Autres composantes des capitaux propres									Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres	
	Actions privilégiées	Actions ordinaires	Actions propres – privilégiées	Actions propres – ordinaires	Bénéfices non distribués	Titres et prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Écart de change	Couverture de flux de trésorerie	Total des autres composantes des capitaux propres			
(en millions de dollars canadiens)												
Solde au début de la période	5 706 \$	17 645 \$	1 \$	(58)\$	55 981 \$	33 \$	4 221 \$	(6)\$	4 248 \$	83 523 \$	102 \$	83 625 \$
Ajustement de transition (note 2)	-	-	-	-	(107)	-	-	-	-	(107)	-	(107)
Solde ajusté au début de la période	5 706 \$	17 645 \$	1 \$	(58)\$	55 874 \$	33 \$	4 221 \$	(6)\$	4 248 \$	83 416 \$	102 \$	83 518 \$
Variation des capitaux propres												
Capital social émis	-	18	-	-	-	-	-	-	-	18	-	18
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation	-	(86)	-	-	(641)	-	-	-	-	(727)	-	(727)
Rachat d'actions privilégiées	(8)	-	-	-	-	-	-	-	-	(8)	-	(8)
Actions propres – vente	-	-	33	1 566	-	-	-	-	-	1 599	-	1 599
Actions propres – achat	-	-	(33)	(1 580)	-	-	-	-	-	(1 613)	-	(1 613)
Attributions de rémunération fondée sur des actions	-	-	-	-	2	-	-	-	-	2	-	2
Dividendes sur actions ordinaires	-	-	-	-	(1 496)	-	-	-	-	(1 496)	-	(1 496)
Dividendes sur actions privilégiées et autres	-	-	-	-	(65)	-	-	-	-	(65)	(1)	(66)
Autres	-	-	-	-	(322)	-	-	-	-	(322)	-	(322)
Bénéfice net	-	-	-	-	3 504	-	-	-	-	3 504	5	3 509
Total des autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt	-	-	-	-	(577)	173	233	(182)	224	(353)	-	(353)
Solde à la fin de la période	5 698 \$	17 577 \$	1 \$	(72)\$	56 279 \$	206 \$	4 454 \$	(188)\$	4 472 \$	83 955 \$	106 \$	84 061 \$

Pour le trimestre clos le 31 janvier 2019

	Autres composantes des capitaux propres										Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
	Actions privilégiées	Actions ordinaires	Actions propres – privilégiées	Actions propres – ordinaires	Bénéfices non distribués	Titres et prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Écart de change	Couverture de flux de trésorerie	Total des autres composantes des capitaux propres			
	(en millions de dollars canadiens)											
Solde au début de la période (note 2)	6 306 \$	17 635 \$	3 \$	(18)\$	51 018 \$	(12)\$	4 147 \$	688 \$	4 823 \$	79 767 \$	94 \$	79 861 \$
Variation des capitaux propres												
Capital social émis	350	11	-	-	-	-	-	-	-	361	-	361
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation	-	(45)	-	-	(303)	-	-	-	-	(348)	-	(348)
Rachat d'actions privilégiées	(250)	-	-	-	-	-	-	-	-	(250)	-	(250)
Actions propres – vente	-	-	82	1 529	-	-	-	-	-	1 611	-	1 611
Actions propres – achat	-	-	(85)	(1 547)	-	-	-	-	-	(1 632)	-	(1 632)
Attributions de rémunération fondée sur des actions	-	-	-	-	2	-	-	-	-	2	-	2
Dividendes sur actions ordinaires	-	-	-	-	(1 407)	-	-	-	-	(1 407)	-	(1 407)
Dividendes sur actions privilégiées et autres	-	-	-	-	(74)	-	-	-	-	(74)	-	(74)
Autres	-	-	-	-	2	-	-	-	-	2	-	2
Bénéfice net	-	-	-	-	3 170	-	-	-	-	3 170	2	3 172
Total des autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt	-	-	-	-	(224)	(31)	(28)	(390)	(449)	(673)	1	(672)
Solde à la fin de la période	6 406 \$	17 601 \$	- \$	(36)\$	52 184 \$	(43)\$	4 119 \$	298 \$	4 374 \$	80 529 \$	97 \$	80 626 \$

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Tableaux consolidés intermédiaires résumés des flux de trésorerie (non audité)

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos	
	le 31 janvier 2020	le 31 janvier 2019
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation		
Bénéfice net	3 509 \$	3 172 \$
Ajustements liés aux éléments sans effet sur la trésorerie et autres		
Dotation à la provision pour pertes de crédit	419	514
Amortissement	333	150
Impôt différé	14	(171)
Amortissement et perte de valeur des autres immobilisations incorporelles	311	293
Variations nettes des participations dans des coentreprises et des entreprises associées	(22)	(15)
Pertes (profits) sur les titres de placement	(12)	(49)
Pertes (profits) à la cession d'activités	8	–
Ajustements liés à la variation nette des actifs et passifs d'exploitation		
Sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance	858	512
Variation nette des intérêts courus à recevoir et à payer	(98)	122
Impôt exigible	(255)	(159)
Actifs dérivés	7 578	9 223
Passifs dérivés	(3 932)	(8 472)
Titres détenus à des fins de transaction	1 504	(9 915)
Prêts, déduction faite de la titrisation	(11 635)	(13 151)
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	(17 226)	(3 058)
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	27 805	17 715
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	555	995
Dépôts, déduction faite de la titrisation	17 236	15 482
Montants à payer aux courtiers ou à recevoir de courtiers	(644)	(478)
Autres	(6 362)	(1 483)
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'exploitation	19 944	11 227
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		
Variation des dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	7 016	(2 182)
Produit de la vente et de l'arrivée à échéance de titres de placement	16 804	18 304
Achat de titres de placement	(35 200)	(20 668)
Acquisitions nettes de locaux, de matériel et d'autres immobilisations incorporelles	(745)	(561)
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'investissement	(12 125)	(5 107)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		
Émission de débentures subordonnées	1 500	–
Remboursement de débentures subordonnées	(2 000)	–
Émission d'actions ordinaires, déduction faite des frais d'émission	16	9
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation	(727)	(348)
Émission d'actions privilégiées, déduction faite des frais d'émission	–	350
Rachat d'actions privilégiées	(8)	(250)
Actions propres – vente	1 599	1 611
Actions propres – achat	(1 613)	(1 632)
Dividendes versés	(1 567)	(1 483)
Dividendes/distributions versés aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	(1)	–
Variation des emprunts à court terme des filiales	2 779	4 860
Remboursement d'obligations locatives	(141)	–
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités de financement	(163)	3 117
Incidence de la variation des taux de change sur la trésorerie et les montants à recevoir de banques	154	587
Variation nette de la trésorerie et des montants à recevoir de banques	7 810	9 824
Trésorerie et montants à recevoir de banques au début de la période (1)	26 310	30 209
Trésorerie et montants à recevoir de banques à la fin de la période (1)	34 120 \$	40 033 \$
Les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation comprennent les éléments suivants :		
Intérêts versés (1)	4 757 \$	4 748 \$
Intérêts reçus	9 751	9 660
Dividendes reçus	658	493
Impôt sur le résultat payé	875	791

(1) Nous sommes tenus de maintenir des soldes auprès des banques centrales et d'autres organismes de réglementation. Le total des soldes était de 2,5 milliards de dollars au 31 janvier 2020 (2,6 milliards au 31 octobre 2019; 2,3 milliards au 31 janvier 2019; 2,4 milliards au 31 octobre 2018).

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Note 1 Informations générales

Nos états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités (les états financiers résumés) sont préparés conformément à la Norme comptable internationale (IAS) 34 *Information financière intermédiaire*. Les états financiers résumés ne comprennent pas toutes les informations qui doivent être fournies dans les états financiers annuels et ils doivent être lus en parallèle avec nos états financiers consolidés annuels audités de 2019 et les notes annexes présentés aux pages 139 à 246 de notre rapport annuel 2019. L'information présentée dans les tableaux est en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action et les pourcentages. Le 20 février 2020, le Conseil d'administration a autorisé la publication des états financiers résumés.

Note 2 Sommaire des principales méthodes comptables, estimations et jugements

Sauf indication contraire ci-après, les états financiers résumés ont été préparés selon les mêmes méthodes comptables que celles utilisées pour préparer nos états financiers consolidés annuels audités de 2019. Nos principales méthodes comptables et les changements futurs de méthodes comptables et d'informations à fournir non encore entrés en vigueur pour nous sont décrits à la note 2 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2019.

Changements de méthodes comptables

Contrats de location

Au cours du premier trimestre, nous avons adopté IFRS 16 *Contrats de location* (IFRS 16), qui énonce les principes de comptabilisation, d'évaluation, de présentation et d'information relatifs aux contrats de location et remplace la norme IAS 17 *Contrats de location* (IAS 17) qui s'appliquait auparavant aux contrats de location. Par suite de l'application d'IFRS 16, nous avons modifié notre méthode de comptabilisation des contrats de location tel qu'il est indiqué ci-après, en date du 1^{er} novembre 2019. Comme l'autorisent les dispositions transitoires d'IFRS 16, nous avons choisi de ne pas retraiter les résultats des périodes correspondantes. En conséquence, toute l'information correspondante est présentée conformément aux méthodes comptables utilisées précédemment, tel qu'il est décrit dans notre rapport annuel 2019.

Par suite de l'adoption d'IFRS 16, nous avons augmenté le total de l'actif de 5 084 millions de dollars et le total du passif de 5 191 millions de dollars, ce qui représente principalement des contrats de location visant des locaux et du matériel auparavant classés en tant que contrats de location simple; de plus, nous avons réduit les bénéfices non répartis de 107 millions de dollars, déduction faite de l'impôt. L'adoption d'IFRS 16 a réduit notre ratio de fonds propres CET1 de 14 p.b.

Location

À la date de passation d'un contrat, nous évaluons si celui-ci est ou contient un contrat de location. Un contrat est ou contient un contrat de location s'il confère le droit d'obtenir la quasi-totalité des avantages économiques découlant d'un bien déterminé et le droit de contrôler l'utilisation de ce bien pour un certain temps moyennant une contrepartie.

Lorsque nous sommes le preneur dans le cadre d'un contrat de location, nous comptabilisons initialement un actif au titre du droit d'utilisation et une obligation locative correspondante, sauf à l'égard des contrats de location à court terme et des contrats de location dont le bien sous-jacent est de faible valeur. On entend par contrat de location à court terme un contrat dont la durée est de 12 mois ou moins. Les biens de faible valeur sont des actifs non liés aux infrastructures, non spécialisés, courants, simples sur le plan technologique, facilement accessibles et couramment utilisés. En ce qui concerne les contrats de location à court terme et les contrats de location dont le bien sous-jacent est de faible valeur, nous comptabilisons les loyers en tant que charges d'exploitation sur une base linéaire sur la durée du contrat de location.

Lorsque nous avons l'assurance raisonnable d'exercer les options de prolongation et de résiliation, celles-ci sont prises en compte dans la durée du contrat de location visé.

L'obligation locative est initialement évaluée à la valeur actualisée des paiements de loyers qui n'ont pas encore été versés à la date de début, calculée selon notre taux d'emprunt marginal. L'obligation locative est ensuite évaluée au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif et comptabilisée dans la charge d'intérêt.

L'actif au titre du droit d'utilisation est initialement évalué en fonction du montant initial de l'obligation locative, après ajustement pour tenir compte des paiements de loyers versés à la date de début ou avant cette date, des coûts directs initiaux engagés et de l'estimation des coûts qui devront être engagés pour le démantèlement, l'enlèvement ou la remise en état du bien, déduction faite des avantages incitatifs à la location reçus.

L'actif au titre du droit d'utilisation est amorti jusqu'au terme de la durée du contrat de location ou jusqu'au terme de la durée d'utilité si celle-ci est antérieure, sauf si la propriété en est transférée à RBC ou si nous avons l'assurance raisonnable de pouvoir exercer une option d'achat, auquel cas la durée d'utilité de l'actif au titre du droit d'utilisation s'appliquera. Nous appliquons IAS 36 *Dépréciation d'actifs* pour déterminer si l'actif au titre du droit d'utilisation s'est déprécié et pour comptabiliser toute perte de valeur, comme il est décrit dans les méthodes comptables applicables aux locaux et au matériel dans notre rapport annuel 2019.

Note 2 Sommaire des principales méthodes comptables, estimations et jugements (suite)*Incidence de l'adoption d'IFRS 16 – Contrats de location auparavant classés en tant que contrats de location simple*

Lors de la transition, les obligations locatives ont été évaluées à la valeur actualisée des paiements de loyers restants au moyen de notre taux d'emprunt marginal au 1^{er} novembre 2019. Nous avons utilisé un taux d'emprunt marginal moyen pondéré de 2,3 %. Les actifs au titre de droits d'utilisation sont habituellement évalués à un montant équivalant à l'obligation locative et ajustés pour tenir compte du montant du paiement de loyer payé d'avance ou à payer. Pour certains biens, les actifs au titre de droits d'utilisation étaient évalués comme si IFRS 16 avait été appliquée depuis la date de début du contrat de location, actualisée au moyen de notre taux d'emprunt marginal au 1^{er} novembre 2019. Les mesures de simplification suivantes ont été adoptées pour l'application d'IFRS 16 aux contrats de location auparavant classés en tant que contrats de location simple selon IAS 17 :

- Décision de ne pas séparer les composantes locatives des composantes non locatives (applicable aux contrats de location de biens immobiliers);
- Exemption de comptabilisation des contrats de location à court terme et de contrats dont le bien sous-jacent est de faible valeur.

Le tableau qui suit présente le rapprochement de nos engagements en vertu de contrats de location simple au 31 octobre 2019, comme ils ont été présentés dans nos états financiers consolidés annuels de 2019, et des obligations liées au contrat comptabilisées lors de l'application initiale d'IFRS 16 au 1^{er} novembre 2019.

(en millions de dollars canadiens)

Engagements en vertu de baux présentés au 31 octobre 2019	6 175 \$
Moins : engagements liés à l'impôt non recouvrable	(360)
Moins : engagements au titre de contrats qui ne sont pas encore en vigueur	(240)
Moins : exemption de comptabilisation adoptée pour les contrats de location à court terme et les contrats de location dont le bien sous-jacent est de faible valeur	(83)
Plus : engagements au titre des options de renouvellement dont l'exercice est raisonnablement assuré	977
Autres	(26)
Engagements liés aux contrats de location simple ajustés au 31 octobre 2019	6 443
Actualisation au 1 ^{er} novembre 2019	5 557
Obligations locatives au titre de contrats de location-financement au 31 octobre 2019	49
Obligation locative comptabilisée au 1^{er} novembre 2019	5 606 \$

Incidence de l'adoption d'IFRS 16 – Contrats de location auparavant classés en tant que contrats de location-financement

La valeur comptable de l'actif au titre du droit d'utilisation et de l'obligation locative au 1^{er} novembre 2019 pour les contrats de location auparavant classés en tant que contrats de location-financement en vertu d'IAS 17 *Contrats de location* était jugée correspondre à la valeur comptable de l'actif loué et de l'obligation locative aux termes d'IAS 17 immédiatement avant la date de transition.

Réforme des taux d'intérêt de référence

Au cours du premier trimestre, nous avons adopté par anticipation des modifications à IFRS 9 *Instruments financiers*, à IAS 39 *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation* et à IFRS 7 *Instruments financiers : Informations à fournir* (les Modifications), qui s'appliquent à compter du 1^{er} novembre 2019. Ces Modifications modifient certaines exigences concernant la comptabilité de couverture de sorte à contrer l'effet que pourrait susciter l'incertitude causée par la réforme des taux d'intérêt de référence (la Réforme) avant la transition vers d'autres taux d'intérêt. L'adoption de ces Modifications n'a eu aucune incidence sur nos états financiers consolidés.

Nous cesserons d'appliquer ces Modifications lorsque les flux de trésorerie fondés sur les taux interbancaires offerts (IBOR) seront remplacés par les flux de trésorerie fondés sur les nouveaux taux sans risque ou lorsque les relations de couverture auxquelles la mesure d'atténuation est appliquée seront abandonnées.

Comptabilité de couverture

Nos méthodes comptables relatives à la comptabilité de couverture sont décrites aux notes 2 et 8 de notre rapport annuel 2019. Nous appliquons la comptabilité de couverture lorsque les instruments de couverture désignés sont hautement efficaces pour compenser les variations de la juste valeur ou des flux de trésorerie des éléments couverts, lors de la mise en place de la couverture et sur une base continue. Nous procédons à des appréciations rétrospectives pour démontrer que la relation est efficace depuis la désignation de la couverture et à des appréciations prospectives pour évaluer si la couverture sera efficace pour le reste de sa durée. Bien qu'une incertitude demeure en raison de la réforme des taux IBOR, nos tests d'efficacité prospectifs se fondent sur les flux de trésorerie couverts existants ou les risques couverts. Toute inefficacité constatée lors de tests rétrospectifs est comptabilisée dans le bénéfice net.

En plus des possibles facteurs à l'origine d'inefficacités présentés à la note 8 de notre rapport annuel 2019, la Réforme peut être source d'inefficacités puisque le remplacement des taux IBOR appliqués aux éléments couverts et instruments de couverture par des taux sans risque peut s'effectuer à des moments différents, ce qui peut avoir une incidence différente sur l'évaluation ou la variabilité des flux de trésorerie des éléments couverts et des instruments de couverture connexes.

Couvertures de flux de trésorerie

Nous appliquons la comptabilité de couverture aux couvertures de flux de trésorerie lorsqu'il est hautement probable que les flux de trésorerie déclenchant le risque couvert se réalisent. Bien qu'une incertitude demeure en raison de la réforme des taux IBOR, nous appliquons les mesures d'atténuation prévues par les Modifications, aux termes desquelles les taux de référence IBOR, utilisés pour déterminer les flux de trésorerie couverts hautement probables, ne sont pas modifiés. En outre, la réserve de couverture de flux de trésorerie connexe n'est pas reclassée en résultat net uniquement en raison des changements liés à la transition des taux IBOR aux nouveaux taux sans risque.

Couvertures de la juste valeur

Nous appliquons la comptabilité de couverture aux taux IBOR qui peuvent ne pas être stipulés dans le contrat si, au commencement de la relation de couverture, ces taux sont isolables et peuvent être évalués de façon fiable.

Relations de couverture touchées par la réforme des taux d'intérêt de référence

Le tableau qui suit présente le capital nominal de nos instruments de couverture fondés sur les taux IBOR qui arriveront à expiration après 2021 et qui seront touchés par la Réforme. Le capital nominal de ces instruments correspond aussi approximativement au risque géré au moyen des relations de couverture :

(en millions de dollars canadiens)	Au 1 ^{er} novembre 2019
	Valeur nominale/Principal (1)
Contrats de taux d'intérêt	
LIBOR en dollar américain	26 709 \$
Taux interbancaire offert en euro	5 589
LIBOR en livre sterling	618
Instruments non dérivés	
LIBOR en dollar américain	888
LIBOR en livre sterling	682
	34 486 \$

(1) Compte non tenu des contrats de taux d'intérêt et des instruments non dérivés dont les taux de référence se rapportent principalement aux taux offerts dans plusieurs territoires, notamment le CDOR (Canadian Dollar Offered Rate) et le BBSW (Australian Bank Bill Swap Rate).

IFRIC 23 Incertitude relative aux traitements fiscaux (IFRIC 23) de l'IFRS Interpretations Committee

Nous avons adopté au premier trimestre IFRIC 23, qui fournit des directives sur la comptabilisation et l'évaluation des actifs et passifs d'impôt conformément à IAS 12 *Impôts sur le résultat* lorsqu'il y a incertitude relative aux traitements fiscaux, et qui remplace IAS 37 *Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels* appliqué pour les positions fiscales incertaines. Nous sommes assujettis aux lois fiscales des divers territoires où nous exerçons nos activités. Ces lois fiscales complexes peuvent faire l'objet d'interprétations différentes de notre part et de celle des autorités fiscales pertinentes. Un jugement important doit être exercé pour interpréter les lois fiscales pertinentes, évaluer la probabilité d'acceptation de nos positions fiscales et déterminer notre charge d'impôt en fonction de nos meilleures estimations quant aux positions fiscales qui font l'objet d'un audit ou d'un appel auprès des autorités fiscales compétentes. Nous effectuons un examen chaque trimestre afin de mettre à jour nos meilleures estimations selon l'information disponible, mais les décisions prises par les autorités fiscales compétentes à l'égard de nos positions pourraient donner lieu à un passif et à une charge d'impôt additionnels. L'adoption d'IFRIC 23 n'a eu aucune incidence sur nos états financiers consolidés.

IFRS 15 Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients (IFRS 15)

Le 1^{er} novembre 2018, nous avons adopté IFRS 15 et réduit notre solde d'ouverture des bénéfices non distribués. Au cours du quatrième trimestre de 2019, nous avons modifié cette réduction du solde d'ouverture des bénéfices non distribués pour la porter à 94 millions de dollars après impôt. Les montants ont été révisés par rapport à ceux présentés précédemment.

Note 3 Juste valeur des instruments financiers

Valeur comptable et juste valeur des instruments financiers

Les tableaux suivants présentent une comparaison de la valeur comptable et de la juste valeur de chaque type d'instrument financier. Les dérivés incorporés sont présentés avec les contrats hôtes. Pour une description des techniques d'évaluation et des données utilisées pour déterminer la juste valeur de nos instruments financiers, se reporter aux notes 2 et 3 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2019. Aucun changement important n'a été apporté à nos méthodes d'évaluation de la juste valeur au cours du trimestre.

	Au 31 janvier 2020							
	Valeur comptable et juste valeur				Valeur comptable		Juste valeur	
	Instruments financiers classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments financiers classés comme étant à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Instruments financiers évalués au coût amorti	Instruments financiers évalués au coût amorti	Total de la valeur comptable	Total de la juste valeur
(en millions de dollars canadiens)								
Actifs financiers								
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	– \$	19 151 \$	– \$	– \$	12 180 \$	12 180 \$	31 331 \$	31 331 \$
Titres								
Titres détenus à des fins de transaction	135 110	9 905	–	–	–	–	145 015	145 015
Titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable	–	–	76 942	522	44 188	44 623	121 652	122 087
	135 110	9 905	76 942	522	44 188	44 623	266 667	267 102
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	261 216	–	–	–	62 971	62 972	324 187	324 188
Prêts, déduction faite de la correction de valeur applicable								
Prêts de détail	282	252	95	–	428 194	429 591	428 823	430 220
Prêts de gros	8 776	1 973	449	–	189 919	189 599	201 117	200 797
	9 058	2 225	544	–	618 113	619 190	629 940	631 017
Autres								
Dérivés	93 982	–	–	–	–	–	93 982	93 982
Autres actifs (1)	3 053	–	–	–	51 146	51 145	54 199	54 198
Passifs financiers								
Dépôts								
Particuliers	125 \$	17 109 \$			284 768 \$	284 896 \$	302 002 \$	302 130 \$
Entreprises et gouvernements (2)	260	117 572			451 404	452 781	569 236	570 613
Banques (3)	–	3 450			27 596	27 614	31 046	31 064
	385	138 131			763 768	765 291	902 284	903 807
Autres								
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	35 624	–			–	–	35 624	35 624
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	–	247 170			7 221	7 221	254 391	254 391
Dérivés	94 611	–			–	–	94 611	94 611
Autres passifs (4)	(1 484)	71			61 838	61 826	60 425	60 413
Débitures subordonnées	–	–			9 269	9 401	9 269	9 401

	Au 31 octobre 2019							
	Valeur comptable et juste valeur				Valeur comptable		Juste valeur	
	Instruments financiers classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments financiers classés comme étant à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Instruments financiers évalués au coût amorti	Instruments financiers évalués au coût amorti	Total de la valeur comptable	Total de la juste valeur
(en millions de dollars canadiens)								
Actifs financiers								
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	- \$	22 283 \$	- \$	- \$	16 062 \$	16 062 \$	38 345 \$	38 345 \$
Titres								
Titres détenus à des fins de transaction	137 600	8 934	-	-	-	-	146 534	146 534
Titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable	-	-	57 223	463	44 784	45 104	102 470	102 790
	137 600	8 934	57 223	463	44 784	45 104	249 004	249 324
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés								
	246 068	-	-	-	60 893	60 894	306 961	306 962
Prêts, déduction faite de la correction de valeur applicable								
Prêts de détail	275	242	95	-	423 469	424 416	424 081	425 028
Prêts de gros	7 055	1 856	451	-	185 413	184 645	194 775	194 007
	7 330	2 098	546	-	608 882	609 061	618 856	619 035
Autres								
Dérivés	101 560	-	-	-	-	-	101 560	101 560
Autres actifs (1)	3 156	-	-	-	50 375	50 375	53 531	53 531
Passifs financiers								
Dépôts								
Particuliers	140 \$	17 394 \$			277 198 \$	277 353 \$	294 732 \$	294 887 \$
Entreprises et gouvernements (2)	151	111 389			453 942	452 536	565 482	564 076
Banques (3)	-	3 032			22 759	22 773	25 791	25 805
	291	131 815			753 899	752 662	886 005	884 768
Autres								
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	35 069	-			-	-	35 069	35 069
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	-	218 612			7 974	7 974	226 586	226 586
Dérivés	98 543	-			-	-	98 543	98 543
Autres passifs (4)	(1 209)	91			61 039	61 024	59 921	59 906
Débitures subordonnées	-	-			9 815	9 930	9 815	9 930

(1) Comprend les engagements de clients en contrepartie d'acceptations et les instruments financiers comptabilisés dans les autres actifs.

(2) Les dépôts des entreprises et des gouvernements comprennent les dépôts provenant d'institutions de dépôt réglementées qui ne sont pas des banques.

(3) Les dépôts de banques correspondent aux dépôts venant de banques réglementées et de banques centrales.

(4) Comprend les acceptations et les instruments financiers comptabilisés dans les autres passifs.

Note 3 Juste valeur des instruments financiers (suite)

Juste valeur des actifs et des passifs évalués à la juste valeur de façon récurrente et classés selon la hiérarchie des évaluations à la juste valeur

(en millions de dollars canadiens)	Aux									
	31 janvier 2020					31 octobre 2019				
	Évaluation à la juste valeur selon le			Ajustements de compensation	Juste valeur	Évaluation à la juste valeur selon le			Ajustements de compensation	Juste valeur
Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 1			Niveau 2	Niveau 3			
Actifs financiers										
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	- \$	19 151 \$	- \$	\$	19 151 \$	- \$	22 283 \$	- \$	\$	22 283 \$
Titres										
Titres détenus à des fins de transaction										
Titres d'emprunt émis ou garantis par : Gouvernement canadien (1)										
Gouvernement fédéral	13 923	6 361	-		20 284	14 655	5 474	-		20 129
Provinces et municipalités	-	13 445	-		13 445	-	11 282	-		11 282
États, municipalités et organismes américains (1)	774	31 557	55		32 386	2 050	39 584	58		41 692
Entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE (2)	3 600	3 154	-		6 754	2 786	3 710	-		6 496
Titres adossés à des créances hypothécaires (1)	-	498	-		498	-	482	-		482
Titres adossés à des actifs										
Titres non garantis par des créances	-	1 397	2		1 399	-	1 333	2		1 335
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	-	25 342	19		25 361	1	23 643	21		23 665
Titres de participation	41 576	2 076	1 236		44 888	38 309	1 925	1 219		41 453
	59 873	83 830	1 312		145 015	57 801	87 433	1 300		146 534
Titres de placement										
Titres d'emprunt émis ou garantis par : Gouvernement canadien (1)										
Gouvernement fédéral	-	976	-		976	-	657	-		657
Provinces et municipalités	-	3 514	-		3 514	-	2 898	-		2 898
États, municipalités et organismes américains (1)	126	34 958	-		35 084	210	20 666	-		20 876
Entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	-	4 148	-		4 148	-	4 251	-		4 251
Titres adossés à des créances hypothécaires (1)	-	2 866	27		2 893	-	2 675	27		2 702
Titres adossés à des actifs										
TGC (3)	-	6 893	-		6 893	-	7 300	-		7 300
Titres non garantis par des créances	-	828	-		828	-	849	-		849
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	-	22 449	158		22 607	-	17 537	153		17 690
Titres de participation	43	185	293		521	42	127	294		463
	169	76 817	478		77 464	252	56 960	474		57 686
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés										
Prêts	-	261 216	-		261 216	-	246 068	-		246 068
Autres	-	10 832	995		11 827	-	9 294	680		9 974
Dérivés										
Contrats de taux d'intérêt	1	46 500	422		46 923	1	46 095	349		46 445
Contrats de change	-	32 273	68		32 341	-	40 768	48		40 816
Dérivés de crédit	-	219	-		219	-	169	-		169
Autres contrats	2 556	13 154	36		15 746	2 852	12 674	11		15 537
Ajustements d'évaluation	-	(708)	3		(705)	-	(712)	15		(697)
Total des dérivés, montant brut	2 557	91 438	529		94 524	2 853	98 994	423		102 270
Ajustements de compensation				(542)	(542)				(710)	(710)
Total des dérivés Autres actifs	1 339	1 634	80		93 982 3 053	1 119	1 960	77		101 560 3 156
	63 938 \$	544 918 \$	3 394 \$	(542) \$	611 708 \$	62 025 \$	522 992 \$	2 954 \$	(710) \$	587 261 \$
Passifs financiers										
Dépôts										
Particuliers	- \$	16 966 \$	268 \$		17 234 \$	- \$	17 378 \$	156 \$		17 534 \$
Entreprises et gouvernements	-	117 832	-		117 832	-	111 540	-		111 540
Banques	-	3 450	-		3 450	-	3 032	-		3 032
Autres										
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	17 544	18 080	-		35 624	20 512	14 557	-		35 069
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	-	247 170	-		247 170	-	218 612	-		218 612
Dérivés										
Contrats de taux d'intérêt	-	39 622	1 032		40 654	-	39 165	934		40 099
Contrats de change	-	34 373	43		34 416	-	40 183	27		40 210
Dérivés de crédit	-	393	-		393	-	282	-		282
Autres contrats	2 560	17 026	191		19 777	2 675	15 776	206		18 657
Ajustements d'évaluation	-	(74)	(13)		(87)	-	12	(7)		5
Total des dérivés, montant brut	2 560	91 340	1 253		95 153	2 675	95 418	1 160		99 253
Ajustements de compensation				(542)	(542)				(710)	(710)
Total des dérivés Autres passifs	57	(1 529)	59		94 611 (1 413)	102	(1 280)	60		98 543 (1 118)
	20 161 \$	493 309 \$	1 580 \$	(542) \$	514 508 \$	23 289 \$	459 257 \$	1 376 \$	(710) \$	483 212 \$

(1) Au 31 janvier 2020, la valeur des titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles et commerciales inclus dans tous les niveaux de la juste valeur des titres détenus à des fins de transaction s'établissait respectivement à 20 009 millions de dollars et à néant (22 365 millions et néant au 31 octobre 2019), et la valeur de ceux inclus dans tous les niveaux de la juste valeur des titres de placement se chiffrait respectivement à 9 168 millions et à 2 099 millions (6 474 millions et 2 046 millions au 31 octobre 2019).

(2) OCDE signifie « Organisation de Coopération et de Développement Économiques ».

(3) TGC signifie « titres garantis par des créances ».

Évaluations de la juste valeur à l'aide de données non observables importantes (instruments de niveau 3)

Un instrument financier est classé au niveau 3 de la hiérarchie des évaluations à la juste valeur si une ou plusieurs de ses données non observables peuvent avoir une incidence importante sur l'évaluation de sa juste valeur. Dans le cadre de l'établissement des états financiers, les niveaux appropriés de ces données non observables sont choisis de manière à tenir compte des indications actuelles du marché et du jugement de la direction. En raison de la nature non observable des cours ou des taux, il peut y avoir une incertitude quant à l'évaluation de ces instruments financiers de niveau 3.

Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2020, aucun changement important n'est intervenu dans les techniques et fourchettes d'évaluation et les moyennes pondérées des données non observables utilisées pour déterminer la juste valeur des instruments financiers de niveau 3. Au 31 janvier 2020, l'incidence de l'ajustement d'une ou plusieurs données non observables par d'autres hypothèses raisonnablement possibles n'a pas varié de façon importante par rapport à l'incidence indiquée dans nos états financiers consolidés annuels de 2019.

Variations de l'évaluation de la juste valeur des instruments évalués de façon récurrente et classés au niveau 3

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre clos le 31 janvier 2020								
	Juste valeur au début de la période	Profits (pertes) compris dans le résultat	Profits (pertes) compris dans les autres éléments du résultat global (1)	Achats d'actifs (émissions de passifs)	Règlements de passifs (ventes d'actifs) et autres (2)	Transferts vers le niveau 3	Transferts hors du niveau 3	Juste valeur à la fin de la période	Profits (pertes) compris dans le résultat relativement aux actifs et passifs encore détenus
Actif									
Titres									
Titres détenus à des fins de transaction									
Titres d'emprunt émis ou garantis par : États, municipalités et organismes américains	58 \$	– \$	– \$	– \$	(3)\$	– \$	– \$	55 \$	– \$
Titres adossés à des actifs Titres non garantis par des créances	2	–	–	–	–	–	–	2	–
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	21	(1)	–	–	(1)	–	–	19	(1)
Titres de participation	1 219	(27)	4	71	(28)	–	(3)	1 236	(9)
	1 300	(28)	4	71	(32)	–	(3)	1 312	(10)
Titres de placement									
Titres adossés à des créances hypothécaires	27	–	–	–	–	–	–	27	s.o.
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	153	–	5	–	–	–	–	158	s.o.
Titres de participation	294	–	–	–	(1)	–	–	293	s.o.
	474	–	5	–	(1)	–	–	478	s.o.
Prêts	680	26	–	318	(9)	8	(28)	995	28
Autres									
Soldes nets des dérivés (3)									
Contrats de taux d'intérêt	(585)	4	–	(36)	1	–	6	(610)	4
Contrats de change	21	1	–	11	–	(5)	(3)	25	(1)
Autres contrats	(195)	(15)	1	(2)	8	(10)	58	(155)	(8)
Ajustements d'évaluation	22	–	–	–	(6)	–	–	16	–
Autres actifs	77	7	–	–	(4)	–	–	80	7
	1 794 \$	(5)\$	10 \$	362 \$	(43)\$	(7)\$	30 \$	2 141 \$	20 \$
Passif									
Dépôts									
Particuliers	(156)\$	(1)\$	– \$	(174)\$	10 \$	(16)\$	69 \$	(268)\$	3 \$
Entreprises et gouvernements	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Autres									
Autres passifs	(60)	(4)	–	3	2	–	–	(59)	(4)
	(216)\$	(5)\$	– \$	(171)\$	12 \$	(16)\$	69 \$	(327)\$	(1)\$

Note 3 Juste valeur des instruments financiers (suite)

Pour le trimestre clos le 31 janvier 2019									
(en millions de dollars canadiens)	Juste valeur au début de la période	Profits (pertes) compris dans le résultat	Profits (pertes) compris dans les autres éléments du résultat global (1)	Achats d'actifs (émissions de passifs)	Règlements de passifs (ventes d'actifs) et autres (2)	Transferts vers le niveau 3	Transferts hors du niveau 3	Juste valeur à la fin de la période	Profits (pertes) compris dans le résultat relativement aux actifs et passifs encore détenus
Actif									
Titres									
Titres détenus à des fins de transaction									
Titres d'emprunt émis ou garantis par :									
États, municipalités et organismes américains									
	66 \$	(1)\$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	65 \$	– \$
Titres adossés à des actifs									
Titres non garantis par des créances									
	110	15	–	–	(116)	–	–	9	1
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances									
	21	1	–	–	–	–	–	22	–
Titres de participation									
	1 148	(18)	–	80	(143)	9	–	1 076	(5)
	1 345	(3)	–	80	(259)	9	–	1 172	(4)
Titres de placement									
Titres adossés à des créances hypothécaires									
	–	–	–	27	–	–	–	27	s.o.
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances									
	192	(3)	2	–	(56)	–	–	135	s.o.
Titres de participation									
	237	–	10	–	–	–	–	247	s.o.
	429	(3)	12	27	(56)	–	–	409	s.o.
Prêts									
	551	17	1	264	(2)	–	(5)	826	16
Autres									
Soldes nets des dérivés (3)									
Contrats de taux d'intérêt									
	(504)	(68)	–	–	40	2	(20)	(550)	(6)
Contrats de change									
	21	(7)	6	2	–	(1)	(9)	12	(1)
Autres contrats									
	(84)	45	–	(9)	(23)	(17)	(14)	(102)	60
Ajustements d'évaluation									
	1	–	–	–	12	–	–	13	–
Autres actifs									
	65	–	–	–	(4)	–	–	61	–
	1 824 \$	(19)\$	19 \$	364 \$	(292)\$	(7)\$	(48)\$	1 841 \$	65 \$
Passif									
Dépôts									
Particuliers									
	(390)\$	(30)\$	(1)\$	(9)\$	5 \$	(18)\$	352 \$	(91)\$	2 \$
Entreprises et gouvernements									
	5	–	–	–	–	–	(5)	–	–
Autres									
Autres passifs									
	(68)	–	–	–	16	–	–	(52)	1
	(453)\$	(30)\$	(1)\$	(9)\$	21 \$	(18)\$	347 \$	(143)\$	3 \$

(1) Ces montants comprennent les profits et les pertes de change découlant de la consolidation des filiales étrangères à l'égard des instruments de niveau 3, s'il y a lieu. Des profits latents sur les titres de placement de 4 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 janvier 2020 (profits de 11 millions au 31 janvier 2019) ont été comptabilisés dans les autres éléments du résultat global, exclusion faite des profits ou des pertes de change découlant de la consolidation.

(2) Comprend l'amortissement des primes ou des escomptes comptabilisés en résultat net.

(3) Le montant net des dérivés au 31 janvier 2020 comprenait des actifs dérivés de 529 millions de dollars (420 millions au 31 janvier 2019) et des passifs dérivés de 1 253 millions (1 047 millions au 31 janvier 2019).

s.o. sans objet

Transferts entre les niveaux de la hiérarchie des évaluations de la juste valeur pour les instruments inscrits à la juste valeur de façon récurrente

Les transferts entre les niveaux 1 et 2 et les transferts d'instruments vers le niveau 3 et hors de ce niveau sont présumés avoir eu lieu à la fin de la période. Pour un actif ou un passif transféré vers le niveau 3 au cours de la période, la variation totale de la juste valeur pour la période est exclue de la colonne Profits (pertes) compris dans le résultat relativement aux actifs et passifs encore détenus du tableau de rapprochement ci-dessus, alors que pour les transferts hors du niveau 3 effectués au cours de la période, la variation totale de la juste valeur pour la période est comprise dans cette même colonne.

Les transferts entre les niveaux 1 et 2 sont effectués selon que la juste valeur est obtenue au moyen des cours des marchés actifs (niveau 1).

Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2020, les transferts depuis le niveau 1 vers le niveau 2 comprenaient des créances d'États, de municipalités et d'organismes américains de 722 millions de dollars et des engagements afférents à des titres vendus à découvert de 233 millions de dollars.

Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2020, il n'y a eu aucun transfert important depuis le niveau 2 vers le niveau 1.

Les transferts entre le niveau 2 et le niveau 3 sont principalement attribuables à un changement dans l'observabilité d'une donnée sur le marché ou à un changement dans l'importance de l'incidence d'une donnée non observable sur la juste valeur d'un instrument financier.

Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2020, il n'y a eu aucun transfert important vers les niveaux 2 et 3 ou hors de ceux-ci.

Revenu net d'intérêt tiré des instruments financiers

Le revenu d'intérêt et le revenu de dividende découlant des actifs financiers et passifs financiers et les coûts de financement connexes sont inclus dans le revenu net d'intérêt.

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos	
	le 31 janvier 2020	le 31 janvier 2019 (1)
Revenu d'intérêt et de dividende (2), (3)		
Instruments financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net (4)	2 985 \$	2 887 \$
Instruments financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	309	272
Instruments financiers évalués au coût amorti	6 944	6 990
	10 238	10 149
Charge d'intérêt (2)		
Instruments financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net	2 360 \$	2 555 \$
Instruments financiers évalués au coût amorti (5)	2 657	2 747
	5 017	5 302
Revenu net d'intérêt	5 221 \$	4 847 \$

(1) Les montants ont été révisés par rapport à ceux présentés précédemment.

(2) Exclut les montants suivants qui ont trait à nos activités d'assurance et qui sont inscrits au poste Primes d'assurance, revenus de placement et honoraires de l'état consolidé résumé du résultat net : revenu d'intérêt de 132 millions de dollars (129 millions au 31 janvier 2019) et charge d'intérêt de 2 millions (1 million au 31 janvier 2019).

(3) Inclut un revenu de dividende de 608 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 janvier 2020 (437 millions au 31 janvier 2019), présenté à titre de revenu d'intérêt et de dividende dans l'état consolidé résumé du résultat net.

(4) Depuis le quatrième trimestre de 2019, la composante intérêt de l'évaluation de certains dépôts comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net auparavant présentés dans les revenus tirés des activités de négociation sont présentés dans le revenu net d'intérêt. Les montants des périodes correspondantes ont été reclassés afin qu'ils soient conformes à la présentation actuelle.

(5) Inclut une charge d'intérêt sur les obligations locatives de 31 millions de dollars liée à l'adoption d'IFRS 16 pour le trimestre clos le 31 janvier 2020.

Note 4 Titres

Profits et pertes latents sur les titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (1), (2)

(en millions de dollars canadiens)	Aux							
	31 janvier 2020				31 octobre 2019			
	Coût/ coût amorti	Profits bruts latents	Pertes brutes latentes	Juste valeur	Coût/ coût amorti	Profits bruts latents	Pertes brutes latentes	Juste valeur
Titres d'emprunt émis ou garantis par :								
Gouvernement canadien								
Gouvernement fédéral (3)	972 \$	4 \$	– \$	976 \$	655 \$	3 \$	(1) \$	657 \$
Provinces et municipalités	3 410	104	–	3 514	2 878	43	(23)	2 898
États, municipalités et organismes américains (3)	34 941	302	(159)	35 084	20 787	215	(126)	20 876
Entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	4 147	3	(2)	4 148	4 254	2	(5)	4 251
Titres adossés à des créances hypothécaires (3)	2 900	1	(8)	2 893	2 709	1	(8)	2 702
Titres adossés à des actifs								
TGC	6 897	2	(6)	6 893	7 334	1	(35)	7 300
Titres non garantis par des créances	828	3	(3)	828	847	4	(2)	849
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	22 550	62	(5)	22 607	17 655	45	(10)	17 690
Titres de participation	306	218	(3)	521	248	218	(3)	463
	76 951 \$	699 \$	(186) \$	77 464 \$	57 367 \$	532 \$	(213) \$	57 686 \$

(1) Compte non tenu de titres détenus afin d'en percevoir les flux de trésorerie de 44 188 millions de dollars au 31 janvier 2020 qui sont comptabilisés au coût amorti, déduction faite d'une correction de valeur pour pertes de crédit (44 784 millions au 31 octobre 2019).

(2) Les gains et les pertes bruts latents comprennent une correction de valeur pour pertes de crédit de (3) millions de dollars liée à des titres d'emprunt évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global au 31 janvier 2020 ((3) millions au 31 octobre 2019) comptabilisée en résultat et dans les autres composantes des capitaux propres.

(3) La plupart des titres adossés à des créances hypothécaires se rapportent à des prêts hypothécaires résidentiels. Le coût/coût amorti, les profits bruts latents, les pertes brutes latentes et la juste valeur liés aux titres adossés à des créances hypothécaires commerciales se chiffraient respectivement à 2 105 millions de dollars, à 1 million, à 7 millions et à 2 099 millions au 31 janvier 2020 (2 051 millions, 1 million, 6 millions et 2 046 millions au 31 octobre 2019).

Note 4 Titres (suite)

Correction de valeur pour pertes de crédit sur les titres de placement

Les tableaux qui suivent présentent le rapprochement du solde d'ouverture et du solde de clôture de la correction de valeur, par stade, pour les titres d'emprunt évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global et au coût amorti. Les éléments de rapprochement sont les suivants :

- Transferts entre les stades – On présume qu'ils surviennent avant toute réévaluation correspondante de la correction de valeur.
- Achats – Ils reflètent la correction de valeur établie pour les actifs nouvellement comptabilisés durant la période, y compris les actifs décomptabilisés à la suite d'une modification des conditions.
- Ventes et arrivées à échéance – Elles reflètent la correction de valeur établie pour les actifs décomptabilisés durant la période sans qu'une perte de crédit ait été subie, y compris les actifs décomptabilisés à la suite d'une modification des conditions.
- Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition – Ils reflètent les faits suivants : l'incidence des variations des données ou hypothèses relatives aux modèles, y compris les changements dans les conditions macroéconomiques prospectives, les remboursements partiels, les changements d'évaluation à la suite d'un transfert entre les stades et la désactualisation de la valeur temps de l'argent du fait du passage du temps.

Correction de valeur pour pertes de crédit – titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ⁽¹⁾

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos							
	le 31 janvier 2020				le 31 janvier 2019			
	Productifs		Dépréciés		Productifs		Dépréciés	
	Stade 1	Stade 2	Stade 3 (2)	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3 (2)	Total
Solde au début de la période	4 \$	– \$	(7) \$	(3) \$	4 \$	7 \$	– \$	11 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	–	–	–	–	–	–	–	–
Transferts vers le stade 2	–	–	–	–	–	–	–	–
Transferts vers le stade 3	–	–	–	–	–	–	–	–
Achats	2	–	–	2	2	–	–	2
Ventes et arrivées à échéance	–	–	–	–	(1)	(7)	–	(8)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	–	–	(2)	(2)	1	–	3	4
Écart de change et autres	–	–	–	–	–	–	–	–
Solde à la fin de la période	6 \$	– \$	(9) \$	(3) \$	6 \$	– \$	3 \$	9 \$

(1) Les pertes de crédit attendues sur les titres d'emprunt évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ne sont pas comptabilisées séparément dans le bilan, car les titres visés sont inscrits à la juste valeur. Le cumul des pertes de crédit comptabilisé en résultat est présenté dans les autres composantes des capitaux propres.

(2) Comprend les variations de la correction de valeur sur les titres dépréciés acquis.

Correction de valeur pour pertes de crédit – titres au coût amorti

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos							
	le 31 janvier 2020				le 31 janvier 2019			
	Productifs		Dépréciés		Productifs		Dépréciés	
	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total
Solde au début de la période	5 \$	19 \$	– \$	24 \$	6 \$	32 \$	– \$	38 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	–	–	–	–	–	–	–	–
Transferts vers le stade 2	–	–	–	–	–	–	–	–
Transferts vers le stade 3	–	–	–	–	–	–	–	–
Achats	2	–	–	2	1	–	–	1
Ventes et arrivées à échéance	–	–	–	–	–	–	–	–
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(2)	(1)	–	(3)	(1)	(2)	–	(3)
Écart de change et autres	–	(1)	–	(1)	–	–	–	–
Solde à la fin de la période	5 \$	17 \$	– \$	22 \$	6 \$	30 \$	– \$	36 \$

Exposition au risque de crédit selon la notation interne du risque

Le tableau suivant présente la juste valeur des titres d'emprunt évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ainsi que la valeur comptable brute des titres évalués au coût amorti. Les notations du risque sont basées sur les évaluations internes utilisées pour l'évaluation des pertes de crédit attendues à la date de clôture telles qu'elles figurent dans les grilles de notations internes de la rubrique Risque de crédit de notre rapport annuel 2019.

(en millions de dollars canadiens)	Aux							
	31 janvier 2020				31 octobre 2019			
	Productifs		Dépréciés		Productifs		Dépréciés	
Stade 1	Stade 2	Stade 3 (1)	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3 (1)	Total	
Titres de placement								
Titres évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global								
Qualité investissement	76 356 \$	1 \$	– \$	76 357 \$	56 671 \$	1 \$	– \$	56 672 \$
Qualité inférieure	429	1	–	430	400	1	–	401
Titres dépréciés	–	–	155	155	–	–	150	150
	76 785 \$	2 \$	155 \$	76 942 \$	57 071 \$	2 \$	150 \$	57 223 \$
Éléments non soumis à des tests de dépréciation (2)				522				463
				77 464 \$				57 686 \$
Titres au coût amorti								
Qualité investissement	43 063 \$	53 \$	– \$	43 116 \$	43 681 \$	46 \$	– \$	43 727 \$
Qualité inférieure	704	390	–	1 094	695	386	–	1 081
Titres dépréciés	–	–	–	–	–	–	–	–
	43 767 \$	443 \$	– \$	44 210 \$	44 376 \$	432 \$	– \$	44 808 \$
Correction de valeur pour pertes de crédit	5	17	–	22	5	19	–	24
Coût amorti	43 762 \$	426 \$	– \$	44 188 \$	44 371 \$	413 \$	– \$	44 784 \$

(1) Comprend des titres dépréciés acquis de 155 millions de dollars (150 millions au 31 octobre 2019).

(2) Les titres de placement évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global qui ne sont pas soumis à des tests de dépréciation sont des titres de participation désignés comme étant à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global.

Note 5 Prêts et correction de valeur pour pertes de crédit**Correction de valeur pour pertes de crédit**

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos									
	le 31 janvier 2020					le 31 janvier 2019				
	Solde au début de la période	Dotations à la provision pour pertes de crédit	Sorties du bilan, montant net	Écart de change et autres	Solde à la fin de la période	Solde au début de la période	Dotations à la provision pour pertes de crédit	Sorties du bilan, montant net	Écart de change et autres	Solde à la fin de la période
Prêts de détail										
Prêts hypothécaires résidentiels	402 \$	(7)\$	(8)\$	(20)\$	367 \$	382 \$	33 \$	(4)\$	(2)\$	409 \$
Prêts aux particuliers	935	121	(111)	(5)	940	895	123	(113)	(13)	892
Prêts sur cartes de crédit	832	177	(139)	(2)	868	760	140	(120)	–	780
Prêts aux petites entreprises	61	14	(8)	(1)	66	51	6	(5)	(1)	51
Prêts de gros	1 165	102	(41)	(35)	1 191	979	204	(61)	(12)	1 110
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	24	14	–	1	39	21	10	–	–	31
	3 419 \$	421 \$	(307)\$	(62)\$	3 471 \$	3 088 \$	516 \$	(303)\$	(28)\$	3 273 \$
Présentation ventilée :										
Correction de valeur pour pertes sur prêts	3 100 \$				3 139 \$	2 912 \$				3 061 \$
Autres passifs – Dotations	295				292	154				180
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	24				39	21				31
Autres composantes des capitaux propres	–				1	1				1

Note 5 Prêts et correction de valeur pour pertes de crédit (suite)

Le tableau qui suit présente le rapprochement du solde d'ouverture et du solde de clôture de la correction de valeur pour les prêts et engagements, par stade, pour chaque grande catégorie de produits.

Les éléments de rapprochement sont les suivants :

- Transferts entre les stades – On présume qu'ils surviennent avant toute réévaluation correspondante de la correction de valeur.
- Originations – Elles reflètent la correction de valeur établie pour les actifs nouvellement comptabilisés durant la période, y compris les actifs décomptabilisés à la suite d'une modification des conditions.
- Arrivées à échéance – Elles reflètent la correction de valeur établie pour les actifs décomptabilisés durant la période sans qu'une perte de crédit ait été subie, y compris les actifs décomptabilisés à la suite d'une modification des conditions.
- Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition – Ils reflètent les faits suivants : l'incidence des variations des données ou hypothèses relatives aux modèles, y compris les changements dans les conditions macroéconomiques prospectives, les remboursements partiels et les prélèvements supplémentaires sur les facilités existantes, les changements d'évaluation à la suite d'un transfert entre les stades et la désactualisation de la valeur temps de l'argent du fait du passage du temps au stade 1 et au stade 2.

Correction de valeur pour pertes de crédit – prêts de détail et prêts de gros

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos							
	le 31 janvier 2020				le 31 janvier 2019			
	Productifs		Dépréciés		Productifs		Dépréciés	
	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total
Prêts hypothécaires résidentiels								
Solde au début de la période	146 \$	77 \$	179 \$	402 \$	142 \$	64 \$	176 \$	382 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	27	(18)	(9)	–	8	(8)	–	–
Transferts vers le stade 2	(4)	6	(2)	–	(3)	4	(1)	–
Transferts vers le stade 3	(1)	(8)	9	–	(1)	(8)	9	–
Originations	16	–	–	16	13	–	–	13
Arrivées à échéance	(4)	(3)	–	(7)	(3)	(2)	–	(5)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(45)	29	–	(16)	(18)	30	13	25
Sorties du bilan	–	–	(12)	(12)	–	–	(5)	(5)
Recouvrements	–	–	4	4	–	–	1	1
Écart de change et autres	(3)	(3)	(14)	(20)	–	(1)	(1)	(2)
Solde à la fin de la période	132 \$	80 \$	155 \$	367 \$	138 \$	79 \$	192 \$	409 \$
Prêts aux particuliers								
Solde au début de la période	272 \$	520 \$	143 \$	935 \$	242 \$	512 \$	141 \$	895 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	119	(119)	–	–	132	(132)	–	–
Transferts vers le stade 2	(19)	19	–	–	(23)	23	–	–
Transferts vers le stade 3	(1)	(20)	21	–	–	(44)	44	–
Originations	25	–	–	25	23	–	–	23
Arrivées à échéance	(12)	(23)	–	(35)	(7)	(30)	–	(37)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(111)	141	101	131	(132)	190	79	137
Sorties du bilan	–	–	(149)	(149)	–	–	(144)	(144)
Recouvrements	–	–	38	38	–	–	31	31
Écart de change et autres	–	(1)	(4)	(5)	–	–	(13)	(13)
Solde à la fin de la période	273 \$	517 \$	150 \$	940 \$	235 \$	519 \$	138 \$	892 \$
Prêts sur cartes de crédit								
Solde au début de la période	173 \$	659 \$	– \$	832 \$	161 \$	599 \$	– \$	760 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	118	(118)	–	–	110	(110)	–	–
Transferts vers le stade 2	(22)	22	–	–	(19)	19	–	–
Transferts vers le stade 3	–	(88)	88	–	–	(80)	80	–
Originations	2	–	–	2	1	–	–	1
Arrivées à échéance	(1)	(8)	–	(9)	(1)	(6)	–	(7)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(94)	227	51	184	(84)	190	40	146
Sorties du bilan	–	–	(174)	(174)	–	–	(153)	(153)
Recouvrements	–	–	35	35	–	–	33	33
Écart de change et autres	(2)	–	–	(2)	–	–	–	–
Solde à la fin de la période	174 \$	694 \$	– \$	868 \$	168 \$	612 \$	– \$	780 \$
Prêts aux petites entreprises								
Solde au début de la période	29 \$	10 \$	22 \$	61 \$	17 \$	16 \$	18 \$	51 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	1	(1)	–	–	5	(5)	–	–
Transferts vers le stade 2	(1)	1	–	–	(1)	1	–	–
Transferts vers le stade 3	–	(1)	1	–	–	(3)	3	–
Originations	3	–	–	3	3	–	–	3
Arrivées à échéance	(1)	(1)	–	(2)	(1)	(2)	–	(3)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(2)	4	11	13	(7)	11	2	6
Sorties du bilan	–	–	(10)	(10)	–	–	(7)	(7)
Recouvrements	–	–	2	2	–	–	2	2
Écart de change et autres	–	(1)	–	(1)	–	–	(1)	(1)
Solde à la fin de la période	29 \$	11 \$	26 \$	66 \$	16 \$	18 \$	17 \$	51 \$
Prêts de gros								
Solde au début de la période	281 \$	396 \$	488 \$	1 165 \$	274 \$	340 \$	365 \$	979 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	27	(26)	(1)	–	24	(24)	–	–
Transferts vers le stade 2	(8)	9	(1)	–	(9)	11	(2)	–
Transferts vers le stade 3	(1)	(18)	19	–	(1)	(16)	17	–
Originations	66	–	–	66	68	10	–	78
Arrivées à échéance	(43)	(53)	–	(96)	(43)	(43)	–	(86)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(17)	99	50	132	(11)	84	139	212
Sorties du bilan	–	–	(54)	(54)	–	–	(68)	(68)
Recouvrements	–	–	13	13	–	–	7	7
Écart de change et autres	(5)	–	(30)	(35)	(1)	(1)	(10)	(12)
Solde à la fin de la période	300 \$	407 \$	484 \$	1 191 \$	301 \$	361 \$	448 \$	1 110 \$

Note 5 Prêts et correction de valeur pour pertes de crédit (suite)

Exposition au risque de crédit selon la notation interne du risque

Le tableau qui suit présente la valeur comptable brute des prêts évalués au coût amorti et le montant contractuel total des engagements de prêt inutilisés soumis aux dispositions d'IFRS 9 relatives à la dépréciation. Les notations du risque sont basées sur les évaluations internes utilisées pour l'évaluation des pertes de crédit attendues à la date de clôture telles qu'elles figurent dans les grilles de notations internes relatives aux prêts de gros et de détail de la rubrique Risque de crédit de notre rapport annuel 2019.

(en millions de dollars canadiens)	Aux							
	31 janvier 2020				31 octobre 2019			
	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total
Prêts de détail								
Prêts en cours – Prêts hypothécaires résidentiels								
Faible risque	244 103 \$	6 411 \$	– \$	250 514 \$	238 377 \$	6 764 \$	– \$	245 141 \$
Risque moyen	13 903	1 251	–	15 154	14 033	1 347	–	15 380
Risque élevé	3 023	2 675	–	5 698	2 843	2 722	–	5 565
Non notés (1)	40 873	731	–	41 604	40 030	726	–	40 756
Dépréciés	–	–	700	700	–	–	732	732
	301 902	11 068	700	313 670	295 283	11 559	732	307 574
Éléments non soumis à des tests de dépréciation (2)				534				517
Total				314 204				308 091
Prêts en cours – Prêts aux particuliers								
Faible risque	71 001 \$	1 756 \$	– \$	72 757 \$	71 619 \$	1 944 \$	– \$	73 563 \$
Risque moyen	5 213	2 863	–	8 076	5 254	3 011	–	8 265
Risque élevé	876	1 814	–	2 690	843	1 874	–	2 717
Non notés (1)	7 187	93	–	7 280	7 293	105	–	7 398
Dépréciés	–	–	320	320	–	–	307	307
	84 277	6 526	320	91 123	85 009	6 934	307	92 250
Prêts en cours – Prêts sur cartes de crédit								
Faible risque	13 668 \$	103 \$	– \$	13 771 \$	13 840 \$	103 \$	– \$	13 943 \$
Risque moyen	2 126	1 778	–	3 904	2 250	1 827	–	4 077
Risque élevé	125	1 428	–	1 553	137	1 432	–	1 569
Non notés (1)	694	50	–	744	677	45	–	722
	16 613	3 359	–	19 972	16 904	3 407	–	20 311
Prêts en cours – Prêts aux petites entreprises								
Faible risque	2 257 \$	115 \$	– \$	2 372 \$	2 200 \$	107 \$	– \$	2 307 \$
Risque moyen	2 136	611	–	2 747	2 163	563	–	2 726
Risque élevé	131	223	–	354	138	196	–	334
Non notés (1)	7	–	–	7	10	–	–	10
Dépréciés	–	–	62	62	–	–	57	57
	4 531	949	62	5 542	4 511	866	57	5 434
Engagements inutilisés – Prêts de détail								
Faible risque	203 094 \$	1 936 \$	– \$	205 030 \$	196 743 \$	1 894 \$	– \$	198 637 \$
Risque moyen	8 806	245	–	9 051	8 251	246	–	8 497
Risque élevé	925	193	–	1 118	851	208	–	1 059
Non notés (1)	5 650	126	–	5 776	5 861	146	–	6 007
	218 475	2 500	–	220 975	211 706	2 494	–	214 200
Prêts de gros – Prêts en cours								
Qualité investissement	49 268 \$	67 \$	– \$	49 335 \$	47 133 \$	97 \$	– \$	47 230 \$
Qualité inférieure	122 070	12 163	–	134 233	119 778	11 940	–	131 718
Non notés (1)	5 801	318	–	6 119	5 862	320	–	6 182
Dépréciés	–	–	1 802	1 802	–	–	1 829	1 829
	177 139	12 548	1 802	191 489	172 773	12 357	1 829	186 959
Éléments non soumis à des tests de dépréciation (2)				10 749				8 911
Total				202 238				195 870
Engagements inutilisés – Prêts de gros								
Qualité investissement	223 333 \$	2 \$	– \$	223 335 \$	222 819 \$	18 \$	– \$	222 837 \$
Qualité inférieure	98 452	9 300	–	107 752	96 191	9 007	–	105 198
Non notés (1)	3 269	1	–	3 270	3 986	–	–	3 986
	325 054	9 303	–	334 357	322 996	9 025	–	332 021

- (1) Il arrive qu'aucune note interne du risque ne soit attribuée. Dans ce cas, nous utilisons d'autres méthodes, politiques et outils approuvés afin de gérer notre risque de crédit.
(2) Les éléments qui ne sont pas soumis à des tests de dépréciation sont des prêts détenus à la juste valeur par le biais du résultat net.

Prêts en souffrance mais non douteux (1)

(en millions de dollars canadiens)	Aux							
	31 janvier 2020				31 octobre 2019			
	De 1 à 29 jours	De 30 à 89 jours	90 jours et plus	Total	De 1 à 29 jours	De 30 à 89 jours	90 jours et plus	Total
Prêts de détail	3 749 \$	1 423 \$	202 \$	5 374 \$	3 173 \$	1 369 \$	186 \$	4 728 \$
Prêts de gros	2 521	516	5	3 042	1 543	460	3	2 006
	6 270 \$	1 939 \$	207 \$	8 416 \$	4 716 \$	1 829 \$	189 \$	6 734 \$

(1) Les montants présentés peuvent inclure les prêts qui sont en souffrance en raison de procédures administratives, comme les prêts hypothécaires dont les paiements sont retenus dans l'attente des sommes reçues à la suite de la vente ou du refinancement. Les prêts en souffrance en raison de procédures administratives ne sont pas représentatifs de la capacité des emprunteurs à respecter leurs obligations de paiement.

Note 6 Dépôts

(en millions de dollars canadiens)	Aux							
	31 janvier 2020				31 octobre 2019			
	À vue (1)	À préavis (2)	À terme (3)	Total	À vue (1)	À préavis (2)	À terme (3)	Total
Particuliers	149 105 \$	51 253 \$	101 644 \$	302 002 \$	143 958 \$	49 806 \$	100 968 \$	294 732 \$
Entreprises et gouvernements	253 815	11 855	303 566	569 236	253 113	13 867	298 502	565 482
Banques	10 277	870	19 899	31 046	8 363	920	16 508	25 791
	413 197 \$	63 978 \$	425 109 \$	902 284 \$	405 434 \$	64 593 \$	415 978 \$	886 005 \$
Dépôts non productifs d'intérêts (4)								
Canada	94 688 \$	5 884 \$	248 \$	100 820 \$	93 163 \$	5 692 \$	137 \$	98 992 \$
États-Unis	32 782	–	–	32 782	34 632	–	–	34 632
Europe (5)	871	–	–	871	760	–	–	760
Autres pays	5 620	5	–	5 625	5 225	5	–	5 230
Dépôts productifs d'intérêts (4)								
Canada	235 619	15 861	336 966	588 446	228 386	15 306	333 118	576 810
États-Unis	5 610	38 336	46 350	90 296	4 704	39 626	41 776	86 106
Europe (5)	32 998	880	30 668	64 546	33 073	825	30 090	63 988
Autres pays	5 009	3 012	10 877	18 898	5 491	3 139	10 857	19 487
	413 197 \$	63 978 \$	425 109 \$	902 284 \$	405 434 \$	64 593 \$	415 978 \$	886 005 \$

- (1) Les dépôts à vue comprennent tous les dépôts pour lesquels nous n'avons pas le droit d'exiger un avis de retrait, ce qui comprend des comptes d'épargne et des comptes-chèques.
- (2) Les dépôts à préavis comprennent tous les dépôts pour lesquels nous pouvons exiger légalement un avis de retrait. Ces dépôts sont principalement des comptes d'épargne.
- (3) Les dépôts à terme sont remboursables à une date fixe et comprennent aussi les certificats de placement garanti et d'autres instruments semblables.
- (4) La répartition géographique des dépôts est fondée sur l'origine des dépôts et le pays où les revenus sont comptabilisés. Au 31 janvier 2020, les dépôts libellés en dollars américains, en livres sterling, en euros et en autres devises s'élevaient respectivement à 325 milliards de dollars, 27 milliards, 47 milliards et 31 milliards (321 milliards, 23 milliards, 45 milliards et 31 milliards au 31 octobre 2019, respectivement).
- (5) Comprend le Royaume-Uni, le Luxembourg, les îles Anglo-Normandes, la France et l'Italie.

Échéances contractuelles des dépôts à terme

(en millions de dollars canadiens)	Aux	
	31 janvier 2020	31 octobre 2019
Moins de 1 an :		
Moins de 3 mois	116 904 \$	94 585 \$
De 3 à 6 mois	49 773	62 814
De 6 à 12 mois	91 855	92 507
De 1 à 2 ans	42 322	50 055
De 2 à 3 ans	36 091	31 852
De 3 à 4 ans	32 132	31 373
De 4 à 5 ans	22 043	21 130
Plus de 5 ans	33 989	31 662
	425 109 \$	415 978 \$
Montant global des dépôts à terme en coupures de 100 000 \$ ou plus	388 000 \$	379 000 \$

Note 7 Avantages du personnel – Régime de retraite et autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi

Nous offrons un certain nombre de régimes à cotisations définies et à prestations définies, lesquels fournissent des prestations de retraite et d'autres avantages postérieurs à l'emploi aux employés admissibles. Les tableaux qui suivent présentent la composition de notre charge au titre des prestations de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi et l'incidence des réévaluations comptabilisées dans les autres éléments du résultat global.

Charge au titre des prestations de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos			
	Régimes de retraite		Autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi	
	le 31 janvier 2020	le 31 janvier 2019	le 31 janvier 2020	le 31 janvier 2019
Coûts des services rendus au cours de la période	92 \$	74 \$	11 \$	10 \$
Charge (revenu) d'intérêt, montant net	5	(5)	15	16
Réévaluation des autres avantages à long terme	–	–	4	2
Frais administratifs	4	4	–	–
Charge au titre des régimes à prestations définies	101 \$	73 \$	30 \$	28 \$
Charge au titre des régimes à cotisations définies	63	61	–	–
	164 \$	134 \$	30 \$	28 \$

Réévaluations des régimes de retraite et des autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi (1)

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos			
	Régimes de retraite à prestations définies		Autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi	
	le 31 janvier 2020	le 31 janvier 2019	le 31 janvier 2020	le 31 janvier 2019
(Gains) pertes actuariels :				
Modifications des hypothèses financières (2)	1 047 \$	607 \$	96 \$	57 \$
Ajustements liés à l'expérience	–	–	–	(1)
Rendement de l'actif des régimes (excluant les intérêts en fonction du taux d'actualisation)	(507)	(144)	–	–
	540 \$	463 \$	96 \$	56 \$

(1) Les hypothèses fondées sur le marché, y compris les modifications des hypothèses financières et le rendement de l'actif des régimes, sont revues chaque trimestre. Toutes les autres hypothèses sont mises à jour à l'occasion de notre examen annuel des hypothèses des régimes.

(2) Les modifications des hypothèses financières liées à nos régimes de retraite à prestations définies portent principalement sur les changements de taux d'actualisation.

Note 8 Transactions importantes portant sur les capitaux propres et le financement

Actions privilégiées

Le 17 décembre 2019, nous avons racheté contre espèces 200 000 actions représentatives d'actions étrangères, chacune représentant un quarantième de droit sur nos actions privilégiées de premier rang à taux fixe/à taux variable et à dividende non cumulatif de série C-2 (les actions privilégiées C-2), pour un prix total, y compris les dividendes cumulés, de 6 millions de dollars américains. Les actions représentatives d'actions étrangères et les actions privilégiées C-2 acquises ont été par la suite annulées. Les actions privilégiées C-2 ne sont pas admissibles à titre de fonds propres réglementaires de première catégorie.

Débetures subordonnées

Le 6 décembre 2019, nous avons racheté la totalité des 2 000 millions de dollars de nos débetures subordonnées à 2,99 % en circulation échéant le 6 décembre 2024 pour la totalité de leur capital, majoré des intérêts courus jusqu'à la date de rachat, sans compter cette date.

Le 23 décembre 2019, nous avons émis 1 500 millions de dollars de débetures subordonnées relatives aux fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité (FPUNV). Les débetures portent intérêt au taux fixe de 2,88 % par année jusqu'au 23 décembre 2024, puis au taux CDOR (Canadian Dollar Offered Rate) à trois mois majoré de 0,89 % jusqu'à leur échéance, le 23 décembre 2029.

Actions ordinaires émises ⁽¹⁾

(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions)	Pour les trimestres clos			
	le 31 janvier 2020		le 31 janvier 2019	
	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Nombre d'actions (en milliers)	Montant
Actions émises dans le cadre des régimes de rémunération fondée sur des actions ⁽²⁾	233	18 \$	159	11 \$
Actions rachetées aux fins d'annulation ⁽³⁾	(6 993)	(86)	(3 684)	(45)
	(6 760)	(68)\$	(3 525)	(34)\$

- (1) Les exigences de notre régime de réinvestissement des dividendes sont remplies soit au moyen d'achats d'actions sur le marché libre, soit au moyen d'actions propres. Au cours des trimestres clos les 31 janvier 2020 et 2019, les exigences de notre régime de réinvestissement de dividendes ont été remplies au moyen d'achat d'actions sur le marché libre.
- (2) Les montants comprennent la trésorerie reçue au titre des options sur actions exercées au cours de la période et les ajustements de la juste valeur des options sur actions.
- (3) Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2020, nous avons racheté, aux fins d'annulation, des actions ordinaires dont la juste valeur totalisait 727 millions de dollars (prix moyen de 104,02 \$ l'action) et la valeur comptable, 86 millions (valeur comptable de 12,34 \$ l'action). Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2019, nous avons racheté, aux fins d'annulation, des actions ordinaires dont la juste valeur totalisait 348 millions de dollars (prix moyen de 94,40 \$ l'action) et la valeur comptable, 45 millions (valeur comptable de 12,25 \$ l'action).

Note 9 Bénéfice par action

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action)	Pour les trimestres clos	
	le 31 janvier 2020	le 31 janvier 2019
Bénéfice de base par action		
Bénéfice net	3 509 \$	3 172 \$
Dividendes sur actions privilégiées	(65)	(74)
Bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	(5)	(2)
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires	3 439	3 096
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires (en milliers)	1 427 599	1 437 074
Bénéfice de base par action (en dollars)	2,41 \$	2,15 \$
Bénéfice dilué par action		
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires	3 439 \$	3 096 \$
Incidence dilutive des actions échangeables	4	4
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires, compte tenu de l'incidence dilutive des actions échangeables	3 443	3 100
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires (en milliers)	1 427 599	1 437 074
Options sur actions ⁽¹⁾	1 698	2 033
Actions pouvant être émises en vertu d'autres régimes de rémunération fondée sur des actions	750	737
Actions échangeables ⁽²⁾	3 013	3 351
Nombre moyen d'actions ordinaires diluées (en milliers)	1 433 060	1 443 195
Bénéfice dilué par action (en dollars)	2,40 \$	2,15 \$

- (1) L'effet de dilution des options sur actions a été établi au moyen de la méthode des actions propres. Lorsque le prix d'exercice des options en cours excède le cours moyen du marché de nos actions ordinaires, les options sont exclues du calcul du bénéfice dilué par action. Pour le trimestre clos le 31 janvier 2020, aucune option en cours n'a été exclue du calcul du bénéfice dilué par action. Pour le trimestre clos le 31 janvier 2019, 1 364 706 options en cours au prix d'exercice moyen de 99,73 \$ ont été exclues du calcul du bénéfice dilué par action.
- (2) Comprend les actions privilégiées échangeables.

Note 10 Actions en justice et questions de réglementation

Nous sommes une importante institution mondiale qui est assujettie à de nombreuses exigences juridiques et réglementaires complexes en constante évolution. Nous sommes et avons été partie à diverses procédures judiciaires, y compris des poursuites en responsabilité, des vérifications réglementaires, des enquêtes, des audits et des demandes de renseignements de la part de divers organismes de réglementation gouvernementaux et autorités chargées de l'exécution de la loi, dans divers territoires. Certaines de ces procédures pourraient faire intervenir de nouvelles théories et interprétations juridiques et pourraient être entendues tant en droit criminel que civil, et certaines procédures pourraient donner lieu à des sanctions civiles, réglementaires ou pénales. Nous revoyons régulièrement l'état d'avancement de toutes les procédures et exercerons notre jugement afin de les résoudre au mieux de nos intérêts. Ces procédures judiciaires font largement appel à l'exercice du jugement et soulèvent beaucoup d'incertitudes; le risque financier et les autres risques qui y sont associés, compte tenu des charges à payer courantes, pourraient avoir une incidence significative sur nos résultats d'exploitation de toute période donnée.

Nos procédures judiciaires et questions de réglementation principales sont décrites à la note 26 de nos états financiers consolidés annuels de 2019.

Note 11 Résultats par secteur d'exploitation

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre clos le 31 janvier 2020						
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux investisseurs et de trésorerie	Marchés des Capitaux (1)	Services de soutien généraux (1)	Total
Revenu net d'intérêt (2)	3 226 \$	738 \$	– \$	58 \$	1 161 \$	38 \$	5 221 \$
Revenus autres que d'intérêt	1 384	2 428	1 994	539	1 387	(117)	7 615
Total des revenus	4 610	3 166	1 994	597	2 548	(79)	12 836
Dotation à la provision pour pertes de crédit	342	(2)	–	–	79	–	419
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	–	–	1 614	–	–	–	1 614
Frais autres que d'intérêt	1 984	2 370	153	402	1 435	34	6 378
Bénéfice net (perte nette) avant impôt	2 284	798	227	195	1 034	(113)	4 425
Charge (économie) d'impôt	598	175	46	52	152	(107)	916
Bénéfice net	1 686 \$	623 \$	181 \$	143 \$	882 \$	(6) \$	3 509 \$
Les frais autres que d'intérêt comprennent : Amortissements	234 \$	210 \$	15 \$	50 \$	127 \$	– \$	636 \$

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre clos le 31 janvier 2019						
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux investisseurs et de trésorerie	Marchés des Capitaux (1)	Services de soutien généraux (1)	Total
Revenu net d'intérêt (2), (3)	3 134 \$	744 \$	– \$	(31) \$	969 \$	31 \$	4 847 \$
Revenus autres que d'intérêt (3)	1 284	2 204	1 579	662	1 129	(116)	6 742
Total des revenus	4 418	2 948	1 579	631	2 098	(85)	11 589
Dotation à la provision pour pertes de crédit	348	26	–	–	140	–	514
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	–	–	1 225	–	–	–	1 225
Frais autres que d'intérêt	1 915	2 164	154	418	1 230	31	5 912
Bénéfice net (perte nette) avant impôt	2 155	758	200	213	728	(116)	3 938
Charge (économie) d'impôt	584	161	34	52	75	(140)	766
Bénéfice net	1 571 \$	597 \$	166 \$	161 \$	653 \$	24 \$	3 172 \$
Les frais autres que d'intérêt comprennent : Amortissements	153 \$	147 \$	11 \$	34 \$	95 \$	– \$	440 \$

(1) Majoration au montant imposable équivalent.

(2) Le revenu d'intérêt est présenté déduction faite des charges d'intérêt, puisque nous nous fions essentiellement au revenu net d'intérêt comme mesure du rendement.

(3) Depuis le quatrième trimestre de 2019, la composante intérêts de l'évaluation de certains dépôts comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net auparavant présentée dans les revenus tirés des activités de négociation est présentée dans le revenu net d'intérêt. Les montants des périodes correspondantes ont été reclassés afin qu'ils soient conformes à la présentation actuelle.

Total de l'actif et total du passif par secteur d'exploitation

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 janvier 2020						
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux investisseurs et de trésorerie	Marchés des Capitaux	Services de soutien généraux	Total
Total de l'actif	489 522 \$	109 969 \$	20 293 \$	144 707 \$	666 824 \$	44 989 \$	1 476 304 \$
Total du passif	489 545 \$	109 963 \$	20 270 \$	144 664 \$	666 785 \$	(38 984) \$	1 392 243 \$

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 octobre 2019						
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux investisseurs et de trésorerie	Marchés des Capitaux	Services de soutien généraux	Total
Total de l'actif	481 720 \$	106 579 \$	19 012 \$	144 406 \$	634 313 \$	42 905 \$	1 428 935 \$
Total du passif	481 745 \$	106 770 \$	19 038 \$	144 378 \$	634 126 \$	(40 747) \$	1 345 310 \$

Note 12 Gestion des fonds propres

Fonds propres réglementaires et ratios

Le BSIF établit des objectifs précis à l'intention des institutions de dépôt du Canada en ce qui concerne les fonds propres requis au titre des risques et le ratio de levier. Au premier trimestre de 2020, nous nous sommes conformés à toutes les exigences de fonds propres et de levier, y compris la réserve pour stabilité intérieure, imposées par le BSIF.

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)	Aux	
	31 janvier 2020	31 octobre 2019
Fonds propres (1)		
Fonds propres CET1	63 054 \$	62 184 \$
Fonds propres de première catégorie	68 709	67 861
Total des fonds propres	78 220	77 888
Actif pondéré en fonction des risques aux fins du calcul des ratios de fonds propres (1)		
Risque de crédit	428 067 \$	417 835 \$
Risque de marché	28 415	28 917
Risque opérationnel	67 243	66 104
Total de l'actif pondéré en fonction des risques	523 725 \$	512 856 \$
Ratios de fonds propres et ratio de levier (1)		
Ratio CET1	12,0 %	12,1 %
Ratio de fonds propres de première catégorie	13,1 %	13,2 %
Ratio du total des fonds propres	14,9 %	15,2 %
Ratio de levier	4,2 %	4,3 %
Exposition du ratio de levier (en milliards)	1 630 \$	1 570 \$

(1) Les fonds propres, l'actif pondéré en fonction des risques et les ratios de fonds propres sont calculés conformément aux exigences en matière d'adéquation des fonds propres du BSIF, d'après le cadre de l'accord de Bâle III. Le ratio de levier est calculé conformément aux exigences de levier du BSIF d'après le cadre de l'accord de Bâle III.

Renseignements à l'intention des actionnaires

Bureau central

Adresse :
Banque Royale du Canada
200 Bay Street
Toronto (Ontario) M5J 2J5
Canada
Téléphone : 1-888-212-5533

Pour toute correspondance :
P.O. Box 1
Royal Bank Plaza
Toronto (Ontario) M5J 2J5
Canada
Site Web : rbc.com

Agent des transferts et agent comptable des registres

Agent principal :
Société de fiducie Computershare du Canada
1500, boul. Robert-Bourassa
Bureau 700
Montréal (Québec) H3A 3S8
Canada
Téléphone : 1-866-586-7635
(Canada et États-Unis)
ou 514-982-7555
(appels internationaux)
Télécopieur : 514-982-7580
Site Web : computershare.com/rbc

Co-agent des transferts
(États-Unis) :
Computershare Trust
Company, N.A.
250 Royall Street
Canton, Massachusetts 02021
États-Unis

Co-agent des transferts
(Royaume-Uni) :
Computershare Investor
Services PLC
Securities Services – Registrars
P.O. Box 82, The Pavilions,
Bridgwater Road,
Bristol BS99 6ZZ
Royaume-Uni

Inscriptions en Bourse (Symbole : RY)

Bourses où sont inscrites les
actions ordinaires de la Banque :
Canada – Bourse de Toronto
(TSX)
États-Unis – New York Stock
Exchange (NYSE)
Suisse – Bourse suisse (SIX)

Toutes les actions privilégiées
sont inscrites à la TSX, à
l'exception de la série C-2. Les
actions dépositaires connexes
aux actions privilégiées de
série C-2 sont inscrites à la NYSE.

Prix du jour d'évaluation

Aux fins de l'impôt sur le revenu
au Canada, l'action ordinaire de la
Banque Royale du Canada
s'établissait à 29,52 \$ par action
au jour d'évaluation
(le 22 décembre 1971). Ce prix
correspond à 7,38 \$ par action,
après ajustement pour tenir
compte des deux divisions
d'actions à raison de deux actions
pour une de mars 1981 et de
février 1990. Le dividende en
actions de une action pour une,
versé en octobre 2000 et
en avril 2006, n'a eu aucune
incidence sur le prix du jour
d'évaluation de nos actions
ordinaires.

Communications avec les actionnaires

Pour des renseignements relatifs
aux dividendes, aux changements
au registre des actionnaires ou
aux changements d'adresse, à la
perte de certificats d'actions, aux
formulaires d'impôts, aux
transferts de succession et au
réinvestissement de dividendes,
les actionnaires sont priés de
communiquer avec :
Société de fiducie
Computershare du Canada
100 University Avenue, 8^e étage
Toronto (Ontario) M5J 2Y1
Canada

Téléphone : 1-866-586-7635
(Canada et États-Unis)
ou 514-982-7555
(appels internationaux)
Télécopieur : 1-888-453-0330
(Canada et États-Unis)
ou 416-263-9394
(appels internationaux)
Courriel :
service@computershare.com

Toute autre demande peut être
adressée à :
Services aux actionnaires
Banque Royale du Canada
200 Bay Street
South Tower
Toronto (Ontario) M5J 2J5
Canada
Téléphone : 416-955-7806

Analystes financiers, gestionnaires de portefeuille, investisseurs institutionnels

Pour obtenir des renseignements
financiers, veuillez communiquer
avec :
Relations avec les investisseurs
Banque Royale du Canada
200 Bay Street
South Tower
Toronto (Ontario) M5J 2J5
Canada
Téléphone : 416-955-7802

ou visitez notre site Web au
rbc.com/investisseurs

Service de dépôt direct

Au moyen d'un transfert
électronique de fonds, les
actionnaires du Canada et des
États-Unis peuvent faire déposer
directement dans leur compte
bancaire les dividendes sur leurs
actions ordinaires de RY, il leur
suffit d'en faire la demande à
notre agent des transferts et
agent comptable des registres, la
Société de fiducie
Computershare du Canada.

Désignation à titre de dividendes admissibles

Sauf indication contraire, aux
fins de la *Loi de l'impôt sur le
revenu* (Canada) et dans toute
législation fiscale provinciale ou
territoriale applicable, tous les
dividendes (ainsi que les
dividendes réputés) que verse
RBC à des résidents du Canada
sur ses actions ordinaires et
privilégiées sont désignés
comme des « dividendes
admissibles ».

Rachat d'actions ordinaires

Nous avons lancé une offre
publique de rachat dans le cours
normal des activités qui nous
permet de racheter, aux fins
d'annulation, jusqu'à 20 millions
de nos actions ordinaires au
cours de la période allant du
1^{er} mars 2019 au 29 février 2020, à
l'expiration de l'offre, ou avant,
étant donné que nous sommes
autorisés à compléter les achats
en vertu de notre avis d'intention
déposé à la Bourse de Toronto.

Nous déterminons le montant
et le calendrier des rachats
dans le cadre de l'offre
publique de rachat dans le
cours normal des activités
après consultation du Bureau
du surintendant des institutions
financières (Canada).

Il est possible d'obtenir sans
frais un exemplaire de notre
avis d'intention de déposer une
offre publique de rachat dans le
cours normal des activités en
communiquant avec le
secrétaire de la Banque, à notre
adresse postale de Toronto.

Dates de publication des rapports trimestriels pour 2020

Premier trimestre 21 février
Deuxième trimestre 27 mai
Troisième trimestre 26 août
Quatrième trimestre 2 décembre

Assemblée annuelle de 2020

L'assemblée annuelle des
actionnaires ordinaires se
tiendra le mercredi 8 avril 2020
à 9 h 30 (heure de l'Est), au
Metro Toronto Convention
Centre, North Building, John
Bassett Theatre, 255 Front
Street West, Toronto (Ontario)
Canada.

Dates de paiement des dividendes pour 2020

Sous réserve de l'approbation du Conseil d'administration

	Dates de clôture des registres	Dates de paiement
Actions ordinaires et privilégiées de séries W, AA, AC, AE, AF, AG, AZ, BB, BD, BF, BH, BI, BJ, BK, BM et BO	27 janvier 23 avril 27 juillet 26 octobre	24 février 22 mai 24 août 24 novembre
Actions privilégiées de série C-2 (\$ US)	28 janvier 27 avril 28 juillet 27 octobre	7 février 7 mai 7 août 6 novembre

Gouvernance

Les résumés des différences importantes entre les pratiques de RBC en matière de gouvernance d'entreprise et les pratiques en matière de gouvernance d'entreprise que doivent respecter les entreprises nationales américaines en vertu des conditions d'admission en Bourse de la NYSE sont présentés sur notre site Web, à l'adresse rbc.com/gouvernance.

L'information disponible sur les sites Web mentionnés dans le présent rapport aux actionnaires ou l'information pouvant être obtenue par l'intermédiaire de ces sites ne fait pas partie du rapport. Dans ce rapport aux actionnaires, les références à des sites Web ne constituent pas des hyperliens et ne sont faites qu'à titre d'information pour le lecteur, et à aucune autre fin.

Les désignations commerciales utilisées dans le présent rapport comprennent le symbole du LION et du GLOBE TERRESTRE, BANQUE ROYALE DU CANADA, RBC et MARGE PROPRIO RBC, lesquelles sont des désignations commerciales de la Banque Royale du Canada utilisées par la Banque Royale du Canada ou par ses filiales autorisées. Toutes les autres désignations commerciales mentionnées dans le présent rapport qui ne sont pas la propriété de la Banque Royale du Canada sont la propriété de leurs propriétaires respectifs.